



**Initiative
Spotlight**

*Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles*



NIGER/AFRIQUE

RAPPORT NARRATIF DE PROGRES ANNUEL

01 Janvier – 31 Décembre 2022

Intitulé du programme et Numéro du Programme

Intitulé du Programme: Programme de l'Initiative Spotlight au Niger

MPTF Office Project Reference Number :¹ 00111643

Pays, localité(s), zone(s) prioritaire(s)

Initialement le Programme lors de phase I a couvert quatre (4) régions qui ont les taux les plus élevés de VBG au Niger. Il s'agit de : Zinder, Maradi, Tahoua et Tillabéry

Au total le programme continuera de se mettre en œuvre dans 60 communes soit 15 communes par région et dans 300 villages soit 5 villages par commune. Les nouvelles zones de couverture géographique pour les quatre autres régions seront définies afin d'avoir l'exhaustivité des localités couvertes sur toute la durée du Programme 2019-2022.

Organisations bénéficiaires

1. UNDP
2. UNFPA
3. UNWOMEN
4. UNICEF

Coût du programme (USD)

Budget total approuvé selon le document de programme national/régional Spotlight :
27,435,163 USD

Financement Phase I+II Spotlight :²
24,285,715 USD

Contribution des agences :
3,149,448 USD

Contribution des agences :

Noms des RUNO	Spotlight Phase I+II (USD)	Contributions des agences de l'ONU (USD)
UNDP	5,887,686	260,768
UNFPA	7,956,988	1,433,840
UNICEF	6,273,991	868,781
UN WOMEN	4,167,050	586,059
TOTAL	24,285,715	3,149,448

Total : 27,435,163 USD

Partenaires clés

Ministères de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant, de la Justice, du Plan, des Finances, de l'Enseignement Primaire, de l'Enseignement Professionnel et Technique, de l'Enseignement Secondaire, de la Santé, de la Population et des Affaires Sociales, de la Défense Nationale, de l'Intérieur, de l'Hydraulique et de l'Assainissement, Assemblée Nationale, Conseil Islamique, Association des Chefs Traditionnels du Niger (ACTN), Institut National de la Statistique (INS), Agence Nationale pour l'Assistance Juridique et Judiciaire (ANAJJ), Organisations de la société civile (Nationale et régionale)

Dates de début et de fin du programme

Date de début :
01.01.2019

Date de fin :
30.09.2023

Rapport soumis par :
Louise Aubin
Coordonnatrice Résidente SNU Niger
Adresse mail : louise.aubin@un.org

¹ The Multi-Partner Trust Fund (MPTF) Office Project Reference Number is the same number as the one on the Notification message. It is also referred to as "Project ID" on the project's factsheet page the [MPTF Office GATEWAY](#).

² The Spotlight Contribution refers to the amount transferred to the Recipient UN Organizations, which is available on the [MPTF Office GATEWAY](#).

Table des Matières

1. Résumé exécutif	6
2. Changements contextuels et état de mise en œuvre	8
3. Gouvernance et coordination du programme	11
a Comité de Pilotage (CoPiL)	11
b Groupe de référence national de la société civile (GRSC)	14
c Coordination inter-agence, comité technique et autres mécanismes de gouvernance	15
d Utilisation des outils inter-agences de la réforme de l'ONU	18
4. Partenariats du programme	18
a Gouvernement du Niger	18
b Société Civile	20
c Délégation de l'Union européenne	20
d Coopération avec les autres agences du SNU au Niger	21
e Autres partenariats et mobilisation des ressources	21
5. Résultats	23
a Capturer des changements plus larges à travers les résultats	23
b Capturer le changement au niveau des résultats	29
6. Défis et mesures d'atténuation	45
7. Leçons apprises et opportunités du programme	46
a Leçons apprises	46
b Opportunités offertes par le programme	47
8. Innovation et pratiques prometteuses ou bonnes pratiques	49
9. Communication et visibilité	50
a Vue d'ensemble	50
b Histories de vie	54
c Témoignages	54
d Photos	55
e Vidéos	55
10. Durabilité	54
11. Prochaines étapes	54
Annexes	58

Liste des Acronymes et Abréviations

ACPE	Approche Communautaire de la Protection de l'Enfant
ACTN	Association des Chefs Traditionnels du Niger
ANDH	Association Nigérienne pour la Défense des Droits de l'Homme
ANAJJ	Agence Nationale pour l'Assistance Juridique et Judiciaire
APAC	Association des Professionnelles Africaines de la communication
APBE	Association pour le Bien-être
BCR	Bureau du Coordonnateur Résident/Coordinatrice Résidente
CAPEG	Cellule d'Analyse des Politiques publiques et d'Evaluation de l'action Gouvernementale
CNRFO	Centre National de Référence des Fistules Obstétricales
COGES	Comités de Gestion des Établissements Scolaires
CR	Coordinatrice Résidente
CRMVBG	Centre Régional Multifonctionnel de prise en charge holistique des VBG
CSI	Centre de Santé Intégré
CVPE	Comité Villageois de Protection de l'Enfant
DCO	Défenseurs Commis d'Office
DDF	Défenseurs des Droits des Femmes
DUE	Délégation de l'Union européenne
FACOM	Facilitateur Communautaire
FO	Fistules Obstétricales
GHM	Gestion de l'Hygiène Menstruelle
GRSC	Groupe de Référence de la Société Civile
JAC	Jeunes Acteurs du Changement
JEA	Jeunes experts associés
MGF	Mutilations Génitales Féminines
MPFPE	Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant
ODD	Objectifs de Développement Durable
ONG	Organisation Non Gouvernementales
ONPG	Observatoire National pour la Promotion du Genre
OSC	Organisation de la Société Civile
PBSG	Planification et la Budgétisation Sensible au Genre
PDL	Plan de Développement local
PME	Suivi et Évaluation Participatifs
PTF	Partenaire Technique et Financier
PTFM	Plateforme Multifonctionnelle
SEP	Suivi et Évaluation Participatifs
SNU	Système des Nations Unies
SOS-FEVVF	SOS- Femmes et Enfants Victimes des Violences Familiales
UNDP	Programme des Nations Unies pour le Développement
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la Population
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
UNWOMEN	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
VBG	Violences Basées sur le Genre

Résumé exécutif

L'année 2022 a été caractérisée par un environnement d'insécurité occasionné par les activités des groupes armés non étatiques (GANE) contre les populations des zones des trois frontières (Tillabéri et Tahoua) et dans le bassin du Lac Tchad (région de Diffa).

C'est dans ce contexte que le Programme Spotlight au Niger a poursuivi la mise en œuvre de ses interventions avec l'appui de ses partenaires sur le terrain, en prenant en considération les leçons apprises de la phase I du Programme. A cet effet, un accent particulier a été accordé aux stratégies porteuses d'impact qui sont développées depuis 2019. Cela s'est concrétisé par l'implication de toutes les parties prenantes du Programme, notamment les organisations de la société civile, les chefs traditionnels et religieux,

les autorités locales et la Délégation de l'Union européenne (DUE) afin de promouvoir davantage les interventions de prévention et réponse aux violences faites aux femmes et aux filles.

Des résultats tangibles ont été obtenus grâce à l'expérience et l'expertise des organisations de la société civile sur le terrain, la recherche des convergences et des synergies inter-agences dans l'esprit de la réforme des Nations Unies. C'est la conjugaison de tous les efforts qui a permis de démontrer les changements de comportements positifs en faveur de la promotion et la protection des droits des femmes et des filles. Toutes les parties prenantes ont joué un rôle important dans ces changements institutionnels et de comportements observés.

Résultats clés



Renforcement des capacités : 1 329 personnes ont bénéficié d'actions de renforcement des capacités en VBG, en audition, en gestion des cas et collecte des données. Elles sont aptes à offrir des services de qualité aux personnes survivantes de VBG.



Activités de prévention : 389 701 personnes ont bénéficié des actions de prévention en VBG de l'Initiative Spotlight, qui leur ont permis d'adopter des comportements positifs favorables à la promotion des femmes et des filles.



Connaissance et accès aux services essentiels : 29 836 femmes et filles ont eu un accès accru et/ou des connaissances sur les services essentiels de qualité de prise en charge des VBG.



Création et renforcement de nouveaux réseaux, plateformes et mouvements : 143 plateformes (80 Comité Villageois de Protection de l'Enfant, 34 clubs Dimitra, 28 groupes/réseaux de défenseurs des droits des femmes) ont été créés pour favoriser le dialogue, les échanges et les efforts de plaidoyer.



755 Femmes et filles survivantes de VBG ont bénéficié des actions de réinsertion socio-économique.

Ce rapport décrit les résultats et les progrès de l'initiative Spotlight au Niger, financée par l'Union européenne (UE). Il est important de souligner que les piliers 1, 2 et 5 ont été fusionnés en un pilier commun conformément aux recommandations de l'évaluation à mi-parcours. Ainsi, les principaux résultats couvrant la période janvier-décembre 2022 seront présentés selon cette nouvelle configuration du narratif de la Phase II du Programme et se résument comme suit :

Au titre du pilier commun (Pilier 1, 2 et 5), le dispositif légal existant a été renforcé par la validation du rapport de l'étude sur l'analyse du cadre législatif en lien avec VBG, les Droits à la Santé Sexuelle et Reproductive (DSSR) et les pratiques néfastes avec des recommandations fortes sur les réformes à Entreprendre pour plus d'équité et d'égalité entre les hommes et les femmes. Dans le cadre du plaidoyer sur le cadre légal, une campagne sur « les enjeux de l'actualisation des cadres juridiques protégeant les femmes et les filles des violences » a été conduite par le Médiateur de la République dans toutes les régions du Niger avec la mobilisation de 400 acteurs (157 Femmes et 243 Hommes). Cette campagne a débouché sur des « Déclarations régionales » et s'est achevée à Niamey les 11 et 12 mars 2022 avec une déclaration dite « Nationale », lue par la Présidente du Réseau des Femmes Parlementaires et remise officiellement par le Médiateur de la République au Vice-président de l'Assemblée Nationale en présence des Représentants de la Coordinatrice Résidente et des Agences du SNU, de la Délégation de l'Union européenne, des associations de femmes et de jeunes de la société civile, de la chefferie traditionnelle, des parlementaires. Les outils et méthodologies de la Planification Budgétisation Sensible au Genre (PBSG) ont été utilisés pour renforcer les capacités de 120 cadres techniques dont 35 femmes qui ont été capables d'intégrer le genre dans le nouveau Plan de Développement Economique et Social (PDES). L'Observatoire National pour la Promotion du Genre (ONPG) a été renforcé à travers la formulation d'un plan stratégique pour les cinq prochaines années. Le système informatisé de collecte de données de routine de VBG mis en place à la Police et la gendarmerie a permis de disposer des

informations sur les survivantes de VBG et de les orienter vers les autres services essentiels de prise en charge. Il en est de même au niveau de la justice où les magistrats ont été outillés sur la gestion et la collecte des données. Au total ce sont 70 gendarmes, 86 policiers et 223 personnels de la justice qui ont vu leurs capacités renforcées sur les typologies des VBG, la collecte et la gestion des données.

Au niveau du Pilier 3, les stratégies de changements de comportements et sociétal basées sur l'implication des chefs traditionnels et religieux, des communautés, des organisations de la société continuent de porter des résultats remarquables. En 2022, ce sont 347 199 personnes (87 062 hommes, 139 276 femmes, 69 580 filles et 51 281 garçons) qui ont été sensibilisées et ont améliorés leurs connaissances sur les causes et les effets des VBG, les services essentiels de prise en charge. Cependant, les émissions radiophoniques sur les VBG les pratiques néfastes ont touché 10 800 000 personnes dont 1 867 320 hommes, 1 912 680 femmes, 3 552 120 filles et 3 467 880 garçons. L'initiative des adolescentes correspondantes s'est poursuivie avec la mobilisation de 182 nouvelles adolescentes qui ont rejoint le réseau via l'application WhatsApp portant ainsi le nombre à 632 adolescentes. Les jeunes actrices et acteurs de changement (JAC) encadrés par les ONGs, en partenariat avec les directions régionales de la promotion de la femme, ont poursuivi leurs activités de mobilisation communautaire à travers l'animation des théâtres interactifs dans les quartiers périurbains des régions d'intervention. Au niveau des Espaces Sûrs, 12 000 adolescentes non scolarisées et déscolarisées sont intégrées dans le programme afin de renforcer leurs compétences et capacités et réduire leur vulnérabilité à la violence basée sur le genre particulièrement le mariage des enfants. Il faut noter que l'initiative « Fada des Filles » a été mise à contribution à travers l'animation des causeries sur les thématiques liées aux mutilations génitales féminines, aux Violences Basées sur le Genre, au climatique, à l'environnement, la réduction des risques de catastrophes et la gestion de l'hygiène menstruelle (GHM). Dans 24 nouvelles écoles, 54 blocs de latrines VIP séparées pour les filles et les garçons ont été

construites pour 3 017 élèves dont 1 806 filles réduisant ainsi le taux d'absentéisme des filles pour des raisons d'hygiène menstruelle.

Pour le Pilier 4, la prise en charge des survivantes de VBG s'est considérablement améliorée avec l'augmentation du nombre de services essentiels dans les zones d'intervention du Programme. Au niveau de l'approche communautaire de protection de l'enfant, ce sont 80 nouveaux Comité Villageois de Protection de l'Enfant (CVPE) qui ont été mis en place, ce qui porte le nombre total des CVPE à 275. L'assistance juridique et judiciaire a aussi été renforcée avec l'installation de 3 nouvelles cliniques portant le nombre total à 25. Il faut noter que les 22 Centres de Santé Intégré (CSI) et les deux (02) centres multifonctionnels (Zinder et Tillabéri) de prise en charge holistique ont amélioré la qualité de leur offre de services grâce au renforcement des capacités de 2 psychologues et 22 Travailleurs Sociaux (TS) ainsi que la dotation en kits post viol. Au cours de l'année, tous ces services essentiels ont géré 8 147 cas de VBG (413 cas de viol, 363 cas d'agression sexuelle, 1 801 cas d'agression physique, 1 547 cas de violence psychologique, 1 818 cas de mariage d'enfants et 2 205 cas de déni de ressources) dont 309 ont reçu une assistance juridique et judiciaire avec 142 dossiers orientés vers la justice et ont fait l'objet d'une décision de justice.

Dans le cadre de l'autonomisation économique des femmes et des filles, 755 survivantes de VBG ont bénéficié des Activités Génératrices de Revenus (AGR) à travers des formations en gestion simplifiée et des kits de réinsertion. L'installation de six (06) nouvelles plateformes multifonctionnelles (au total 22) a permis d'alléger les tâches domestiques des femmes des localités concernées et d'améliorer leurs revenus de 3 300 femmes.

Enfin concernant le Pilier 6, une cartographie des organisations de la société civile a été réalisée. Avec l'intégration de 100 nouveaux groupements féminins et de jeunes, la base de données compte à ce jour 324 organisations. Parmi les 100 cartographiées, 25 ont fait l'objet d'une analyse de leurs forces et faibles en vue de renforcer leurs capacités dans les domaines de la vie associative, la communication, le plaidoyer, la gouvernance et l'élaboration des micro-projets.

Dans le cadre de la prise en compte de toutes les franges de la population et ne laisser personne de côté, le Programme Spotlight a poursuivi son appui à la Fédération Nigérienne des Personnes Handicapées (FNPH) à travers l'initiative des moto-tricycles. Grâce à ces moto-tricycles, 1 000 personnes handicapées dont 245 enfants à Infirmité Motrice Cérébrale (IMC) ont bénéficié de frais pour leur rééducation et la prise en charge des frais médicaux.

Changements contextuels et état de mise en œuvre

En 2022, la situation sécuritaire reste marquée par la persistance et l'amplification des activités des groupes armés non étatiques (GANE) telles que les enlèvements et les attaques sporadiques et meurtrières, souvent ciblées contre des

populations dans la zone des trois frontières (Tillabéri et Tahoua) et dans le bassin du Lac Tchad (région de Diffa). Cette superposition de facteurs a entraîné de graves violations des droits humains, en particulier des atteintes aux

droits à la vie, des VBG, des restrictions de l'espace civique et le déni d'opportunités et de ressources ainsi que la désorganisation du système judiciaire. A cela s'ajoutent les conflits inter et intracommunautaires contribuant à la dégradation du climat sécuritaire et entraînant des mouvements de population importants. Selon la note de plaidoyer de décembre 2022,³ plus de 600 000 personnes sont en situation de déplacement forcé affectant leur moyen d'existence, notamment ceux des enfants et des femmes qui sont particulièrement exposés à l'insécurité alimentaire, à la malnutrition, à un risque accru de VBG et à l'abandon scolaire. Dans les régions de Tillabéry et Diffa, il faut noter la fermeture de nombreuses écoles (784) et des enlèvements fréquents des enfants, notamment les filles, par les GANE. Dans la majorité des cas, les filles finissent victimes de mariage des enfants, ou de mariage forcé avec les combattants armés. En outre, le déplacement des populations et la fermeture des écoles sont des facteurs qui exposent les femmes et les filles aux VBG et pratiques néfastes telles que le mariage des enfants.

Face à cette situation d'insécurité, des efforts ont été faits par le Gouvernement pour assurer la sécurisation des personnes et des biens vivant dans les zones soumises à l'état d'urgence. Ainsi, des mesures ont été prises sur l'ensemble des régions concernées par les attaques répétées des GANE et des terroristes pour permettre aux populations d'avoir accès à des services de santé de qualité et des infrastructures d'hygiène et d'assainissement pour relancer l'économie de ces zones. Toutefois, les régions de Tillabéri, Tahoua et Diffa restent en alerte maximum et continuent de vivre des incursions des terroristes avec des conséquences humanitaires préoccupantes.

Malgré les mesures prises par le Gouvernement, des attaques répétées des GANE aux frontières dénotent de la dégradation de la situation sécuritaire, entraînant plus de 3 366 incidents de protection dont 30% concernaient les enfants.

L'analyse intersectorielle des besoins a permis d'identifier les personnes déplacées ou affectées par des mouvements de populations (personnes déplacées internes, réfugiées, retournées, et familles d'accueil), les populations non déplacées, les enfants (enfants de moins de cinq ans, en âge d'être scolarisés, non accompagnés...), les personnes à risque et survivant(e)s de violences basées sur le genre (VBG), les femmes enceintes et allaitantes et les personnes handicapées comme étant les principaux groupes de populations les plus vulnérables. La vulnérabilité de ces groupes de populations est aggravée en situation de crise du fait qu'elles sont en situation de déplacement, de leur âge, état physiologique, statut socio-économique, des pesanteurs socioculturelles. Ces différents facteurs affectent partiellement ou totalement leur capacité de résilience et par conséquent leur capacité à accéder aux services sociaux de base et à l'aide humanitaire. Cette analyse a révélé que 15% de la population nigérienne, soit 3,7 millions de personnes ont besoin d'une assistance humanitaire, (HNO 2022).

En plus de l'insécurité, le pays fait également face aux conséquences climatiques avec des fréquentes inondations causant d'énormes dégâts et entraînant des déplacements de population, y compris dans les villages cibles des interventions du Programme Spotlight à Maradi et à Zinder. Ces inondations ont perturbé la mise en œuvre des activités dans certaines zones parce que les hangars servant de lieu de causeries éducatives ont été emportés par les eaux et des participant(e)s aux causeries éducatives ont dû se déplacer dans des localités éloignées des lieux d'apprentissage, ce qui les conduit à abandonner. Les mesures de mitigation mises en place ont permis de maintenir les contacts avec les apprenants. En outre, les régions affectées par ces inondations enregistrent également d'énormes déficits céréaliers qui ont pour conséquence l'insécurité alimentaire et crise nutritionnelle qui sont autant de facteurs aggravant les risques de violences chez les femmes et les filles.

3. Crise alimentaire au Niger : note de plaidoyer (décembre 2022)

En 2022, aucune vague de COVID-19 n'a été enregistrée, néanmoins, deux épidémies, de méningite et de choléra ont touché nos régions d'intervention. Ces épidémies récurrentes entraînent des conséquences sur la fréquentation scolaire des filles, contraintes de rester s'occuper de leurs familles en cas d'hospitalisation de leurs mères. A force d'absentéisme scolaire, ces filles finissent par abandonner leur scolarité et n'ont aucun recours leur permettant de rattraper les cours manqués. Or, les filles qui ne vont pas à l'école sont les plus exposées aux violences et aux pratiques néfastes.

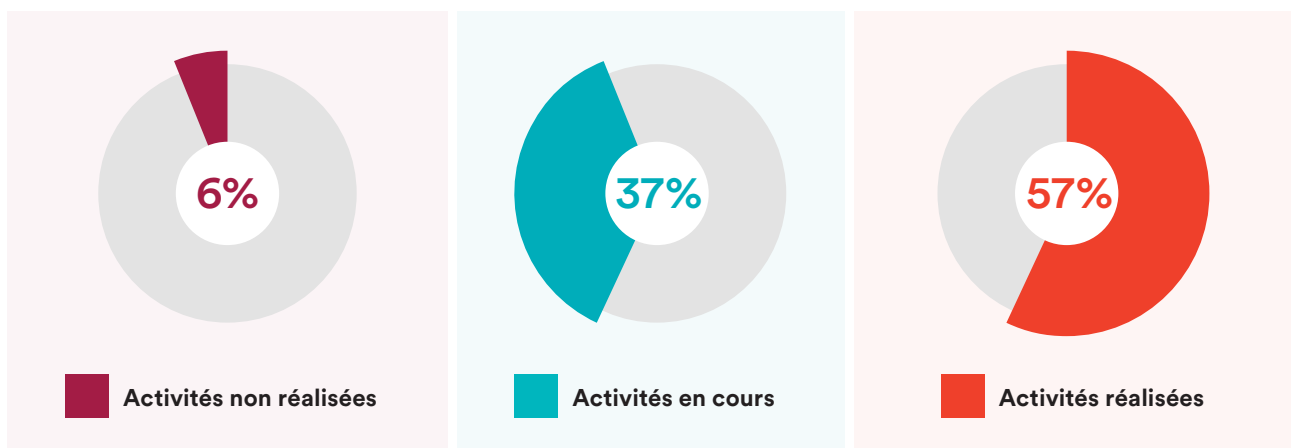
Malgré des résultats encourageants et l'adoption d'une Stratégie Nationale de Lutte contre les violences sexuelles, au Niger le 12 février 2021, plus de 38% des femmes sont victimes de VBG et 16% chez les hommes selon l'étude sur l'ampleur et les déterminants des violences basées sur le genre réalisée en 2021. Les causes des violences, pour la plupart familiales, sont notamment la grande différence d'âge entre époux ; le rapport de pouvoir (Mari et Femme) ; l'absence de loi spécifique contre les VBG ; le manque d'application des lois existantes et enfin la faible mise en œuvre des programmes et politiques de renforcement de la citoyenneté et d'autonomisation des femmes.

En dépit de ces défis majeurs, l'année 2022 a également été marquée par l'adoption du nouveau Plan de Développement Economique et Social (PDES) dont le programme 5 porte sur la réduction des inégalités de genre. Ce plan renferme les priorités nationales en matière de développement qui va guider les interventions de tous les partenaires financiers et techniques pour les cinq prochaines années ; et la signature de son Plan Cadre de Coopération couvrant la période 2023-2027 entre le Gouvernement et les Nations Unies.

Sur le plan politique, le Niger a connu plusieurs événements majeurs, notamment la reprise du dialogue politique et le renforcement du statut de l'opposition politique. Il faut aussi noter la réaffirmation de l'engagement du Président de la République en faveur de l'éducation, notamment l'éducation des filles avec un projet de construction de 100 internats dans les zones reculées. L'un des objectifs est de fournir une éducation de qualité pour les enfants et permettre de retenir les filles à l'école, le plus longtemps possible et ainsi retarder l'âge au premier mariage pour les filles.

C'est dans ce climat d'accalmie que les activités programmées ont été mises en œuvre sans contraintes. Ainsi, le taux d'exécution des activités indique que 57% des activités ont été réalisées, 37% sont en cours de réalisation et 6% n'ont pas été mises en œuvre.

Graphique : Taux d'exécution physique des activités du PTAB 2022



En ce qui concerne l'exécution financière, le taux global est de 78%. Ce taux cache des disparités au niveau des piliers. En effet, le pilier 6 enregistre le plus faible taux d'exécution financière (67%). Cela s'explique par le fait que les activités en faveur des organisations féminines ont connu un ralentissement au cours de l'année 2022 en raison de la non-finalisation des sessions

de renforcement des capacités des ONG cartographiées. En revanche, au niveau du pilier 2 "Institutions", on note un dépassement de 34% qui est dû à de mauvaises imputations des dépenses. Des efforts sont en train d'être faits pour corriger cela. Pour le pilier 4, le taux de 69% est dû au non-fonctionnement des deux centres de prise en charge de Maradi et de Tahoua.

Exécution financière par Pilier

Spotlight Initiative - Outcome areas	Implementation progress as of 31 Dec 2022
Outcome 1 : Legal and Policy Framework	70%
Outcome 2 : Institutions	134%
Outcome 3 : Prevention and Norm Change	86%
Outcome 4 : Quality Services	69%
Outcome 5 : Data	68%
Outcome 6 : Women's Movement	67%
TOTAL	78%

Gouvernance et coordination du programme

a) Comité de Pilotage (CoPiL)

Le Comité de Pilotage du Programme Spotlight du Niger est présidé par Madame le Ministre de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant (MPFPE) et la Vice-Présidente est Madame la Coordinatrice Résidente du Système des Nations Unies.

Les membres sont le Ministre de la Santé Publique, de la Population et des Affaires Sociales, le Ministre de la Justice, le Ministre des Finances, le Ministre du Plan, le Ministre de l'Enseignement Primaire, le Ministre des Enseignements Professionnels et Techniques, le Ministre des Enseignements Secondaire, des représentant.

es de l'UE, des représentant.es des quatre Agences bénéficiaires des Nations Unies, et des représentant.es des organisations/réseaux de la société civile.

En 2022, malgré la programmation de la réunion du Comité de Pilotage au mois de novembre, elle n'a pu se tenir en raison de conflits d'agenda

entre protagonistes. Malgré tout, l'Unité de Coordination du Programme a assuré le suivi de la mise en œuvre des recommandations issues du quatrième Comité de Pilotage tenu le 1er Février 2022.

N°	Recommandations	Responsables	Période	Etat de mise en œuvre	Observations
01	Créer une cellule de coordination, de suivi et évaluation au sein du MPFPE	MPFPE	Janvier/ Février	Réalisée	Ne dispose pas de ressources pour son fonctionnement
02	Impliquer toutes les parties prenantes dans la gestion du plan de travail (participation aux réunions de coordination, aux visites de terrain)	Agences	Toute l'année	En cours de mise en œuvre dans le cadre de la mission conjointe prévue en octobre	
03	Elaborer un plan de durabilité du programme (rôle des parties prenantes à la clôture)	Coordination	Octobre 2022	Non-Applicable	
04	Elaborer, finaliser et partager la matrice RASCI (pour favoriser la participation effective du MPFPE à toutes les activités du Programme)	Coordination	Janvier	Réalisé au cours de la retraite Spotlight a Dosso.	
05	Instituer les réunions trimestrielles avec tous les partenaires de mise en œuvre	MPFPE	Chaque trimestre	Réunion trimestrielle organisée le 14 septembre	Il n'a pas été possible de respecter cette périodicité en raison de conflit d'agenda
06	Créer dans chaque région un groupe WhatsApp bien structuré et animé à l'image de celui de Maradi	DR/MPFPE	Janvier/ Février	Groupe WhatsApp existe dans les quatre régions avec le niveau de fonctionnement différent	
07	Réviser et diffuser l'arrêté portant création du comité technique et du comité de pilotage	MPFPE	Février	Non réalisé	
08	Etablir des correspondances fixant la périodicité des réunions du comité technique (deux réunions dans l'année) et du comité de pilotage (deux réunions dans l'année)	MPFPE	Février	Non réalisé	

N°	Recommandations	Responsables	Période	Etat de mise en œuvre	Observations
09	Elaborer et partager le plan de communication et de visibilité du programme en lien avec le chronogramme des activités prévues	Coordination	Janvier/ Février	Plan disponible	
10	Organiser des réunions bimensuelles de piliers	MPPFE	Chaque deux mois	Non réalisé	
11	Mettre à la disposition du MPFPE le rapport de l'étude sur les discriminations croisées	Coordination	Janvier	Fait. Le rapport partagé avec le MPFPE	
12	Organiser un atelier pour définir l'implication des leaders religieux dans la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles	MPFPE	Février	Non réalisé	
13	Faire le suivi de l'étude sur le cadre légal en cours pour ressortir les limites du code pénal nigérien en matière de définition de l'agression sexuelle et du viol	Ministère de la Justice	Janvier/ Février	Suivi réalisé. Le rapport de l'étude a été validé	
14	Prendre en compte les besoins spécifiques des personnes handicapées en créant les conditions de leur accessibilité aux activités	Partenaires d'exécution	Toute l'année	En cours de mise en œuvre	
15	Renforcer l'appui institutionnel du MPFPE (capacité managériale et RH, création de cellule de coordination/évaluation)	MPFPE	Premier trimestre	Réalisé en parti avec la création de la cellule de coordination	
16	Fournir le personnel technique pour le fonctionnement des quatre centres régionaux multifonctionnels de prise en charge holistique des VBG	MPFPE	Janvier/ Février	Zinder est géré par une ONG Le personnel est déployé à Tillabéri, Pour Tahoua et Maradi le personnel a été identifié	
17	Fournir les équipements, les produits, les médicaments, la réhabilitation complémentaire et la formation du personnel technique en VBG	Agences	Continue	En cours	
18	Clarifier les rôles de chaque structure dans le narratif de la Phase 2	Coordination	Janvier/ Février	Fait	

Sur les 18 recommandations formulées, 8 ont été entièrement réalisées (soit un taux d'exécution de 44%), 5 sont en cours de mise en œuvre (soit 28%) et 5 n'ont pas été réalisées (soit 28%).

b) Groupe de référence national de la société civile (GRSC)

Les organisations de la société civile, les activistes et les défenseurs des droits des femmes et des filles jouent un rôle important dans la mise en œuvre du Programme Spotlight. En tant que partie prenante du Programme, la société civile est représentée par le Groupe de Référence de la Société civile (GRSC) qui est composé d'une diversité de groupes de femmes et de filles, y compris ceux qui sont confrontés à des formes multiples et croisées de discrimination.

Le GRSC est composé de 20 organisations de la société civile, dont des représentants des groupes confrontés à des formes multiples et croisées de discriminations, notamment les albinos, les personnes malvoyantes, les personnes à infirmité motrice cérébrale (IMC) et les personnes handicapées physiques. Au cours de l'année 2022, le Programme Spotlight a travaillé avec trois nouvelles organisations de la société civile, à savoir ONG HIMMA qui œuvre dans les actions de réinsertion socio-économique des survivantes de VBG ; l'OPE et l'AFFRIYAN.

En 2022, les actions du GRSC ont permis d'amplifier la voix de la société civile dans la lutte contre les VBG et les pratiques néfastes, d'assurer la coordination entre la société civile, la Coordination Spotlight, les agences des Nations Unies et le Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant (MPFPE), et de contribuer aux missions conjointes de suivi sur le terrain.



Photo : Rafik Photography

Courant septembre et octobre, une mission conjointe de suivi des activités sur le terrain a réuni des staffs du Gouvernement, de la société civile, des ONGs partenaires et des agences de mise en œuvre du programme Spotlight.

Pour la phase II du Programme, le GRSC a développé un plan d'action budgétisé à hauteur de \$70,000. Les principaux domaines retenus sont a) Suivi et Evaluation participatifs, b) Communication, plaidoyer et sensibilisation, pendant la journée internationale des droits de la femme, les 16 Jours d'Activisme, la journée internationale de la jeune fille, la mobilisation des artistes (musiciens, humoristes, slameurs) engagés contre les VBG et les formes de discriminations croisées et les actions à l'endroit des élèves et étudiants pour leur implication dans la lutte contre les VBG dans leurs régions et c) Coordination et plaidoyer aux niveaux régional, sous-régional et mondial.

Le GRSC a partagé son expérience et les leçons apprises de la mise en œuvre du projet pilote sur le suivi et l'évaluation participatifs (SEP) lors des échanges régionaux et mondiaux. A cet effet, il a pris part à plusieurs réunions virtuelles organisées par le Secrétariat Spotlight et participé à plusieurs rencontres régionales, sous-régionales et internationales, à savoir :



Forum de la Société Civile sur les bonnes pratiques du **6 au 7 Juillet 2022** à Addis Abeba en Ethiopie



Forum de la Société Civile sur les bonnes pratiques du **9 au 10 Août 2022** à Dakar au Sénégal



The Global Learning Symposium organisé à Cancun au Mexique du **16 au 18 Septembre 2022**



Forum sur le renforcement du mouvement des femmes pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes et des filles en Afrique de l'Ouest et centrale du **7 au 8 décembre 2022** à Abidjan, Côte d'Ivoire

c) Coordination inter-agence, comité technique et autres mécanismes de gouvernance

Bureau de Coordination du SNU

Le Bureau de la Coordinatrice Résidente du SNU a continué l'organisation de sa rencontre hebdomadaire à laquelle le Programme Spotlight participe régulièrement. Madame la Coordinatrice Résidente s'est engagée dans le suivi des interventions de Spotlight en échangeant avec l'Unité de Coordination et les Chefs d'Agence. C'est ainsi qu'une série de rencontres a eu lieu pour la prise de décision sur la durée de l'extension sans coût du Programme.

Dans le cadre de la Journée de l'Enfant Africain (JEA), la Coordinatrice Résidente a effectué une mission à Zinder du 15 au 17 Juin 2022, aux côtés de la Madame la ministre de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant et de l'Ambassadeur de la République Fédérale d'Allemagne au Niger. Cette visite destinée à lancer le thème de la JEA 2022 : « Elimination des pratiques néfastes affectant les enfants : cas de la mendicité, un phénomène qui gangrène la société » a pris un cachet particulier avec la participation de la Première Dame du Niger, en déplacement dans le cadre de ses actions sociales, à travers la Fondation Noor. Ce déplacement a été mis à profit pour visiter des réalisations du programme Spotlight dans la région de Zinder. A cet effet, des échanges ont eu lieu avec le personnel du centre multifonctionnel. La délégation a également visité la Fédération nigérienne des personnes handicapées dont la cellule régionale a reçu 17 motos tricycles pour leur prise en charge des enfants atteints de motricité cérébrale. Les échanges ont mis en exergue l'impact des interventions sur les populations bénéficiaires. La délégation a également assisté à un théâtre interactif sur le thème de la journée et la diffusion des émissions radiophoniques.



Madame Allahoury Aminata Zourkaleini, ministre de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant et Madame Louise Aubin, Coordonnatrice résidente du système des Nations Unies, reçues par Monsieur Laouali Amadou Madougou, Gouverneur de la région de Zinder.

Coordination inter-agence

La structuration du programme Spotlight depuis sa mise en œuvre est restée inchangée avec les leads de piliers. Le programme a aussi mis en place des coordinations régionales dans les zones d'intervention.

- Avec la fusion des pilier 1, 2 et 5, il n'a pas été possible d'identifier une agence pour coordonner le pilier commun. La coordination a été assurée par l'Unité de Coordination du programme. Par contre pour les autres piliers, on a Pilier 3, UNICEF, Pilier 4 : UNFPA et Pilier 6 : ONUFEMMES). Cette organisation a été mise en place pour assurer la programmation des activités par pilier, le suivi, la coordination et le développement des synergies.

- Au niveau régional, les acteurs du Programme Spotlight ont mis en place une coordination pour partager les informations sur les activités en matière de VBG et d'intégration du genre, d'organisation de visite de terrain et de synergie dans les réponses.

Actions de l'Ambassadrice de bonne volonté des NU pour la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles au Niger

Lors de sa visite au Niger du 14 au 21 Novembre 2021, Docteur Najat Maalla M'jid, Représentante Spéciale chargée des violences contre les enfants, a investi la Cheffe de la Cellule de Protection des

femmes et des mineurs, le Commandant Madame Morou Hadiza comme Ambassadeur de bonne volonté des Nations Unies pour la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles. Cette distinction est le fruit de son engagement et sa détermination dans l'élimination des violences basées sur le genre au Niger.

En vue d'accomplir efficacement ses responsabilités, l'Ambassadrice de bonne volonté a reçu un appui financier de la Coordination de Spotlight sous l'approbation de Madame de la Coordinatrice Résidente du SNU. A cet effet, un plan d'action couvrant la période de juin 2022 à mars 2023 a été élaboré avec un budget de \$12,000. Les objectifs visés sont de (i) renforcer l'engagement des décideurs et partenaires de la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles et aux, et (ii) contribuer au renforcement du cadre de collaboration entre les parties prenantes et acteurs stratégiques de la lutte au niveau local, et régional. Au titre de la période sous revue, l'Ambassadrice de bonne volonté des NU pour la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles a effectué des visites de terrain dans les régions de Maradi, de Zinder et de Tahoua du 10 au 21 Décembre 2022. Ces différentes visites ont permis de renforcer les messages de prévention et de réponse aux violences faites aux femmes et aux filles. L'Ambassadrice de bonne volonté a encouragé l'engagement des chefs traditionnels dans les efforts de changements de comportements positifs favorables à la promotion de la femme et de la fille.

Réunion trimestrielle

Dans le cadre de l'opérationnalisation de la Phase II du Programme, une retraite de réflexion a été organisée du 11 au 14 Janvier 2022 avec la participation de toutes les parties prenantes. L'une des recommandations de cette retraite était la tenue de réunion trimestrielle sous le leadership du Gouvernement.

Malgré cette recommandation, la périodicité convenue n'a pas été respectée. Ce n'est qu'une seule réunion qui a pu se tenir le 14 septembre 2022 sous la présidence du Secrétaire Général du MPFPE. Cette réunion a vu la participation des ministères sectoriels (Education, Intérieur, Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant), des institutions de la République (Médiature, Observatoire National de la Promotion du Genre), des organisations de la société civile, des agences des Nations Unies (PNUD, ONU FEMMES, Bureau du Coordonnateur Résident), l'UNFPA et l'UNICEF pour des contraintes de dernière minute se sont excusés. Présidée par le Secrétaire Général du Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant, du Point focal Spotlight pour la Délégation de l'Union européenne et du Chef de Bureau de la Coordination, elle avait pour but d'examiner les progrès accomplis dans la réalisation des cibles et de procéder à la définition de nouvelles orientations éventuelles. De façon spécifique, il s'agira de :

- Evaluer l'exécution des activités programmées au cours de la période sous revue ;
- Mettre en relief les principales réalisations ;
- Apprécier les problèmes majeurs rencontrés et prendre des mesures utiles pour les surmonter ;
- Proposer des recommandations susceptibles de pérenniser les acquis

Les recommandations formulées sont :

- Mener des réflexions approfondies sur la pérennisation des acquis du Spotlight et la phase de transition ou de sortie
- Prévoir une rencontre entre Ministère PFPE, Ministère de la Justice et la Santé sur la réquisition à expertise pour les victimes de VBG

- Prendre les dispositions nécessaires pour la signature du Plan de travail des centres de prise en charge de Maradi et de Tahoua
- Harmoniser le fonctionnement des centres existant en utilisant les SOPs et les recommandations du voyage d'étude au Rwanda
- Faire un plaidoyer pour mettre en place les centres de prise en charge dans les quatre autres régions du pays
- Mettre en place un dispositif de suivi des recommandations de l'étude du cadre légal

Comité Technique (CoTech)

Présidé par la Coordonnatrice Résidente du SNU et co-présidé par le Secrétaire Général du MPFPE, la réunion du Comité Technique vise à analyser les rapports de mise en œuvre, identifier les défis liés à la mise en œuvre, proposer des solutions et de valider techniquement tous les documents produits pour leur soumission au Comité de Pilotage.

En 2022, le Comité Technique n'a pas pu se réunir pour les mêmes raisons évoquées pour le Comité de Pilotage. Malgré sa planification à deux reprises, la réunion n'a pas pu se tenir. La première date était le 28 septembre 2022 qui a été reportée au 4 Novembre 2022.

d) Utilisation des outils inter-agences de la réforme de l'ONU

Dans la mise en œuvre des interventions, le Programme Spotlight a utilisé certains outils de la réforme des Nations Unies. Il s'agit essentiellement des opérations communes qui ont porté sur :

- La programmation conjointe pour l'opérationnalisation du Plan Cadre de Coopération (PCC) 2023-2027. Avec l'implication du Programme dans le processus de formulation du PCC des Nations Unies en 2021, le Programme Spotlight a fourni une contribution substantielle dans le développement de programmes phares, notamment le programme sur le nexus Femmes, Paix, Sécurité, dénommé SARANOUIA. Ce programme phare est bâti sur les résultats et les leçons apprises de la mise en œuvre de l'Initiative Spotlight au Niger.
- Le plan de travail a prévu l'appui à l'Observatoire National pour la Promotion du Genre (ONPG) par les agences. De commun accord, les autres agences ont proposé d'utiliser les procédures du PNUD pour le recrutement d'un cabinet d'études chargé de réalisation. Cette approche a permis de réduire considérablement la durée du processus de recrutement.

Partenariats du programme

A l'image des années précédentes de mise en œuvre, le Programme Spotlight a poursuivi son partenariat avec le Gouvernement, la Société Civile, la Délégation de l'Union européenne, la chefferie traditionnelle pour consolider les acquis dans les partenariats établis en faveur de la promotion des femmes et des filles.

a) Gouvernement du Niger

En 2022, le Programme Spotlight a collaboré avec les mêmes structures étatiques en raison des résultats obtenus.

- **Le Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfance (MPFPE)** et ses services déconcentrés des régions cibles du programme est un partenaire pour la mise en œuvre des activités visant le renforcement l'engagement communautaire en vue de l'élimination des VBG et autres pratiques néfastes à la santé et au bien-être des femmes et des filles des villages d'intervention ainsi que le renforcement des services régionaux pour une prise en charge de qualité des survivantes.

Le Ministère appuie la mise en œuvre des activités de renforcement du cadre légal contre les VBG et la gestion des centres régionaux multifonctionnels de prise en charge holistique des survivantes de VBG. Il mobilise aussi les autres ministères sectoriels clés et les institutions de l'Etat dans l'exécution des interventions. Au sein de ce Ministère, les directions centrales directement impliquées sont la Direction de la Protection des Droits des Femmes et la Direction du Plaidoyer, de la communication pour la protection de l'Enfant. Une cellule de coordination, de suivi et évaluation a été mise en place pour le Programme Spotlight. Le coordonnateur de la Cellule joue le rôle de point focal Spotlight au sein du MPFPE.

- **Le Ministère de l'Enseignement primaire et ses services régionaux déconcentrés** pour les activités de mobilisation des acteurs du système éducatif sur le contenu du décret présidentiel portant soutien, accompagnement et protection de la jeune fille en cours de scolarité et la mise en place d'un mécanisme de suivi, prévention et prise en charge des victimes des VBG, et le référencement des cas graves aux services compétents. Au niveau déconcentré, le Ministère travaille en synergie avec les services sociaux et les comités de protection de l'enfant pour assurer une meilleure prise en charge des survivantes
- **Le Ministère de l'Enseignement secondaire** pour la vulgarisation du contenu du décret présidentiel portant soutien, accompagnement et protection de la jeune fille en cours de scolarité auprès des acteurs de l'école. Ce partenariat a permis la mise en place d'un

mécanisme de suivi, prévention et prise en charge des victimes des VBG, et le référencement des cas graves aux services compétents.

- **Le Ministère de la Justice**, partenaire et porte d'entrée pour les réformes législatives nécessaires pour mieux protéger les personnes à risques et s'assurer que les auteurs soient poursuivis conformément aux textes en vigueur. Il appuie la mise en œuvre et la finalisation de l'étude sur le cadre légal et la mise en place de nouvelles réformes pour mettre les femmes et les filles à l'abri de toute forme de violence. Sur la base de son mandat de fournir des services juridiques et judiciaires, le Ministère a été mobilisé à travers l'Agence Nationale pour l'Assistance Juridique et Judiciaire (ANAJJ) tous les acteurs du secteur judiciaire (Magistrats, Procureurs, Présidents des Tribunaux, Greffiers, Défenseurs Commis d'Office) pour assurer la prise en charge juridique des femmes et des filles victimes de VBG dans les cliniques juridiques mises en place à cet effet.
- **Le Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement (MHA)** pour la mise en œuvre des activités relatives à la mise aux normes des écoles pour une bonne Gestion de l'Hygiène Menstruelle (GHM) dans les villages cibles. Ce partenariat a consisté à la mobilisation sociale pour le changement des comportements et attitudes néfastes envers les femmes et les filles, et à l'implication dans l'élaboration des plans locaux de développement pour une meilleure prise en compte du genre et de la GHM. Il s'agit aussi de la réhabilitation des latrines et les dispositifs de lavage des mains dans les écoles selon les normes et procédures en vigueur.
- **Le Ministère de la Sécurité** à travers les cellules de protection des femmes et des mineurs de la police et les brigades de protection des femmes et des mineurs de la gendarmerie pour la gestion des cas et la collecte des données sur les VBG. La dénonciation et les enregistrements des cas de VFFF se font dans ces structures.

- **Le Ministère du Plan** est un partenaire pour les questions de planification. Ainsi, il travaille pour le renforcement institutionnel vers une planification et budgétisation plus sensible au genre.
- **Le Ministère de la santé** pour accroître la capacité opérationnelle de prise en charge médicale des survivantes de VBG référées dans les centres de santé et le traitement des Fistules Obstétricales.
- **Le Ministère de la Renaissance culturelle** pour appuyer la mise en œuvre des activités relatives à la communication sur les questions de VBG. La renaissance culturelle s'appuie sur les valeurs traditionnelles nigériennes et les valeurs universelles pour l'édification d'un modèle de citoyen dont les comportements sont favorables à un développement socio-économique inclusif, participatif et durable. Il s'agit de promouvoir l'esprit civique et les valeurs citoyennes à travers des actions à la base menées en direction des familles, des écoles, de l'administration et des lieux publics.

b) Société Civile

Le Programme Spotlight a accru son engagement à renforcer les capacités et les connaissances des Organisations de la Société Civile (OSC) et des Organisations Communautaires de Base (OCB). Ce partenariat a favorisé une mise en œuvre efficace sur le terrain et a permis de toucher les communautés visées par le Programme. L'Initiative Spotlight a collaboré avec 22 OSC dont trois (03) nouvelles OSC, à savoir HIMMA, OPE et AFFRIYAN ; la priorité ayant été accordée aux OSC dirigées par les femmes, les leaders communautaires et les jeunes comme présenté ci-dessous :

- **03** organisations de défense des droits de la femme/OSC féminines dirigées par des femmes
- **11** organisations de défense des droits de la femme/OSC féminines mais non dirigées par des femmes

- **03** Organisations de femmes et de défense des droits des femmes
- **01** organisations de la société civile dirigées par des chefs traditionnels
- **04** OSC féministes

c) Délégation de l'Union européenne

Le partenariat entre la Délégation de l'Union européenne (DUE) et les agences du SNU a été un élément clé pour le suivi et la mise en œuvre du Programme. Cette collaboration a été franche et fructueuse. En 2022, des séances de travail ont été tenues entre l'Unité de Coordination Spotlight et le Point focal de la DUE. Ces séances ont permis de passer en revue la mise en œuvre des activités et de recueillir les contributions de la DUE pour accélérer la mise en œuvre. La DUE a fourni une contribution significative lors de la réunion trimestrielle du Programme.

Pour apprécier les réalisations du Programme auprès des bénéficiaires, des acteurs et des autorités locales, une mission conjointe a été organisée du 13 au 19 Mai 2022 dans la région de Zinder. Cette mission a été conduite par Madame l'Ambassadeure de l'Union européenne accompagnée de l'Unité de Coordination et du Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant. Les sites suivants ont été visités :

- Le Centre Multifonctionnel de prise en charge des VBG pour apprécier le fonctionnement effectif du centre avec le paquet de service.
- L'Université de Zinder pour participer aux séances de l'Initiative « FADA DES FILLES ». Les thèmes débattus ont permis aux étudiants et étudiantes de prendre conscience de l'importance de la lutte contre les VBG en milieu étudiant. La visite de l'Université avait aussi pour objectif de matérialiser l'engagement du rectorat dans la lutte contre les violences faites aux étudiantes au sein de l'Université.

- Le siège de la Fédération Nationale des Personnes handicapées, section de Zinder pour échanger avec les personnes handicapées.

La mission a également suivi deux pièces de théâtre sur le mariage précoce, produit dans le cadre du théâtre interactif. Après les présentations, les échanges entamés avec la communauté ont abouti à la formulation de recommandations pour la prévention et la réponse aux violences faites aux femmes et aux filles dans leurs communautés. Il a été fort apprécié l'implication des chefs traditionnels dans le processus des théâtres interactifs.

L'Ambassadeure de l'Union européenne a indiqué sa satisfaction quant aux actions mises en œuvre sur le terrain et les changements visibles auprès des communautés concernées.

d) Coopération avec les autres agences du SNU au Niger

Le Programme Spotlight a poursuivi sa collaboration avec l'OMS pour plus de synergie d'intervention. Cette collaboration est effective dans l'utilisation des mêmes relais communautaires pour la sensibilisation et la recherche des cas de Paralyse Flaque Aiguë ainsi que pour la

sensibilisation des communautés sur les types de VBG, la prévention et le référencement aux services essentiels de prise en charge délivrés dans les Centres de Santé intégré (CSI).

e) Autres partenariats et mobilisation des ressources

Chefferie traditionnelle

En 2022, le Programme Spotlight au Niger poursuit sa collaboration avec les chefs traditionnels en les mettant au centre des interventions au niveau communautaire. La chefferie traditionnelle a été impliquée pour (i) les sensibilisations sur le renforcement du cadre légal en faveur des femmes et des filles (Pilier 1), (ii) influencer les changements des comportements, des normes sociales négatives et des stéréotypes au sein des communautés (Pilier 3), (iii) créer des conditions minimales afin de servir de porte d'entrée pour la réception des cas de violence enregistrés dans leur communauté et le référencement vers les services de prise en charge ainsi que de soutenir les actions de réinsertion socio-économique (Pilier 4), et (iv) contribuer à la collecte des données de routine sur les cas de violences reçues au Palais (Pilier 5).



La mission de la Coordonnatrice Résidente du SNU et de la Ministre de la Promotion de la femme et de la protection de l'enfant à Zinder en juin 2022, a été l'occasion pour de rencontrer la chefferie traditionnelle de Zinder, fortement impliquée dans la sensibilisation des communautés en matière de VBG.

Les leaders traditionnels constituent de véritables agents du changement dans la prévention et la réponse aux violences faites aux femmes et aux filles, y compris les pratiques néfastes. Leur intégration dans le dispositif communautaire rassure les personnes survivantes à dénoncer les auteurs des violences, et les compétences acquises sont utilisées lors des sorties cantonales et des actions de mobilisation communautaire. Leur engagement dans la prévention et la réponse aux VBG est un signe encourageant de l'appropriation locale et de la pérennisation des acquis du Programme dans l'élimination des violences faites aux femmes et aux filles, y compris les pratiques néfastes.

actions de sensibilisation sur le cadre législatif. Ainsi une caravane sur « les enjeux de l'actualisation des cadres juridiques protégeant les femmes et les filles des violences » a été conduite dans toutes les régions du Niger pour sensibiliser les autorités locales, les chefs traditionnels et les populations. A l'issue de cette campagne, des Déclarations régionales ont été lues qui ont été ensuite consolidées dans une Déclaration dite Nationale. Cette déclaration a été remise officiellement par le Médiateur de la République au Vice-Président de l'Assemblée Nationale en présence des Représentants de la Coordinatrice Résidente et des Agences du SNU, de la Délégation de l'Union Européenne, des associations de femmes et de jeunes de la société civile, de la chefferie traditionnelle, des parlementaires.

La Médiature de la République

Dans le cadre de la mise en œuvre des activités du Pilier 1, le Programme Spotlight a collaboré avec la Médiature de la République pour les



Photo : Rafik Photography

Le Médiateur de la République, aux cotés des représentants du SNU et de la DUE lors de la cérémonie de remise de la déclaration nationale sur l'actualisation des cadres juridiques protégeant les femmes et les filles des violences.

Résultats

a) Capturer des changements plus larges à travers les résultats

Les VBG portent atteinte à l'autonomie, la dignité, la santé (mentale et physique) et la sécurité des personnes victimes. Elles ont également un effet social et économique dévastateur et constituent un problème de santé publique et un obstacle à l'égalité des genres. Les femmes, les filles, les jeunes et les personnes issues de couches marginalisées sont particulièrement vulnérables. En effet, selon des estimations de la Banque Mondiale, une femme sur trois dans le monde sera victime de VBG au cours de sa vie. Ainsi, les interventions de l'Initiative Spotlight ont œuvré pour créer un cadre légal et institutionnel favorable à la production de changements durables en utilisant des évidences, pour renforcer les mécanismes de réponse contre les violences en milieu sanitaire et judiciaire, et de la prévention de toute forme de violence au niveau communautaire.

Au niveau Politique, la réaffirmation de l'engagement du Président de la République en faveur de l'éducation de la jeune fille à travers

la construction de 100 internats dans les zones reculées montre sa volonté de favoriser la scolarisation et surtout le maintien des filles à l'école pour retarder leur âge au premier mariage. Le programme Spotlight a contribué à faire progresser ces secteurs par la protection des droits des filles et de l'égalité de genre. Ces progrès sont visibles dans le changement de comportements positifs, la réduction significative des mariages des enfants⁴ et au retour à l'école des filles. Ces résultats ont été obtenus grâce l'engagement des chefs traditionnels et l'implication des organisations de la société civile dans la promotion des droits des femmes et des filles. Ce type d'engagement permet de s'assurer que les interventions de l'Initiative Spotlight sont enracinées localement, et qu'elles contribuent aux changements positifs de normes sociales dans les communautés pour mettre fin à la VFFF et aux pratiques néfastes.

Le programme Spotlight a maintenu son approche holistique en fournissant des services essentiels de qualité aux survivantes de VBG. Grâce à la conjugaison des efforts des partenaires de mise en œuvre de la DUE, des résultats tangibles ont été obtenus :



80 Comité Villageois de Protection de l'Enfant (CVPE) et les 15 centres d'écoute ont pris en charge 3 494 cas de VBG tous types confondus.



25 Cliniques juridiques ont été installées au sein des 22 CSI et ont fourni un support légal à 309 cas de VBG et 142 dossiers ont été orientés vers les services judiciaires et ont fait l'objet d'une décision de justice.



4 Centres régionaux multifonctionnels de prise en charge holistique ont été réhabilités, et ceux de Tillabéri et de Zinder sont déjà fonctionnel avec offre existante de services.

4. La prévalence nationale du mariage des enfants a connu une baisse passant de 76% en 2012 (EDSN, 2012) à 65% en 2021 (ENAFEME). L'Initiative Spotlight a contribué à ce résultat par les activités de sensibilisation et de mobilisation communautaire réalisées dans les localités.



755 Femmes et filles survivantes des régions de Zinder, Maradi, Tahoua et Tillabéri qui ont été réinsérées économiquement à travers des AGR.



3 300 Femmes (survivantes de VBG ou non) qui ont bénéficié de ces investissements communautaires à travers 22 plateformes multifonctionnelles ont amélioré leur niveau de revenus et se remettre de la violence subie.



40 responsables régionaux de la gendarmerie au niveau des huit régions du pays, 70 gendarmes et 86 policiers travaillant au sein des brigades de protection des femmes et des mineurs ont renforcé leur capacité à fournir des services de qualité aux survivantes des VBG et en matière de collecte de données.



Photo : Rafik Photography

Des femmes de la région de Tillabéri, bénéficiaires du kit d'élevage animalier pour assurer leur réinsertion socio-économique.

L'Initiative Spotlight a consolidé son partenariat avec l'Association des Chefs Traditionnels du Niger (ACTN) en mettant les chefs traditionnels au centre des interventions au niveau communautaire à travers leur participation aux actions de sensibilisation sur l'élimination des violences faites aux femmes et aux filles, y compris des messages sur le mariage des enfants. Cela a permis aux chefs traditionnels de se positionner comme un acteur central et fédérateur des interventions en matière de lutte contre les VFFF, y compris le mariage des enfants qui est un gage de durabilité et de réussite des interventions communautaires. Une réelle implication des organisations de la société civile et des structures gouvernementales est effective dans le mécanisme de référencement et contre-référencement des survivantes mis en place.

L'Initiative Spotlight a continuellement œuvré à l'amélioration des connaissances sur les concepts des VBG et les pratiques néfastes, et une meilleure prévention des violences. Cela a contribué à exposer ces problèmes sur la place public et d'accroître la dénonciation des cas de VBG perpétrés dans les communautés. L'Initiative Spotlight a aussi renforcé l'engagement des jeunes dans la prévention des violences faites aux femmes et aux filles pour instaurer un véritable changement de mentalité et introduire des solutions innovantes en matière de communication sur les VFFF. De ce fait, les adolescentes ont pris conscience de retarder leur

âge au mariage, une meilleure connaissance de l'hygiène personnelle réduisant leur absentéisme à l'école, et une bonne confiance/estime de soi. Grâce aux capacités acquises, elles sont en mesure d'informer leurs homologues filles sur les comportements à adopter en matière d'hygiène corporelle et de propreté dans leur communauté.

L'un des changements remarquables est la disponibilité des données de routine sur les VBG grâce au système informatisé de collecte de données de routine de la Police et de la Gendarmerie. De même, le programme a contribué à rétablir le prestige des forces de l'ordre auprès de la population en raison des compétences acquises en audition des survivantes et de l'organisation des sorties de sensibilisation sur les violences.

L'Initiative Spotlight a effectivement contribué à la réduction du temps de travail et de la pénibilité du travail des femmes grâce à l'introduction des équipements de transformation, notamment les moulins et les décortiqueuses dans les plateformes multifonctionnelles. Grâce aux appuis reçus, les femmes ont une autonomie financière à travers les AGR et subviennent aux besoins essentiels de leur famille en prenant en charge certains frais d'alimentation, les frais scolaires et de santé de leurs enfants. Cette autonomie a joué un rôle important dans l'instauration d'une cohésion, la paix dans les familles et la réduction des tensions/agressions conjugales.



La Directrice régionale de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'enfant de la région de Tillabéri, échangeant avec un groupe de femmes de Koria Haousa, sur le fonctionnement de leur plateforme.

Enfin, conformément aux principes de la réforme de l'ONU, l'Initiative Spotlight a encouragé la coordination inter-agences et régionale par l'organisation de réunions de coordination. Ces rencontres étaient des moments privilégiés pour toutes les parties prenantes d'échanger sur la mise en œuvre des activités et de proposer des solutions aux difficultés rencontrées sur

le terrain. En plus, les missions conjointes ont permis aux agences, aux partenaires de mise en œuvre de parler d'une seule voix et de montrer la synergie et la complémentarité des interventions du Programme Spotlight. Au niveau interne, le processus de formulation du programme phare SARAOUNIA a été mis à profit pour démontrer en pratique la mise en œuvre de la réforme des Nations Unies.

Rapport sur la mise en œuvre du suivi et de l'évaluation participatifs (PME)

Sur la base de l'expérience de 2021 acquis en matière de Suivi et évaluation participatif, l'Unité Coordination en collaboration avec le GRSC et le MPFPE a coordonné toute l'organisation de mission conjointe de suivi en vue de capturer les résultats obtenus et de recueillir les perceptions et opinions des bénéficiaires des interventions de Spotlight.

1 Préparatifs et objectifs des missions (Juin/Juillet 2022)

Une approche participative a été utilisée pour impliquer toutes les parties prenantes dans la validation des termes de référence des missions conjointes de suivi. Les participants ont échangé sur les objectifs de la collecte et la période adéquate pour réaliser ces missions en tenant compte de la présence des bénéficiaires dans les communautés à visiter. Ainsi, ces missions visaient à constater les progrès accomplis dans la mise en œuvre des interventions, à apprécier la satisfaction ou non des communautés bénéficiaires et s'assurer du niveau d'intégration du principe de « Ne laisser personne de côté ».

2 Méthodologie adoptée

La méthodologie retenue a combiné la collecte des données quantitatives et qualitatives. Pour le volet qualitatif, les données ont été collectées à travers les entretiens individuels avec les informateurs clés et les discussions de groupes auprès des groupes de femmes, de filles, d'homme et de jeunes hommes en utilisant le cadre conceptuel « The Most Significant Change » qui est plus adapté au contexte du Niger.

3 Collecte des données (3 au 20 octobre 2022)

Les données ont été collectées dans les quatre régions d'intervention du programme et à Niamey du 3 au 20 Octobre 2022 comme suit :

- Zinder : du 3 au 5 octobre 2022
- Maradi : du 6 au 9 octobre 2022
- Niamey : du 10 au 11 octobre 2022
- Tillabéri : du 12 au 15 octobre 2022
- Tahoua : du 17 au 19 octobre 2022

L'équipe de mission était composée des points focaux des agences, des membres du GRSC, du MPFPE et de l'Unité de Coordination Spotlight provenant de Niamey et des OSC partenaires intervenant dans les localités visitées. Ces missions ont recueilli les témoignages directs, des histoires de vie et documenté des initiatives novatrices auprès des bénéficiaires pour mettre en avant l'impact des interventions de Spotlight.

« Le Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant est satisfait de cette mission conjointe qui a permis de mesurer le niveau de mise en œuvre des activités Spotlight dans les quatre régions. Cependant, certains recadrages sont nécessaires et il nous faut renforcer la synergie entre acteurs qui interviennent dans la réponse aux violences faites aux femmes et aux filles. Nous remercions et félicitons toutes les équipes pour avoir tenu le rythme en quelques semaines. » Ing. Amadou Ouabanaize, DEPS et coordonnateur de la Cellule nationale Initiative Spotlight Niger.

4

Analyse des données (Novembre/Décembre 2022)

L'analyse des données collectées a été faite par les membres de l'équipe de mission par région avec une consolidation des principales constatations. Ces éléments ont été reversés dans le narratif du rapport annuel 2022. En laissant la parole aux communautés bénéficiaires, les changements notables de comportements ont été mis en évidence par les autorités locales, la chefferie traditionnelle et les bénéficiaires directs. Comme l'attestent les propos ci-dessous :

« Avant il était difficile de parler des violences qui sont des problèmes dans la communauté. Mais aujourd'hui, les problèmes sont exposés grâce au programme Spotlight » (Entretien, Gouverneur de Zinder)

« Avant les violences à l'égard des filles étaient commises par les garçons, mais avec Spotlight les violences ont été réduites. En cas d'infraction, les garçons sont punis et conduits à la police » (Entretien, Chef de canton de Gouré, Région de Zinder)

« Avant le Spotlight, l'abandon scolaire était important. On avait 12 élèves qui quittaient l'école pour des raisons financières et de mariage, mais avec Spotlight, cette année seulement 2 filles ont abandonné l'école à cause des ressources financières. » (Focus group Comité de protection de l'Enfant, Village Gouré, Région de Zinder)

« Les parents d'une camarade de 17 ans en classe de seconde ont décidé de la marier à un jeune. Mais comme elle voulait continuer ses études jusqu'en Terminales, elle a refusé le mariage. » (Entretien, Fille correspondante de Tessaoua, Région de Maradi)

« Pendant la période du carême, une fille âgée de 10 ans est partie récupérer le reste de la nourriture. Elle a été violée par un jeune homme qui l'a menacé de mort si elle venait à le dénoncer. Face à cette menace, elle n'a pas dénoncé son agresseur. Elle n'arrivait plus à marcher et c'est en ce moment que les voisins ont su qu'elle venait d'être violée. Sur insistance de son grand frère, elle a montré le jeune qui l'a violé.

Ce dernier a été arrêté et emprisonné. Elle a été conduite rapidement au centre de santé pour une prise en charge. » (Entretien, Adolescentes correspondantes de 18 ans, village de Gouré, Région de Zinder)

5

Communication des résultats, recommandations et points d'action (Décembre 2022)

Une rencontre de restitution des résultats a été organisée le 27 décembre 2022 par l'Unité de Coordination avec la participation de toutes les structures ayant pris part aux missions conjointes. D'une manière générale, cette mission conjointe a été une opportunité pour les acteurs de visiter la quasi-totalité des interventions mises en œuvre dans le cadre du Programme Spotlight. Les informations recueillies indiquent que le Programme a eu un impact sur les conditions de vie des femmes et des filles dans les localités. Les recommandations ci-dessous ont été formulées :

- Développer des stratégies pour consolider les acquis sur les trois ans de mise en œuvre du programme Spotlight ;
- Changer l'approche dans le cadre de la prise en charge des questions de VBG ;
- Travailler toujours avec les autres pour une meilleure synergie d'action ;
- Engager un diagnostic profond pour encourager les filles à identifier les problèmes de communications afin de mieux les aborder ;
- Impliquer les jeunes dans toutes les activités et à tous les niveaux de la mise en œuvre du programme spotlight ;
- Identifier les personnes spéciales et engagées dans le circuit de la lutte contre les VBG en les aidants à devenir des modèles pour leurs communautés ;
- Impliquer les jeunes à intégrer l'association Youri porte d'entrée pour une meilleure prise en compte de leurs voix ;
- Solliciter la restitution de la rencontre de Kigali pour statuer sur la situation du centre de prise en charge des VBG ;
- Poursuivre la collaboration avec les organisations de la société civile pour plus facilement faciliter le feedback des informations auprès des autorités locales et au niveau communautaire, et pour plus d'impact

b) Capturer le changement au niveau des résultats

Pilier 1 : Cadre Légal et Politique

Renforcement du cadre politique et législatif en faveur de la promotion de la femme et la fille

Le Programme Spotlight a poursuivi sa contribution au renforcement du cadre législatif avec la validation du rapport de l'étude sur l'analyse du cadre législatif en lien avec les VBG, Droit à la Santé Sexuelle et Reproductive (DSSR) et les pratiques néfastes en avril 2022. L'atelier de validation a enregistré la participation des différentes parties prenantes, y compris les organisations de la société civile et les leaders traditionnels et religieux. Les recommandations validées portent sur la révision du code pénal et code de procédure pénale pour soit combler des vides juridiques, soit renforcer certains articles jugés insuffisamment protecteur des droits des filles et des femmes. Il y a eu également des recommandations portant sur le code civil où beaucoup d'articles ont été jugés discriminatoires et non protecteurs. Il est également ressorti la nécessité de clarifier le droit à l'avortement. Les recommandations portant sur le code pénal et code de procédures pénales ont fait l'objet de présentation au comité chargé de la révision de ces textes au cours d'un atelier ayant regroupé l'ensemble des Partenaires Techniques et Financiers (PTF), y compris l'Union Européenne, à travers Eucap Sahel.

Les travaux du comité de suivi constitué des Ministères sectoriels et de la société civile ont permis de doter le pays de :

- Un nouveau projet de loi sur les Violences Basées sur le Genre (VBG) qui contribuera à mettre les femmes et les filles à l'abri de toutes formes de violences. Le processus d'élaboration conduit par le Ministère de la Justice avec l'appui d'un consultant a été

participatif, impliquant les différents ministères sectoriels clés de la promotion de la femme, de l'éducation, de la santé...

- Cinquième rapport périodique de la CEDEF à travers un processus participatif de toutes les parties prenantes. Sous réserve de sa validation en conseil des ministres avant transmission au comité CEDEF, les participants à l'atelier de validation technique dudit rapport ont formulé plusieurs recommandations pertinentes qui pourront aider le pays à envisager la levée de quelques-unes des réserves émises par le Niger jugées caduques par les acteurs.

Promotion pour la réforme du cadre juridique sur les VBG

Dans le cadre du plaidoyer sur la réforme législative, une campagne sur « les enjeux de l'actualisation des cadres juridiques protégeant les femmes et les filles des violences » a été conduite par le Médiateur de la République dans toutes les régions du Niger avec la mobilisation de 400 acteurs (243 hommes et 157 femmes). Cette campagne a débouché sur des « Déclarations régionales » et s'est achevée à Niamey le 11 et 12 mars 2022 avec une déclaration dite « Nationale », lue par la Présidente du Réseau des Femmes Parlementaires et remise officiellement par le Médiateur de la République au Vice-président de l'Assemblée Nationale en présence des Représentants de la Coordinatrice Résidente et des Agences du SNU, de la Délégation de l'Union Européenne, des associations de femmes et de jeunes de la société civile, de la chefferie traditionnelle, des parlementaires.

Les recommandations sont essentiellement adressées :

- **Aux parlementaires :** l'élaboration et l'adoption d'une loi spécifique sur les Violences Basées sur le Genre prenant en compte toutes les formes avec les décrets d'application et abrogeant toutes dispositions contraires existantes ; la révision de l'organisation judiciaire en vue de la création d'une juridiction spécialisée en matière de VBG au Niger ; la révision

du code Pénal sur le mariage précoce, le détournement de mineur et la déscolarisation de la jeune fille ; la proposition d'une loi sur le statut de la femme répudiée en tenant compte des préceptes religieux ; la révision du code de procédures civile, de la loi sur la cybercriminalité, du code du travail ...etc.

- Au Gouvernement :** réviser le décret portant règlement sur la rémunération et les avantages matériels divers alloués aux fonctionnaires des administrations et établissements publics de l'Etat, pour permettre aux femmes fonctionnaires de bénéficier des allocations familiales ; Reconnaître aux ayant droit d'une femme fonctionnaire, le bénéfice du droit à la pension dans les mêmes conditions que les ayant droit des fonctionnaires ; reconnaître aux ayants droits survivant d'une femme fonctionnaire de bénéficier du droit à la pension de réversion dans les mêmes conditions que les veuves des fonctionnaires ; Harmoniser les textes sur la protection des enfants pour un meilleur résultat notamment le décret n° 2019-369 /PRN/MPF/PE du 19 juillet 2019 et l'arrêté n°008/MJ/GS/ DGDH/PJJ/AS du 23 janvier 2018 du Ministère de la Justice ; Fixer à 18 ans l'âge minimum de mariage pour la jeune fille ; Prendre les décrets d'application incriminant les pires formes de travail et d'exploitation des enfants y compris les talibés.



Photo : Rafik Photography



Photo : Rafik Photography

A l'issue de la rencontre nationale d'harmonisation des déclarations régionales, une déclaration nationale qui porte sur l'actualisation du Cadre juridique protégeant les femmes et les filles des violences a été lue par les Femmes parlementaires en Mars 2022 et remise au Médiateur de la République pour transmission à l'Assemblée nationale du Niger.

Pilier 2 : Institutions

Renforcement des capacités/ formation des cadres techniques

En matière de planification, l'Initiative Spotlight a contribué à la prise en compte des actions de lutte contre les inégalités de genre avec la formulation de produits spécifiques sous l'Effet 1 du nouveau Plan de Développement Economique et Sociale (PDES) pour la période 2022-2026.

La table ronde des investisseurs et partenaires au développement sur le financement du PDES tenue à Paris du 5 au 6 décembre 2022, a enregistré un succès avec la participation du secteur privé et des PTF. Au total, les annonces et manifestations d'intérêt d'un montant global de 45 milliards d'euros ont été enregistrées, pour un besoin global de 29,6 milliards d'euros, assurant ainsi une couverture globale de 150% du total des ressources attendues. Le défi demeure dans la mobilisation réelle de ces fonds en prenant en compte de manière effective les besoins des femmes et des filles.

Par ailleurs, 30 cadres régionaux des services déconcentrés de l'Etat des régions d'Agadez, Diffa, Dosso et Niamey ont été formés en planification et budgétisation sensible au genre (PBSG) par le pool des 30 formateurs qui avaient bénéficié de la formation en 2021. Il s'agit des cadres en charge de la programmation et de la planification nationale et régionale outillés en PBSG/VBG qui ont à leur tour permis de renforcer les capacités de :

- 20 cadres du Ministère du Plan et des autres ministères sectoriels en charge de la préparation du Plan de Développement Economique et Social (PDES) sur l'utilisation des outils d'analyse et d'intégration du genre en vue d'appuyer les sectoriels dans la prise en compte du genre dans le nouveau PDES en cours d'élaboration ;
- 120 cadres techniques⁵ dont 35 femmes et 85 hommes, du niveau régional et communal en charge de l'élaboration des Plans de Développement Régionaux (PDR) et Communaux (PDC) sur la planification et la budgétisation sensible au genre, en vue de prendre en compte les besoins sexospécifiques des femmes et des filles dans les plans, budgets et politiques locaux, et d'influencer le processus de consultation de base pour la formulation du PDES.

Dans le cadre du renforcement des capacités institutionnelles, le Programme Spotlight a appuyé l'Observatoire National pour la Promotion du Genre (ONPG). Grâce à l'assistance reçue, l'ONPG a été en mesure de produire son plan stratégique pour les cinq prochaines années et d'élaborer le rapport d'analyse Genre de Plan de Développement Communaux (PDC) de 54 communes.

Résultats de l'évaluation du Plan Stratégique national pour mettre fin au mariage des enfants

Le programme a soutenu la réalisation de l'évaluation du plan stratégique national pour mettre fin au mariage des enfants 2019-2021, qui est le document à travers lequel le Gouvernement a matérialisé son engagement à mettre fin à cette pratique néfaste. [Evaluation_PSNME_08112022.docx](#)

Il ressort des conclusions que des progrès ont été réalisés dans l'atteinte des résultats visés au cours des 3 années de mise en œuvre du plan relativement aux quatre axes stratégiques. On peut retenir, entre autres, un très bon niveau d'efficacité dans la mesure où tous les quatre résultats stratégiques ont largement été atteints. La proportion d'adolescentes et adolescents qui ont suivi le cours de compétences de vie et qui utilisent les voies de recours existants pour prévenir ou dénoncer un mariage des enfants est de 80,7% pour une cible attendue de 70% en 2021. La proportion des parents ayant au moins un enfant de moins de 18 ans qui ont été formés en développement de l'enfant et qui déclarent avoir changé leur pratique éducative sur leurs filles est de 98,7% alors que la cible était de 60%. La proportion des travailleurs sociaux ayant un plan d'action à jour pour la prise en charge des cas de mariage des enfants est de 95% pour une cible de 80%. Une des limites signalées, c'est le manque de visibilité de la contribution de l'Etat dans la mise en œuvre de ce plan.

5. Il s'agit de trente cadres régionaux et communaux, par région, des Mairies centrales, des Directions régionales promotion de la femme, de la direction départementale de l'aménagement du territoire/ développement communautaire, des gouvernorats des régions d'Agadez, Diffa, Dosso et Niamey



Photo : Rafik Photography

Un groupe de femmes de la région de Tillabéri, après une causerie dans le hangar communautaire logé au sein du centre multifonctionnel

Pilier 3 : Prévention et changement des normes sociales néfastes

L'Initiative Spotlight au Niger a poursuivi son appui aux interventions visant à promouvoir la transformation des normes sociales, des attitudes et comportements aux niveaux communautaire et individuel en travaillant avec les femmes et les filles, les hommes et les garçons, les décideurs non formels (communautaires, traditionnels et religieux) le personnel des médias et autres parties prenantes influentes.

Renforcement de l'engagement communautaire

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'approche communautaire de la protection de l'enfant, ce sont 26 103 personnes (4 863 hommes, 5 900

femmes, 12 992 filles et 2 348 garçons) qui ont des capacités renforcées pour être des agents de changement de comportement et de normes de genre dans leur communauté à travers leur participation aux causeries éducatives, animées par des facilitateurs communautaires formés et portant sur des thèmes qui couvrent les aspects liés aux questions des droits humains, la santé sexuelle et reproductive, les besoins de l'enfant aux différents stades de son développement, les VBG et les pratiques néfastes et la mobilisation sociale. Pour éliminer les normes de genre, il semble important que les hommes, les femmes ainsi que les adolescent/tes - soient encouragés à réfléchir à l'impact de ces normes sur les attentes des différents membres de la famille et les comportements qui en découlent. Par exemple, s'attendre à ce que les filles acceptent facilement les requêtes des adultes - tout en tolérant le non-respect aux garçons - enseigne aux filles à être dociles et aux garçons qu'ils peuvent enfreindre les règles en toute impunité. De même, encourager les garçons à être fiers

de leur force et leurs exploits au combat ouvre la porte à l'utilisation de la violence contre les autres, y compris les filles et leurs propres futures familles. Les parents et les adolescent/tes doivent également être informés des risques du mariage des enfants, qui non seulement constitue une violation des droits des filles, mais aussi, accentue les violences conjugales. Au cours des causeries éducatives sont également évoquées les questions de l'impunité, les différentes voies de recours et l'information sur les services existants (justice, protection de l'enfant, centres de prise en charge holistique...) en vue de les amener à mettre en place des mécanismes de signalement résilients. Aussi, tout au long des séances de

causeries éducatives, les participants/tes sont orientés vers la réalisation d'un diagnostic des pratiques, attitudes et comportements en cours dans leur communauté qui sont assimilables à des violences et l'identification des actions à mettre en œuvre pour changer. C'est de là que naissent des plans d'action communautaires qui font l'objet de validation lors des rencontres communautaires organisées à la fin de chaque module. Les rencontres communautaires sont convoquées et présidées par le chef de village accompagné des autres notables dont le religieux qui sont les garants de la mise en œuvre des plans d'actions validés.



Photo : Rafik Photography

Les causeries éducatives – ici dans la région de Tillabéri – permettent aux femmes de s'exprimer et de proposer des solutions endogènes dans leurs communautés.

Des Comités Villageois de Protection de l'Enfant (CVPE) sont mis en place comme mécanisme communautaire pour le suivi des engagements. Il faut rappeler que le Gouvernement avait pris un décret pour institutionnaliser les CVPE à tous les niveaux allant des villages jusqu'au niveau national, en 2019. Pour l'année 2022, ce sont 80 nouveaux CVPE qui ont mis en place, portant le nombre à 275. Les membres de ces comités reçoivent des formations spécifiques pour mieux jouer leur rôle en tant qu'organe non formel en charge des services de protection. Les membres de ces comités prennent le relais des sensibilisations des communautés après le départ du facilitateur communautaire. En 2022, les actions de sensibilisation des comités ont

touché 100 758 personnes (27 790 hommes, 35 530 femmes, 21 334 filles et 16 104 garçons) lors des séances de sensibilisation.

Pour améliorer la connaissance des communautés sur l'existence des services essentiels de prise en charge, des activités de sensibilisation communautaires ont été organisées par les coordonnateurs des cliniques juridiques. Ainsi, ils ont sensibilisé 92 755 personnes (18 423 hommes, 43 459 femmes, 12 685 garçons, 18 208 filles) sur les conséquences des pratiques néfastes, les violences basées sur le Genre et les orientations des cliniques juridiques.



Jeunes filles de la commune de Azerori nomade - région de Tahoua - après une causerie communautaire sur le programme Spotlight.

Au niveau de la communauté, le Programme Spotlight a permis de mettre en place des Clubs Dimitra dans les régions Maradi. Pour l'année 2022, 14 nouveaux clubs ont été établis dont 60% de clubs féminins, et 20 clubs à Tessaoua, dont 60% de clubs féminins, pour prévenir les violences faites aux femmes et aux filles (VFFF), ce qui porte le nombre à 600 Clubs Dimitra opérationnels dans les régions cibles. Ces nouveaux clubs ont été encadrés par 6 encadreurs ayant été formés sur les VBG et les techniques de coaching et le fonctionnement des clubs. Au cours des assemblées villageoises, chaque village a mis à jour son répertoire des violences faites aux femmes et aux filles et s'est engagé dans des réflexions sur les activités rentables pour améliorer le cadre de vie des femmes et des filles. Les thèmes priorités et débattus dans les clubs dans une perspective de prévention de ces violences ont porté sur la déscolarisation précoce des filles, la fuite de responsabilité des maris, le travail des jeunes filles, les violences conjugales, le mariage forcé/précoce, les grossesses non désirées et les violences économiques. Pour chaque thématique discutée, les communautés ont pris des dispositions pour recueillir les informations, accompagner les victimes, confondre les auteurs et créer une conscience de veille collective sur le développement de ces violences. Au total, ces actions ont touché 1 039 personnes (625 femmes et 414 hommes).

L'Initiative Spotlight a continué d'engager les chefs traditionnels en raison de leur rôle central et fédérateur dans les communautés. En 2022, 63 plans d'action cantonaux visant à éliminer le mariage des enfants, à promouvoir la scolarisation et le maintien des filles à l'école et l'utilisation des services de santé ont été développés pour accompagner les chefs canton dans leurs missions. Grâce à cet appui, les chefs traditionnels ont pu participer de manière significative aux actions de sensibilisation en véhiculant des messages sur l'élimination des VFFF, y compris le mariage des enfants et la promotion de la Planification Familiale. Les parajuristes communautaires ont été sollicités dans la mobilisation communautaire pour prévenir les violences à l'égard des femmes et des filles. Ainsi, 50 parajuristes en plus des 600 existant ont vu leurs connaissances accrues et harmonisées à travers leur formation sur les VBG et les voies de recours, la Santé de la Reproduction, la scolarisation de la petite fille. Ce qui leur a permis d'animer des rencontres communautaires dans les villages qui ont touché 129 023 personnes dont 35 248 hommes, 54 069 femmes, 23 648 filles et 16 058 garçons.



Participation accrue des jeunes

Les jeunes acteurs de changement (JAC) ont poursuivi la mobilisation communautaire dans les quartiers péri-urbains des régions cibles de l'Initiative Spotlight, à savoir, Maradi, Tahoua, Tillabéry et Zinder. Les 120 JAC (80 filles et 80 garçons) ont animé au cours de l'année, 41 séances sur diverses thématiques liées aux questions de violences dans leur quartier, ce qui leur a permis de mobiliser 24 663 personnes (5672 hommes, 6166 femmes, 6413 filles et 6412 garçons). Ces jeunes entreprennent d'autres activités d'intérêt communautaire (salubrité, l'entraide en cas de sinistre...) pour renforcer la confiance en eux et servir ainsi de modèle aux autres jeunes de la communauté.

Les adolescentes des villages d'intervention, et au-delà, se mobilisent de plus en plus pour sensibiliser leurs pairs et créer des espaces d'expression pour partager leurs expériences à travers leur mise en réseau. Au cours de l'année, ce sont 182 nouvelles adolescentes qui ont rejoint le réseau via l'application WhatsApp, ce qui porte le nombre à 632 adolescentes depuis 2020.

En 2022, un partenariat avec des organisations dirigées par les jeunes filles et femmes a été établi afin de renforcer leur leadership à prendre la tête du combat en faveur de leurs droits. Ces organisations ont reçu des appuis à travers le ministère en charge de la promotion de la femme pour mener des actions de plaidoyer et de mobilisation sociale en faveur de l'élimination des pratiques néfastes (PN), notamment le mariage des enfants, ainsi que d'autres violences basées sur le genre (VBG), à l'occasion de la célébration des journées des droits des femmes et des enfants et les 16 jours d'activismes contre les violences faites aux femmes et aux filles.

Ces jeunes filles et femmes engagées dans ce mouvement se distinguent par le port du turban en lieu et place des hijabs et autres voiles quand elles sont en activité. Elles sont très actives aussi sur les réseaux sociaux, où elles animent des discussions sur diverses thématiques en lien avec les droits des filles au Niger.



Une des organisations des filles qui a émergé après le sommet des filles africaines qui a eu lieu en novembre 2021 au Niamey, c'est la Fada des Filles. Au Niger, traditionnellement la Fada est un espace communautaire de parole, d'échange et de prise de décision réservé aux hommes et aux garçons. Ces derniers se réunissent dans une Fada pour décider des actions à mener au sein de leur communauté. La Fada est également un espace de solidarité masculine. Le concept « Fada des Filles » est né de la nécessité par les filles de s'approprier ces espaces de paroles, de solidarité et de prise de décision au sein des communautés pour contribuer à une transformation sociale favorable à l'avancement de leurs droits. La Fada des Filles est composée de 30 jeunes filles issues de milieux professionnels et universitaires divers qui ont bénéficié de renforcement de capacités leur permettant de mener des sensibilisations, des plaidoyers auprès de tout type de public et jouent le rôle de modèles pour les plus jeunes.

Elles mettent à profit leur temps pour aller au contact des autres filles et garçons avec qui elles jouent le rôle des aînées, partagent leurs connaissances et poussent les filles scolarisées (des quartiers péri-urbains) à embrasser les carrières scientifiques. Témoignage de la Coordinatrice de la Fada des Filles : <https://fb.watch/hQ3lgCjgNG/?mibextid=NnVzG8>

Les filles de la Fada ont animé des causeries sur les thématiques liées (i) aux Mutilations Génitales Féminines (MGF) à l'occasion de la journée tolérance zéro aux MGF, (ii) aux VBG à l'occasion de la Journée du 8 mars, (iii) sur le changement climatique, environnement, réduction des risques de catastrophes : égalité de sexes au centre des solutions le 13 mai et (iv) sur la gestion de l'hygiène menstruelle en milieu scolaire à l'occasion de la Journée de l'Enfant Africain le 16 juin. Au total, ce sont 2 457 personnes touchées dont 1972 filles, parmi lesquelles 574 élèves filles du CES de Koiratégué (quartier péri-urbain de Niamey) se sont inscrites dans un programme de soutien à la réussite scolaire.

Les réseaux de jeunes ont été mobilisés dans la prévention des violences faites aux femmes et aux filles dans les établissements scolaires. C'est ainsi que le réseau africain des adolescents et des jeunes (Afriyan), Organisation pour la Promotion de l'Excellence (OPE) et l'ONG Agir Pour Plus d'Action de Développement au Niger (APPADN) ont réalisé une série de campagnes de sensibilisation au profit des élèves filles et garçons dans les écoles des 8 régions du pays. Ces sensibilisations ont touché 30 000 jeunes. Ces réseaux ont organisé des conférences et des marches qui ont abouti à des documents d'engagements des autorités administratives sur la lutte contre les VBG en milieu scolaire.

Mobilisation par les médias

Le partenariat avec le studio Kalangou de la Fondation Hirondelle s'est poursuivi avec la réalisation et la diffusion des forums, magazines :



Formation de **126 animateurs pour les 4 régions** (Tahoua : 38 ; Zinder : 26 ; Maradi : 27 et 35 à Tillabéry) des radios communautaires et privées dont 14 femmes.



Réalisation d'un forum audio sur les attouchements sexuels sur les enfants, quel impact ? le **14 octobre 2022**.



Réalisation d'un forum audio sur la promotion des droits de l'enfant : Avancées et défis le **21 novembre 2022**.



Diffusion du contenu des **2 forums sur 126 radios** de la zone du projet : 38 de Tahoua ; 26 de Zinder ; 27 de Maradi ; 35 de Tillabéry.



Environ **10 800 000 personnes** sont exposées aux messages.



Promotion de l'hygiène menstruelle en milieu scolaire

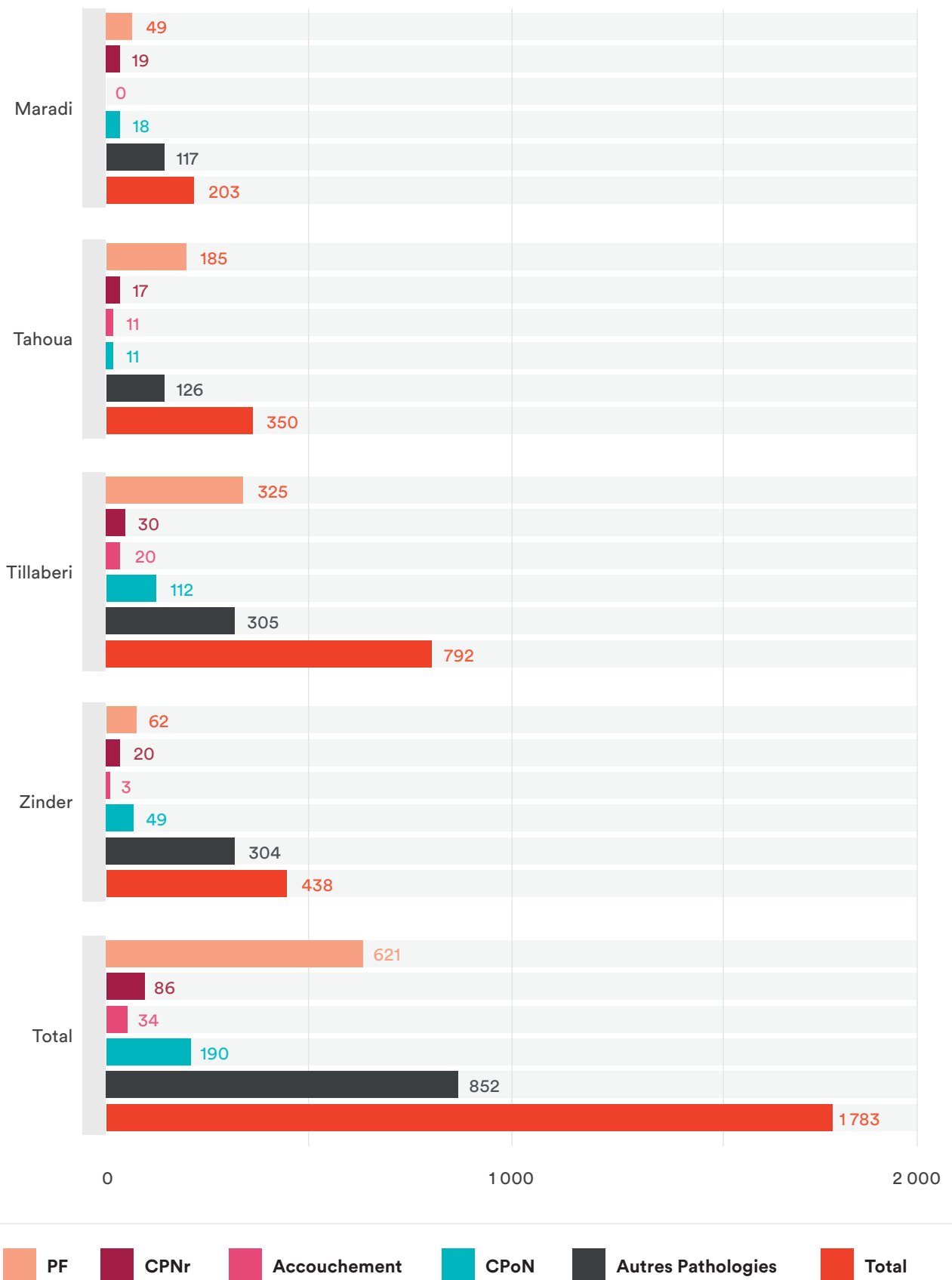
L'Initiative Spotlight a soutenu la construction de 54 blocs de latrines VIP séparées pour filles et garçons respectant les standards pour assurer un environnement scolaire favorable au maintien des filles à l'école. Ce sont 24 nouvelles écoles ayant un effectif de 3017 élèves dont 1 806 filles des régions de Maradi, Tillabéry et Zinder qui ont bénéficié de ces infrastructures contribuant à la réduction de l'absence des filles à l'école pour des raisons de gestion de l'hygiène menstruelle. Des séances de sensibilisation de trois jours sont organisées au sein de ces écoles sur la Gestion de l'Hygiène Menstruelle (GHM). Les connaissances acquises sur la GHM ont permis de réduire l'absentéisme des filles à l'école.

Initiative pour les adolescentes « Espaces Sûrs/ ILLIMIN Zaman Dunia »

Dans le cadre du programme adolescents le spotlight avait appuyé la production des modules de formation des adolescentes intégrant les VBG, au cours du premier semestre de l'année 2021.

Au cours de l'année 2022, 120 mentors des espaces sûrs des régions de Maradi, Zinder, Tillabéri et Tahoua continuent à utiliser ces modules pour assurer l'encadrement des adolescentes, sur les VBG afin qu'elles sachent prévenir, réduire les risques de VBG, mais informer leur famille et leurs pairs sur les risques et conséquences des VBG y compris le mariage des enfants d'une part, et d'autre part connaître les services auxquels il faut faire recours en cas de VBG. Cet appui a bénéficié à 12 000 adolescentes dans les régions Spotlight dont : 2 300 à Maradi, 29 00 à Zinder, 3 900 à Tahoua et 2 900 à Tillabéri.

Graphique : Utilisation des services de de santé par les adolescentes dans les régions spotlight 2022



Promotion de la santé sexuelle et reproductive des adolescents

Dans le cadre de la santé sexuelle et reproductive des adolescents, l'Initiative Spotlight a appuyé le renforcement des capacités nationales en matière de conception et de mise en œuvre des programmes d'Education Sexuelle Complet (ESC) en milieux communautaires et scolaires. Il a agi principalement d'intégrer l'Education à la Santé Reproductive des Adolescents et des Jeunes (ESRAJ) dans le curriculum initial de formation des enseignants du secondaire. A cet effet, une mission de consultants s'est rendue dans les universités de Tahoua, de Zinder et l'Université Abdou Moumouni de Niamey pour faire une analyse critique de la prise en charge de l'ESC dans les programmes actuels d'enseignement. Ainsi, 20 professeurs de chaque université, soit un total de 60 personnes, ont été formés en ESC.

L'atelier d'analyse de la prise en compte de l'ESC dans les programmes d'enseignement tenu du 19 au 21 Septembre 2022 à Dosso a regroupé des représentants du niveau central des ministères en charge de l'éducation (Education nationale, Enseignement Supérieur et de la Recherche, Santé Publique (Direction Nationale de la Santé des Adolescents et des Jeunes, Direction Nationale de la Planification Familiale), Jeunesse et Sport (Institut National de la Jeunesse, des Sports et de la Culture)). Un draft de modules en ESC pour les facultés des universités a été produit et enrichi par les enseignants chercheurs des universités de Zinder et de Tahoua, et de l'Ecole Normale Supérieure. Les modules consolidés ont été transmis officiellement au ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche pour validation.

d'intervention, continuent à avoir des appuis dans le cadre du programme spotlight en vue d'améliorer la qualité des services aux survivantes. On note une utilisation accrue des services par les communautés engagées dans le processus de changement comportemental et social, à travers les diverses approches utilisées, comme illustre le nombre de cas pris en charge par les comités de protection de l'enfant. En 2022, les actions des CVPE et des centres d'écoute ont permis de prendre en charge 3 494 cas de VBG (104 cas de viol, 115 cas d'agressions sexuelles, 452 cas d'agressions physiques, 859 cas de violence psychologique, 373 cas de mariage d'enfants et 1 591 cas de déni de ressources). Parmi ces cas, 132 cas ont été référés aux centres holistiques de prise en charge dans les régions où ces centres sont opérationnels.

Renforcement de capacités du personnel des services de prise en charge (Centre multifonctionnel et centre de santé)

Il faut noter que sur les quatre centres multifonctionnels, seulement deux (Tillabéri et Zinder) sont fonctionnels en 2022. Bien que celui de Zinder ait eu des dysfonctionnements, les parties prenantes ont convenu de renforcer les capacités pour le rendre fonctionnel.

Ainsi, les deux centres multifonctionnels (Tillabéri et Zinder) et les 22 Centres de Santé Intégré (CSI) ont bénéficié de ressources humaines de qualité avec la mise à disposition de 02 psychologues et 22 Travailleurs Sociaux (TS). Ce personnel a été renforcé sur la prise en charge psychosociale des survivantes de VBG. En plus de cet appui, 04 équipes mobiles de prise en charge des cas de VBG ont été mises en place. Grâce aux compétences acquises et aux dotations en intrants (médicaments, produits contraceptifs, kits post viol, etc.), la fourniture de services aux survivantes de VBG s'est considérablement améliorée avec la prise en charge de 4 344 cas de VBG (256 cas de viol, 236 cas d'agression sexuelle, 1 231 cas d'agression physique, 1 436 cas de mariage d'enfants, 536 cas de déni de ressources et 649 cas de violences psychologique).

Pilier 4 : Des Services de qualité

Accès aux services sociaux

Les 15 centres d'écoute mis en place depuis 2020 et les services de protection des zones

Accès aux services juridique et judiciaire, de la police et de la gendarmerie

Pour améliorer l'accès à la justice et l'offre de services d'assistance juridique et judiciaire, le nombre de cliniques juridiques a été porté à 25 avec l'installation de trois nouvelles en 2022. Ces 25 cliniques juridiques ont fourni une assistance juridique à 309 cas de VBG (53 cas de viol, 12 cas d'agressions sexuelles, 118 cas d'agressions physiques, 39 cas de violence psychologique, 9 cas de mariage d'enfants et 78 cas de déni de ressources). De même, 142 dossiers ont été orientés vers les services judiciaires et ont fait l'objet d'une décision de justice.

Réinsertion économique

Les services déconcentrés de l'Etat ont poursuivi le suivi des activités des bénéficiaires des Activités Génératrices de Revenus (AGR) de la phase 1. Un cadre de réflexion a été mis en place en partenariat avec les services de santé des Forces de Défense et de Sécurité pour assurer la prise en charge gratuite des expertises médicales

en cas de viol. Pour la phase 2, le dispositif de réinsertion des survivantes de VBG a été mis en place à Maradi et Zinder à travers le recrutement des ONG partenaires, le ciblage des communes, la formation, l'appui-conseil et l'achat des plateformes multifonctionnelles.

En 2022, ce sont 755 femmes et filles survivantes des régions de Zinder, Maradi, Tahoua et Tillabéri qui ont bénéficié d'AGR (embouche, petit commerce, maraîchage, etc.), à travers des renforcements de capacités et des kits de réinsertion.

Au niveau des investissements communautaires, six (06) nouvelles plateformes multifonctionnelles (PTFM) ont été installées dans six villages. Un comité de gestion de la PTFM a été créé dans chaque village suivi des sessions de formation de 90 membres sur les techniques de gestion simplifiée et la vie associative. Ces comités ont été dotés de documents de gestion et des plans d'action avec l'identification de 24 opérateurs et 12 artisans locaux qui ont été formés pour les petites réparations. Environ 3 300 femmes (survivantes de VBG ou non) ont bénéficié de ces investissements, ce qui leur a permis d'améliorer leur niveau de revenus et de se mettre de la violence subie.



Photo : UNDP

Une plateforme multifonctionnelle dans la région de Zinder.

Par ailleurs, l'Initiative a appuyé la redynamisation de 90 groupements féminins dans 30 villages des régions de Maradi et de Zinder. Les membres de ces groupements ont bénéficié des actions de formation en capacité organisationnelle, développement d'initiatives locales et d'appui en kits de gestion (registres, livrets) pour leur permettre de s'autogérer dans l'efficacité, la transparence et la durabilité. Grâce aux connaissances acquises, 32 Unions et 6 Fédérations communales ont été créées et renforcées en AGR. Ces organisations ont été dotées de textes fondamentaux (statut, règlement intérieur, plan d'action) et des dossiers de recherche d'agrément sont constitués.

Dans le cadre de l'autonomisation des femmes, 1 200 leaders des clubs Dimitra ont bénéficié de session de formation sur la gestion des clubs et l'organisation des femmes et des filles autour des entreprises constitutives d'AGR de leur choix. Ainsi, 5 entreprises par village comprenant 30 membres ont été créées pour développer des AGR telles que l'extraction d'huile d'arachide, la vente de céréales. Au niveau communal, 22 réseaux communaux de clubs Dimitra ont été installés pour renforcer les capacités de résilience des femmes et des filles face aux violences qu'elles subissent au quotidien. Au total, 6 000 femmes et filles (1 500 par région) ont adhéré au club pour constituer des groupements.

Pilier 5 : Données de qualité

Le mécanisme de collecte de données utilisé par la Police et la Gendarmerie a été renforcé par la poursuite des formations de 70 gendarmes et 86 policiers sur les VBG et l'outil digitalisé de collecte de données, et l'équipement des brigades pour assurer la production des données de qualité. En vue d'améliorer la gestion des cas et la gestion de l'information sur les VBG, un atelier de réflexion a eu lieu du 24 au 27 Février 2022 avec tous les acteurs impliqués dans la prise en charge et a permis de dégager des pistes d'orientation et des actions à entreprendre.

Au niveau de la Justice, une série de formation a été organisée à l'attention des magistrats, des Défenseurs Commis d'Office (DCO), des cadres des Ministères de la Justice, de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant, et des Statistiques afin de renforcer la prise en charge juridique et judiciaire aux survivantes de VBG. Ces sessions ont abouti à la mise en place d'un dispositif de points focaux au sein des Tribunaux d'instance (TI) et de Grande Instance (TGI) afin d'assurer le traitement et la gestion des informations spécifiques aux VBG au sein de ces tribunaux. Par ailleurs, d'autres sessions spécifiques ont permis de renforcer les capacités des Défenseurs Commis d'Office (DCO). Ce sont 158 cadres (179 hommes et 44 femmes) qui ont vu leurs capacités renforcées en collecte, gestion des données et sur les typologies des VBG.

Pilier 6 : Organisations féminines

Engagement des groupes de jeunes y compris ceux faisant face à des formes croisées de discrimination dans la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles

L'engagement des jeunes en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes au Niger s'accroît avec la cartographie de 100 organisations féminines et de jeunes qui a permis de faire une analyse des forces et faiblesses de 25 structures (échantillon représentatif) parmi celles cartographiées.

Dans le cadre de la lutte contre les formes croisées de discrimination, le PNUD a appuyé au moins la Fédération Nigérienne des personnes handicapées (FNPH) a été dotée de 50 motos Tricycles destinés à (i) Répondre aux besoins des personnes ayant des incapacités en s'assurant qu'elles possèdent les aides techniques nécessaires à leur autonomie et à leur sécurité ; (ii) Mobiliser des ressources



Photo : Rafik Photography

La remise de 50 motos tricycles à la FNPH dans les 4 régions du programme Spotlight, a permis entre autres, d'assurer la prise en charge d'au moins 300 enfants atteints d'infirmité motrice cérébrale (déplacements vers les centres de santé, médicaments, équipements médicaux, kinésithérapie).

financières pour la prise en charge médicale et la facilitation de la mobilité des enfants à Infirmité Motrice Cérébrale (IMC) aux structures de santé ;(iii) Faciliter l'accès des enfants IMC à l'école (en aller et retour) ; (iv) Exercer comme taxi motos dans les villes pour assurer la réparation/entretien des motos, un fonds de carburant, un fonds de prise en charge médical des enfants et une part réservée au renouvellement du parc d'ici l'amortissement des motos. A travers ces fonds, les mères des enfants IMC sont également encouragées à exercer des activités génératrices de revenu.

Ainsi, 1 000 personnes handicapées dont 300 enfants à Infirmité Motrice Cérébrale ont été touchés à travers cette initiative ayant permis de mobiliser plus de 15 millions de FCFA. Les Tricycles assurent un emploi à 23 personnes handicapées (parmi les chauffeurs) dont certains sont des parents d'enfants IMC. C'est ainsi que 245 enfants IMC sont régulièrement conduits vers les centres de santé pour leur rééducation.

Dans le cadre de la journée internationale des personnes handicapées et la campagne des 16 jours d'activismes, une Foire Nationale des Personnes Handicapées a été organisée sous le thème « Nakasa baywa da ga Allah », du 03 au 08 Décembre 2022.

Cette foire qui a réuni plus de 80 artisans handicapés venus de toutes les 08 régions du pays a contribué à la réduction des stéréotypes et à la valorisation des talents des personnes handicapées à travers leurs produits et leur savoir-faire.

Par ailleurs, 80 femmes handicapées ont été formées en couturières (20 par région Spotlight Maradi, Tahoua, Tillabéri et Zinder) sur les techniques de confection et de production des masques artisanaux, des serviettes hygiéniques et des couches traditionnelles.

Campagne des 16 jours d'activisme contre les violences faites aux femmes et aux filles

La célébration des 16 jours d'activisme a été organisée autour du thème « **UNiS ! Activisme pour mettre fin aux violences faites aux femmes et aux filles** ». Cela a été l'occasion pour les hommes et les jeunes de prouver leurs engagements pour la promotion du genre. A cette occasion, la Direction Régionale du MPFPE de Tillabéri a appuyé les jeunes des quartiers sensibles à se retrouver autour du théâtre.

Les jeunes se portent volontaires et proposent des pièces de théâtre interactives sur des problèmes identifiés au sein de leur communauté.

Ainsi, non seulement ils sensibilisent le voisinage, mais ils co-trouvent des solutions avec la communauté sur les questions qui les concernent. À l'occasion des 16 jours d'activisme, les jeunes acteurs du changement partagent leur message.

Comme en 2020, la campagne des 16 jours d'activisme de cette année a mobilisé une multitude d'acteurs, parmi lesquels 50 taximen ambassadeurs. Ces derniers ont été formés sur la place publique par ONU Femmes et le GRSC afin d'assurer la pérennisation des actions de sensibilisation relatives à la prévention et la prise en charge des cas de VBG dans les structures habilitées. Ces taximen ambassadeurs se sont engagés pour la lutte contre les VBG à travers une Déclaration. Avec leurs taxis décorés des affiches autocollants portant des messages clés de prévention et de lutte contre les VBG, les taximen Ambassadeurs ont intensifié les sensibilisations auprès de leurs passagers et de leurs pairs pour mieux les orienter et les engager dans la lutte durant les 16 jours d'activisme.

En lien avec les 16 jours d'activisme, 10 journalistes et 10 blogueurs des régions de Maradi, Tahoua, Tillabéri, Zinder et Niamey ont vu leurs capacités renforcées pour améliorer la qualité de leur production sur les VBG en vue d'intensifier les sensibilisations en faveur de la promotion des droits des femmes et des filles.





Reporting on SRHR

1 Prévention des VBG

Dans le cadre l'Initiative pour les adolescentes « Espaces Sûrs/ ILLIMIN », des causeries éducatives et des modules ont été faits sur la santé sexuelle et de la reproduction. La participation aux causeries éducatives ont permis aux adolescentes d'acquérir des connaissances sur l'hygiène corporelle, les services de santé disponibles dans leurs localités. Elles ont une meilleure estime de soi et pris conscience de de l'importance de fréquenter les services de planification familiale et de consultations.

En ce qui concerne la gestion de l'hygiène menstruelle, le Programme Spotlight a soutenu la construction de 54 blocs de latrines séparées pour les filles et les garçons dans 24 nouvelles écoles. Des séances de sensibilisation sont réalisées sur la GHM dans ces écoles. Grâce aux connaissances acquises, les filles ont une meilleure gestion de leurs menstrues. Ce qui a considérablement contribué à réduire leur absentéisme à l'école.

Titulaires de droits («Bénéficiaires»)

Indicateurs direct pour		Directs pour 2022	Indirects pour 2022	Commentaires/justifications
Femmes (18 ans et plus)		7 013	139 276	
Filles (5-17 ans)		28 285	69 580	
Hommes (18 ans et plus)		5 657	87 062	
Garçons (5-17 ans)		4 514	51 281	
TOTAL		45 469	347 199	

Défis et mesures d'atténuation

- Les inondations et la gestion des épidémies de choléra et méningite ont retardé la mise en œuvre de certaines activités dans les régions de Zinder et de Maradi. Les dégâts matériels (destruction d'hangars qui servaient de lieu d'apprentissage ont été emportés par les eaux) ont occasionné la suspension des activités de promotion des droits à l'endroit des enfants et des filles. Les populations se sont plus mobilisées pour la continuité des activités en identifiant d'autres abris pour accueillir les activités du programme. Les mesures de mitigation mises en place ont permis de garder le contact avec les apprenants.
- La révision de certains textes n'a pas abouti (Stratégie Nationale d'Autonomisation Economique des Femmes - SNAEF), plan d'action Politique Nationale Genre -PNG, stratégie sur les VBG...) car les évaluations n'ont pas pu être bouclées par le ministère (sous le financement d'un autre partenaire), empêchant donc leur actualisation.
- Les résultats du Programme Spotlight s'appuient en majorité sur des subventions aux OSC. Etant en préparation de la fin du Programme, un plan de durabilité devra être mis en œuvre pour assurer le transfert des compétences.

- La réhabilitation et la mise à niveau du Centre National de Référence des Fistules Obstétricales (CNRFO) a connu beaucoup d'obstacles pour le démarrage des travaux. Ce retard est dû à l'exploitation de toutes les voies possibles pour entamer les travaux de réhabilitation d'abord en interne des Nations Unies (qui n'a pas abouti en raison des procédures de Spotlight) et en externe avec le Ministère de la Santé Publique, de la Population et des Affaires Sociales à cause des manquements dans l'études des dossiers des soumissionnaires. D'un commun accord, le choix du Génie militaire comme maître d'œuvre. Le défi est de terminer tous les travaux de rénovation et de mise à niveau du CNRFO avant la clôture du Programme Spotlight prévue pour septembre 2023. A cet effet, des mesures ont été prises pour permettre au maître d'œuvre d'achever les travaux afin que le CNRFO soit fonctionnel pour le bonheur des femmes atteintes de fistules.
- En signant un arrêté portant création et organisation des centres multifonctionnels de prise en charge holistique des VBG, le Gouvernement donne un signal fort de son engagement stratégique et de sa volonté de coordonner les partenaires de mise en œuvre sur le terrain. Il s'agira de renforcer l'appropriation et la durabilité des acquis. Le leadership du MPFPE doit être renforcé pour accroître les synergies pouvant garantir l'adhésion à long terme des principales parties prenantes des ministères (santé, justice, défense/gendarmerie, intérieur/police, etc.) et de la société civile.
- Dans le cadre de la réinsertion socio-économique des survivantes, la mise en place de 22 plateformes multifonctionnelles a été fortement appréciée par les communautés bénéficiaires. A long terme, ces plateformes doivent favoriser la résilience, assurer le rétablissement de la dignité des survivantes et contribuer à long terme à l'autonomisation économique des femmes en général et des survivantes de VBG en particulier. Le défi consistera à maintenir une gestion rigoureuse de ces plateformes et qu'elles puissent réellement être aux femmes. Le développement de la stratégie de durabilité du Programme devra permettre de proposer des stratégies pérennes.

Leçons apprises et opportunités du programme

a) Leçons apprises

Forte implication des institutions de sécurité et de protection dans la production des données de routine de qualité : La signature du mémorandum d'entente en 2021 avec la police et la gendarmerie a contribué à la mise en place d'un mécanisme informatisé de collecte et de gestion des données

de routine sur les VBG. Cette stratégie a garanti la disponibilité des données de qualité sur les VBG ainsi que la production de rapport de qualité. Les investigations des OPJ sont basées sur l'approche centrée sur les survivantes de VBG grâce au renforcement des capacités sur l'audition et la rédaction des procès-verbaux.

Renforcement de l'engagement de la jeunesse dans la prévention et la réponse aux VFFF.

Les jeunes ont pris conscience de leur rôle dans la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles. Ils constituent une force pour le programme de les engager dans les sensibilisations et le plaidoyer auprès de leurs homologues. L'engagement des filles de la fada pour sensibiliser les élèves et les étudiants sur les comportements responsables. Au niveau de la communauté, l'utilisation des filles correspondantes ou des jeunes acteurs du développement est judicieuse pour le programme afin de permettre aux autres adolescents d'avoir des modèles dans la localité et d'être capables d'adopter des comportements positifs favorables à la promotion de la femme et de la fille.

Favoriser le pilotage de la réforme des Nations Unies en pratique.

Le travail ensemble a été une réalité au sein des agences du SNU. En effet, les agences des Nations ont systématiquement recherché la synergie d'intervention, la collaboration et le dialogue accru entre les acteurs. Cela s'est matérialisé dans l'appui concerté apporté pour renforcer les capacités organisationnelles et techniques de l'ONPG et dans l'organisation des missions conjointes de suivi sur le terrain. Ces missions ont mis en lumière la complémentarité d'actions des agences et leurs partenaires de mise en œuvre et de coordination sur le terrain.

Engagement effectif au niveau communautaire :

Le partenariat avec les leaders traditionnels est une stratégie gagnante en termes de changement de comportements positifs des communautés en faveur de la promotion des droits des femmes et des filles. Leur engagement dans les interventions a contribué à l'appropriation du Programme dans les Palais et au sein des communautés. L'implication des ONG locales a permis d'instaurer un climat paisible pour les actions de lutte contre les violences à l'égard des femmes et des filles. Ces actions ont contribué significativement à améliorer l'accès aux services essentiels de prise en charge et à adopter des comportements positifs.

b) Opportunités offertes par le programme

La formulation du Programme Phare SARANOUIA du PCC (2023-2027) est une opportunité pour matérialiser la volonté des autorités nationales de poursuivre les interventions en matière de lutte contre les violences basées sur le genre après la clôture du programme Spotlight. Il sera question de bâtir ce nouveau programme sur les acquis et les leçons apprises de Spotlight en maintenant les actions porteuses d'impact.

- Le plan stratégique pour l'élimination du mariage des enfants (Global programme to end child marriage) a été évalué en 2022. Les constatations et les leçons apprises de la mise en œuvre de ce plan vont être prises en compte dans la formulation d'un nouveau plan stratégique. Le processus de développement de ce nouveau plan stratégique pour mettre fin au mariage des enfants est une opportunité qui sera mis à profit pour réserver les résultats, les leçons apprises et les bonnes pratiques du programme Spotlight. Cela va permettre de maintenir les stratégies porteuses développées dans le cadre du Programme Spotlight.
- Le développement d'une stratégie de durabilité sera une opportunité définir les mesures à entreprendre pour rendre durables tous les acquis du Programme. Cela va nécessiter d'identifier des actions pratiques et raisonnables pour que les résultats de Spotlight continuent d'impacter positivement les comportements des communautés et les conditions de vie des femmes et des filles.



Innovation et pratiques prometteuses ou bonnes pratiques

Durant l'année 2022, les partenaires de mise en œuvre ont réalisé des missions de terrain qui leur ont permis de collecter des histoires de vie, des témoignages et de capturer les bonnes pratiques et les approches innovantes.

Dans le cadre du Pilier 3, les filles ont été mises à contribution à travers l'Initiative « Fada des Filles ». En effet, la Fada des filles est une innovation qui a été expérimentée à l'occasion du sommet des filles africaines organisé à Niamey en novembre 2021. Au Niger, traditionnellement une fada est un espace communautaire de paroles, d'échanges et de prise de décision réservé aux hommes et aux garçons qui se réunissent pour décider des actions à mener au sein de leur communauté. Le concept « Fada des Filles » est né de la reconnaissance de la nécessité par les filles de s'approprier ces espaces de paroles, de solidarité, et de prise de décision au sein des communautés pour contribuer à la production des transformations sociales favorables à l'avancement des causes des femmes et des filles au Niger. La Fada des filles apparaît donc comme une résistance à l'exclusion et à la marginalisation. Elle offre à ses membres ainsi qu'aux femmes de la communauté le droit à la parole et la prise de décision communautaire. Cet espace d'innovation et d'incubation permet de mobiliser les femmes et les filles de la communauté autour d'idées et d'actions novatrices pour favoriser l'égalité des sexes. La fada est actuellement animée par un groupe de 30 jeunes filles et adolescentes volontaires qui mettent à disposition leurs compétences et connaissances pour faire avancer leur cause.

La stratégie basée sur le renforcement des capacités des acteurs de première ligne de la prise en charge juridique et judiciaire à savoir

les Officiers de Police Judiciaire (OPJ) et la gendarmerie a été utile dans la mise à disposition des données de routine de qualité au niveau du Pilier 5. Cela a permis de renforcer la confiance des populations et d'améliorer la qualité de l'audition et le contenu des procès-verbaux. Cette stratégie mérite d'être poursuivie pour encourager l'utilisation des services de police et de gendarmerie par les populations et la production des données de routine de qualité. De même, les sessions de formations des magistrats, des DCO et des cadres des services des statistiques ont abouti à la mise en place d'un dispositif de points focaux aux des Tribunaux d'Instance (TI) et de Grande Instance (TGI) qui a facilité le traitement et la gestion des informations spécifiques aux VBG aux des tribunaux concernés.

Dans le cadre du Pilier 5, l'Initiative Spotlight Niger accorde ainsi une attention particulière à la situation des femmes et filles confrontées aux formes de violences et discriminations croisées. Ainsi, pour mieux intégrer les besoins spécifiques de ces groupes cibles et déterminer les stratégies de prise en compte de leurs besoins dans tout le programme, il a été réalisé une « étude sur les formes croisées de discriminations ». L'étude a relevé une quinzaine de groupes de personnes subissant plusieurs formes de discriminations croisées aux violences basées sur le genre dont principalement les personnes handicapées. Parmi les différentes catégories de personnes handicapées, les enfants atteints d'infirmité motrice cérébrale (IMC) et leurs mères constituent l'une des catégories qui subissent le plus la discrimination fondée sur leur handicap. Ces enfants sont le plus souvent marginalisés dans la société et privés de leurs droits les plus fondamentaux. A travers le Projet d'attribution

des motos tricycles au bénéfice de la FNPH dans les 4 régions, 50 motos tricycles au total ont été remises officiellement à la FNPH pour réduire la vulnérabilité des personnes handicapées et renforcer leur autonomisation économique. Cette initiative est une pratique prometteuse dans la mesure où elle est la première du genre dans le cadre de la mise en œuvre d'un Programme au Niger et surtout elle leur permet d'avoir plus confiance et améliorer leur estime personnelle. Cet appui a permis aux personnes handicapées d'améliorer leurs revenus et leurs conditions de vie grâce à l'exploitation des moto-tricycles. Les fonds mobilisés de l'utilisation des moto-tricycles

ont permis aux femmes de développer des AGR et de subvenir aux besoins alimentaires de leurs familles, aux frais scolaires et de santé de leurs enfants IMC. Il est donc nécessaire de mettre en place des dispositifs de gestion efficace des recettes des moto-tricycles. Cette pratique mérite d'être encouragée car elle a permis à ces familles de sortir de cercle de la mendicité. Elle a montré toute son efficacité dans l'autonomisation économique des personnes handicapées et un plaidoyer est nécessaire auprès des autorités locales pour octroyer des fonds en faveur des personnes handicapées.

Communication et visibilité

a) Vue d'ensemble

En 2022, la visibilité du programme était prévue de mettre l'accent sur les activités fédératrices identifiées par pilier lors de la rencontre de réflexion tenu en Janvier 2022 à Dosso. Ainsi, il était convenu de documenter par des communiqués de presse /articles/supports multimédias :

1. La tenue des dialogues de haut niveau sur les résultats de l'étude du cadre légal avec les Institutions étatiques (Conseil Constitutionnel, Assemblée Nationale, Magistrature, Conseil Economique Social et Culturel et les OSC.
2. Documenter les centres multifonctionnels de prise en charge holistique des survivantes.
3. Documenter le système de collecte de données au niveau des structures fournissant des services aux survivant(e)s de violences.
4. Mettre à disposition des communautés et des partenaires de mise en œuvre, des articles de visibilité et promotionnels adaptés au contexte du Niger afin de renforcer le travail de prévention et de plaidoyer fait à niveau communautaires.

5. Le calendrier de mise en œuvre de ces activités par les acteurs (SNU et partenaires) n'ayant pas pu se faire dans les délais prévus, la visibilité du programme a été plus modeste que dans la planification.

La déclaration nationale ayant résulté de la campagne de plaidoyer du Médiateur de la République sur l'actualisation des cadres juridiques protégeant les femmes et les filles des violences ; et la campagne des 16 jours d'activisme contre les violences faites aux femmes et aux filles, ont été les seuls principaux événements du programme couverts par la presse nationale.

A l'invitation du ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant, les télévisions (privées et nationale) Dunya, Bonfere, Gaskia, ORTN ont été invitées à couvrir le lancement a Zinder de la journée de l'enfant africain (16 Juin).

ARTICLE :

Campagne de Plaidoyer sur l'actualisation du cadre juridique

L'INDEPENDANT PLUS N°300 du 16 Mars 2022



Campagne de 16 jours d'activisme édition 2022 : La société civile nigérienne en ordre de bataille contre les VBG

La Roue de l'histoire du 28 novembre 2022



<http://bit.ly/3mggOa0>

Par ailleurs, le programme Niger a contribué à la session de communication **The next big idea**, organisée en marge du Global Learning Symposium en septembre. La présentation **Zamanin Matassa... from Turban to Fada** qui a donné davantage de visibilité au travail réalisé au Niger avec les jeunes, est disponible via : <https://bit.ly/3Zw7fBQ>

Enfin, en 2022, tous les supports promotionnels du programme produits en 2021 (T-shirts, turbans, hijabs, casquettes, ont été distribués dans les quatre régions, au profit des communautés, particulièrement les jeunes dans les localités d'intervention Spotlight.

Médias et Visibilité

S'inspirant des recommandations issues du GLS de Cancun, notamment la session communication sur le rôle des influenceurs, dans le plaidoyer pour la lutte contre les VBG, le Programme

Spotlight a pu, dans la suite de la campagne des 16 jours d'activisme, créer des synergies avec des influenceurs. Cela a été le cas de la rencontre avec l'auteure Valetah, qui tient le blog plumesensible.mondoblog.org ; avec la réalisatrice nigérienne Aïcha Macky Kidy, et le photographe Gaïssa Chaïbou Abdoul-Rafik, qui collabore avec le programme Spotlight depuis 2021. Cette rencontre entre artistes a débouché sur deux billets dont la parution est prévue pour début 2023 :

- Les violences basées sur le genre au Niger, avec Aïcha Macky et Abdoul-Rafik Gaïssa : bit.ly/3Jf1x4F.
- Aïcha Macky Kidy, l'Amazone du Niger : bit.ly/3SSklqU.

Campagnes

En 2022, la campagne des 16 jours d'activisme contre les violences à l'égard des femmes et des filles a permis de mettre en avant des hommes engagés au quotidien dans le programme Spotlight, à travers, le Ministère de la Promotion

de la Femme et de la Protection de l'Enfant, le système des nations unies et les OSCs partenaires de la mise en œuvre. A travers leurs messages, ces hommes ont partagé leur engagement en matière de lutte contre la violence basée sur le genre/ la promotion de la masculinité positive.

“

Notre ambition : faire du Niger, le pays champion de la réalisation de l'équité; de l'égalité de chances et d'opportunités entre femmes et hommes, filles et garçons, avec #zeroviolence.



Sidi Ali,
Coordonnateur de la Cellule Spotlight,
Ministère de la promotion de la femme et
de protection de l'enfant

#OrangeTheWorld #WithHer

“

Je suis le Directeur régional de la Promotion de la femme/Protection de l'enfant à Tahoua depuis 8 ans. Je veux prouver à mes pairs qu'un homme peut/doit être au premier rang du combat contre les violences basées sur le genre!



Al Hassane,
Direction régionale ministère promotion de
la femme/protection de l'enfant
Tahoua

#OrangeTheWorld #WithHer

“

Le bien-être de nos communautés dans le futur dépend de nos actions aujourd'hui, à changer positivement la vie des femmes et des filles. J'ai choisi d'éliminer la violence de leur vie, dans mon travail comme dans le privé !



Ali,
Assistant programmes
PNUD Niger

#OrangeTheWorld #WithHer

“

La Femme est le poumon de la famille, noyau de notre société. La violence à son égard instaure le chaos. Pour l'harmonie dans nos familles & la paix sociale, unissons-nous ces #16jours pour dire non à la violence !



Anifa,
Spécialiste en lutte contre les VBG
UNFPA

#OrangeTheWorld #WithHer

“

J'ai vu les résultats de mon engagement et de mon intervention pour la lutte contre les VBG, apporter le sourire sur le visage des femmes et des enfants dans les communautés. L'autonomisation des femmes est une source de développement dans un pays comme le mien.



Moussa,
Administrateur Protection de l'enfant,
UNICEF Niger

#OrangeTheWorld #WithHer

“

Mon travail est de mettre en lumière les pratiques néfastes favorisant les violences faites aux femmes et aux filles. Un monde sans violence est possible. Je suis d'elle et je me dois d'être pour elles!



Saidou,
spécialiste communication
PNUD Niger

#OrangeTheWorld #WithHer

“

En tant qu'acteur de la société civile, promouvoir la masculinité positive est un combat de tous les jours, pour voir les femmes et filles du Niger s'épanouir dans une société sans inégalités et sans violence.



Soumaila,
Chargé de Programmes,
CONIPRAT Niger et membre du groupe de
référence de la société civile pour le
programme Spotlight Niger

#OrangeTheWorld #WithHer

“

Développer une communauté harmonieuse et durable, sans laisser personne de côté; c'est mettre en place un mécanisme opérationnel & efficace de collecte de données sur les violences faites aux femmes/filles. Engageons-nous!



Mathurin,
Spécialiste en suivi-évaluation
Equipe de coordination Spotlight Niger

#OrangeTheWorld #WithHer

En outre, des jeunes acteurs de changement de la région de Tillabéri, encadrés par la direction régionale dudit ministère, dans le cadre du théâtre participatif se sont également exprimés sur la

thématique de la violence sous ses différentes formes et sur le rôle positif que doivent jouer les jeunes hommes aux côtés des filles.

“
Un jour, j'ai transporté une fille qui a été battue par son copain. Elle était désespérée et sans argent; je l'ai conduit gratuitement et nous avons discuté. Cela l'a réconforté. Un vrai homme ne frappe pas une femme!



Halidou,
Conducteur de moto taxi, Tillabéri

#OrangeTheWorld #WithHer

“
Ce travail est ma passion. J'ai investi dans ma formation. Je n'accepterai pas de l'abandonner, même après le mariage. Ce n'est pas négociable car je m'y épanoui.



Fourera,
Tricoteuse professionnelle, Tillabéri

#OrangeTheWorld #WithHer

“
Grâce à la couture, je subviens à mes besoins sans demander d'aide à quiconque. Je suis à l'abri du chantage des hommes qui abusent des filles en échange de faveurs.



Rachida,
Couturière, Tillabéri

#OrangeTheWorld #WithHer


“
Les filles nous poussent souvent à bout, mais je choisis de ne jamais être violent. C'est contre mon éducation !



Ibrahim,
Menuisier métallurgique, Tillabéri

#OrangeTheWorld #WithHer

“
Pour moi, un homme peut exercer un métier « dur » ; mais il ne doit pas être dur avec les femmes ! Cela ne le rend pas moins respectable.



Al Housseini,
Soudeur métallique, Tillabéri

#OrangeTheWorld #WithHer

“
Depuis que mon père a été tué dans des attaques, ma mère n'a plus les moyens de payer mes études. Du coup, j'ai arrêté d'aller à l'école pour l'aider au marché. Bien sûr que cela m'attriste, mais on y gagne notre pain.



Rachida,
Vendeuse de pâte d'arachide, Tillabéri

#OrangeTheWorld #WithHer

“
J'ai perdu mon mari dans des attaques. Depuis, je vends des galettes pour être sûre que ma fille aille à l'école. Ce sera son avantage sur moi et elle sera utile à la communauté. La violence détruit nos vies.



Balkissa,
Veuve et maman engagée, Tillabéri

#OrangeTheWorld #WithHer

“
Nous sommes la preuve que les filles & les garçons peuvent partager la même ambition de s'en sortir, sans qu'il n'y ait de violence. Nous avons choisi de nous respecter et d'être solidaires !



Jeunes du quartier de Tillakeina, région de Tillabéri.

#OrangeTheWorld #WithHer

Cela a été l'occasion de réaliser une vidéo d'engagement avec la réalisatrice Aicha Macky, qui été projetée demain au lancement officiel de la campagne. La vidéo est accessible via <https://youtu.be/FFIZOHJgA7k>.

b) Histories de vie

- In Niger, economic empowerment for women and girls with disabilities: <https://bit.ly/3QPjntZ>.
- In Niger, equal opportunities for women and girls with disabilities benefits the whole community: <https://bit.ly/3MyQCk1>.

c) Témoignages

- « Pour réduire l'ampleur des violences faites aux femmes et aux filles, le Gouvernement a fourni des efforts en menant plusieurs actions dont entre autres : L'adoption de la Politique Nationale de Genre en 2008 et révisée en 2017 ; L'évaluation, la révision et la mise en œuvre d'une stratégie nationale de Prévention et de Réponse aux Violences Basées sur le Genre et de son Plan d'Action de 2017 en cours; La mise en place des Centres Régionaux Multifonctionnels de prise en charge holistique des VBG (CRMVBG) des régions de (Maradi, Tahoua, Zinder et Tillabéry) ; Le renforcement des capacités de centres d'écoute et de référence des survivantes de Violences Basées sur le Genre ; Le renforcement du cadre juridique et judiciaire de prévention et de prise en charge des survivantes de VBG ; L'évaluation, la révision et la mise en œuvre du Plan Stratégique National pour mettre fin au mariage des enfants 2019 en cours ; L'adoption par le Niger des instruments juridiques internationaux dont la convention sur les Droits de l'Enfant (CDE) et celle de l'Elimination de toutes les Formes de Discriminations à l'Egard de la Femme (CEDEF), L'adoption de la loi N° 2003-25

du 13 Juin 2003 révisée en 2006 réprimant les auteurs et les complices de la pratique des MGF, et L'adoption par le Niger de la Résolution 67/146 de l'Assemblée Générale des Nations Unies sur l'Interdiction mondiale des MGF votée le 20 décembre 2012. Toutes ces actions prouvent l'engagement ferme du Gouvernement de la 7ème république au premier rang son excellence Mr Bazoum Mohamed à éliminer les Violences Faites aux Femmes et aux Filles. » **Madame Allahoury Aminata Zourkaleini, Ministre de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant**

- « La société civile à elle seule ne peut pas et ne doit pas porter ce combat contre la violence faite aux femmes et aux filles. Nous devons ensemble, poursuivre les efforts entamés pour voter des lois et créer un environnement législatif favorable, pour aider les survivantes de violence et mettre fin à l'impunité. » **Madame Louise Aubin, Coordonnatrice résidente du système des Nations Unies au Niger**



- « Il faut nommer les femmes à des postes de responsabilité dans les régions, et les affecter dans leurs communautés d'origine pour montrer l'exemple aux autres femmes et, également prouver aux filles qu'il est possible de réussir. » **Honorable El hadj Adou Moussa, Chef de canton de Tahoua**

- « Nous saluons les résultats obtenus à travers les approches communautaires ainsi que l'implication des chefs religieux, des chefs traditionnels et de la société civile qui ont permis l'accès aux services essentiels en matière de violences basées sur le genre ; et de sauver des filles du mariage précoce afin qu'elles demeurent à l'école. » **Monsieur Salvador Pinto Da França, Ambassadeur DUE Niger**



- « Les femmes subissent trop de cas de violence en raison d'une mauvaise interprétation de nos valeurs religieuses, car la place de l'homme comme chef de famille est interprétée abusivement. De plus, la dépendance économique place habituellement la femme dans une position subordonnée à l'homme. Pour faire bouger les choses, nous devons permettre à la femme d'avoir des acquis. Notre pays, le Niger a fait des efforts notamment avec la loi sur le quota. Nous sommes partis de 10% à près de 35% de représentation féminine. Nous avons des raisons de croire que nous allons à la parité et sûrement à la proportionnalité. Nous encourageons les actions du programme Spotlight pour corriger les choses. » **Monsieur Moussa Issa, Gouverneur de la Région de Tahoua**

- « L'éradication de la violence est notre priorité à tous. Nous demeurons aux côtés du gouvernement, mais aussi du parlement nigérien avec qui nous travaillons main dans la main sur les questions d'égalité et de leadership féminin. » **Monsieur Salvador Pinto Da França, Ambassadeur DUE Niger**

d) Photos

Toute la banque d'images en 2022 est disponible via Collect par thématiques :

- 16 jours d'activisme Tillabéri : <https://we.tl/b-6PmfsLaVAk>.
- Mission conjointe Tillabéri 2022 : <https://we.tl/b-Qs4XvUXsDE>.
- Mission conjointe Zinder, Octobre 2022 : <https://we.tl/b-3Onrzt1oRu>.
- Mission conjointe Tahoua, Octobre 2022 : <https://we.tl/b-gQCuzwk07v>.
- Mission UNRC Zinder, Juin 2022 : <https://we.tl/b-0y5D8LpZWh>.
- Déclaration nationale cadre legal, avec le Mediateur de la république, Mars 2022 : <https://collect.wetransfer.com/board/snpdhhmj6v2vnquii20220314155221/latest>.

e) Videos

- 16 jours d'activisme avec Aicha Macky <https://youtu.be/FFIZOHJgA7k>.

Durabilité

Durant la mise en œuvre de la Phase II du Programme, des initiatives de pérennisation des acquis ont été entreprises. Ainsi, l'appropriation nationale a été au centre des interventions avec le transfert de la gestion des quatre centres multifonctionnels de prise en charge des survivantes de VBG au MPFPE. Cette gestion a été formalisée par la signature d'un arrêté portant création et fonctionnement desdits centres. Le fonctionnement du centre étant étroitement lié à la disponibilité de personnels

ayant des compétences en prise en charge des survivantes de VBG, le MPFPE a mis à disposition des Techniciens sociaux et des psychologues.

Au niveau communauté, l'implication des chefs traditionnels a été très importante. Cela permettra de leur passer le relai pour continuer les actions de sensibilisation sur les violences faites aux femmes et aux filles. Cette stratégie a été très nécessaire dans le changement des comportements au niveau communautaire.

Prochaines étapes

Les prochaines étapes sont :

1. Au niveau managérial,

- Rendre fonctionnel toutes les plateformes régionales de concertation dans les régions Spotlight.
- Poursuivre les réflexions Post-2023.
- Poursuivre le renforcement de la coordination entre la DUE, le RC et les RUNOs.

2. Au niveau Programmatique,

- Prendre en compte les besoins spécifiques des personnes handicapées en créant les conditions de leur accessibilité aux activités.
- Poursuivre la mise en œuvre de l'outil Advocacy Scorecards et renforcer l'engagement de la société civile.

3. Au plan opérationnel,

- Poursuivre le fonctionnement des centres régionaux multifonctionnels de prise en charge holistique des VBG restant (Tillabéri, Maradi, Tahoua, Zinder).
- Organiser un atelier pour développer une stratégie de durabilité.
- Renforcer la qualité de la cartographie des acteurs de VBG et utiliser les outils développés par les ONG.



ANNEXES

Annexe A:

Cadre de résultats

Country/Region: Niger/Africa

Outcome Indicator	Baseline	Milestone 2022	Results for Reporting Period 2022	Cumulative	Target	Reporting Notes
-------------------	----------	----------------	-----------------------------------	------------	--------	-----------------

Outcome 1

Legal age of marriage						
<p>Indicator 1.1 Laws and policies on VAWG/HP in place that adequately respond to the rights of all women and girls, including exercise/access to SRHR, and are in line with international HR standards and treaty bodies' recommendations.</p>	1	0.5	1	1	0.5	La loi ne garantit pas le même âge au mariage pour les hommes et les femmes.
	Parental Authority in Marriage					
	1	0.5	0.5	0.5	0.5	la
	Parental Authority in Divorce					
	0.5	0	0.5	0.5	0	La cible de 2022 est la même que celle de 2021 car aucune action n'a été entreprise pour réviser la loi sur l'autorité parentale.
	Inheritance rights of Widows					
	0.5	0	0.5	0.5	0.5	0
	Inheritance rights of Daughters					
	1	1	1	1	1	1
	Laws on Domestic Violence					
0.75	0.5	0.75	0.75	0.75	0.5	
Laws on Rape						

	0.25	0	0.25	0.25	0	Dans le code pénal, le viol est un crime et les auteurs sont soumis à cette loi. Mais, la révision du code pénal et des procédures en cours va prendre en compte les insuffisances identifiées lors de l'étude du cadre légal.
Laws on Sexual Harassment						
	0.25	0	0.25	0.25	0	Comme la loi sur le viol, cette loi sera aussi révisée.
National level						
<p>Indicator 1.2 National/and/or sub-national evidence-based, costed and funded action plans and M&E frameworks on VAWG/HP are in place that respond to the rights of all women and girls and are developed in a participatory manner.</p>	Evidence-based, Costed, M&E framework, Rights of all women & girls, Participatory Development	Evidence-based, Costed, Funded, M&E framework, Rights of all women & girls, Participatory Development	Evidence-based, Costed, Funded, M&E framework, Rights of all women & girls, Participatory Development	Evidence-based, Costed, Funded, M&E framework, Rights of all women & girls, Participatory Development	Evidence-based, Costed, Funded, M&E framework, Rights of all women & girls, Participatory Development	Il s'agit du nouveau Plan de Développement Economique et Social femmes.
	Evidence-based, Costed, Participatory Development	Evidence-based, Costed, Funded, M&E framework, Rights of all women & girls, Participatory Development	Does not apply/ there is no plan	Does not apply/ there is no plan	Evidence-based, Costed, Funded, M&E framework, Rights of all women & girls, Participatory Development	Aucun plan n'a été élaboré au niveau régional
<p>Indicator 1.3 Laws and policies are in place that guarantee the ability of women's rights groups, autonomous social movements, CSOs and women human rights defenders/ feminist activists to advance the human rights agenda.</p>	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes	Les conventions internationales ratifiées par le pays garantissent les droits de groupements féminins. Malgré les actions de plaidoyer, la réserve du pays (chefs religieux) sur la CEDAW demeure toujours.
Developed or strengthened						
<p>Indicator 1.1.1 Number of draft new and/or strengthened laws and/or policies on ending VAWG and/or gender equality and non-discrimination developed that respond to the rights of women and girls facing intersecting and multiple forms of discrimination and are in line with international HR standards, within the last year.</p>	0	2	4	5	5	Il n'y a pas eu de nouvelles lois développées en 2022. Le projet de loi sur les VBG élaboré en 2021 va être renforcé en intégrant les résultats et recommandations de l'étude du cadre légal.

<p>Indicator 1.1.3 Number of draft laws and/or policies on ending VAWG and/or gender equality and non-discrimination which have received significant inputs from women's rights advocates within the last year.</p>	1	1	0	3	1	C'est le projet de loi sur les VBG
<p>Parliamentarians</p>						
<p>Indicator 1.1.5 Number of Parliamentarians and staff of human rights institutions with strengthened capacities to advocate for, draft new and/or strengthen existing legislation and/or policies on ending VAWG and/or gender equality and non-discrimination and implement the same, within the last year.</p>	0	30	4	37	90	<p>Au cours de la phase 2, le programme a privilégié le renforcement des capacités des cadres des ministères secteurs sur l'utilisation des outils et méthodologies de la PBSG développés comme recommandé par l'évaluation à mi-parcours. C'est pourquoi les formations prévues initialement en faveur des parlementaires ont été annulées.</p>
	Women Parliamentarians					
	0	6	0	19	18	
	Human Rights Staff					
	0	125	0	467	375	Aucune formation n'a été faite
	Women Human Rights Staff					
	0	38	0	170	114	
<p>Government Officials</p>						
<p>Indicator 1.2.2 Number of key government officials with strengthened capacities to draft and costed action plans on ending VAWG and accompanying M&E frameworks, within the last year.</p>	0	30	152	343	60	<p>Les changements intervenus lors de la formulation de la phase 2 ont entraîné une concentration des interventions sur les ministères sectoriels. C'est ce qui explique le nombre élevé de personnes formées en 2022 contrairement à ce qui était prévu</p>
	Women Parliamentarians					
	0	10	320	86	20	

Outcome Indicator	Baseline	Milestone 2022	Results for Reporting Period 2022	Cumulative	Target	Reporting Notes
-------------------	----------	----------------	-----------------------------------	------------	--------	-----------------

Outcome 2

Coordination Mechanism?						
Indicator 2.1 Existence of a functioning regional, national and/or sub-national coordination and oversight mechanisms at the highest levels for addressing VAWG/HP that include representation from marginalized groups.	No	Yes	Yes	Yes	Yes	1 cadre de concertation national et 4 cadres régionaux sont opérationnels
	Is there a national budget allocation?					
Indicator 2.2 Percentage of national budget being allocated to the prevention and elimination of all forms of VAWG/HP.	No	Yes	Yes	Yes	Yes	En 2022, le budget général de l'Etat s'élève à 2.888,791 milliards XOF et celui des actions de protection des droits des femmes et des enfants au Ministère de la Promotion de la Femme est de 1.480.308.967 XOF, soit un taux de 0,05%
	What is the percentage of national budgets being allocated?					
	0	2	0.05	0.05	3.5	
Health						
Indicator 2.3 Extent to which VAWG/HP is integrated in 5 other sectors (health, social services, education, justice, security, culture) development plans that are evidence-based and in line with globally agreed standards.	Low	High	High	High	High	La réduction des inégalités et l'accès équitable aux services sociaux de base font partie des grandes priorités du Plan de Développement Economique et Social (2022-2026)
	Education					
Low	High	High	High	High	High	La réduction des inégalités et l'accès équitable aux services sociaux de base font partie des grandes priorités du Plan de Développement Economique et Social (2022-2026). Le Plan Sectoriel de l'Education et de la Formation (PSEF) 2014-2024 est aussi disponible.

	Justice				
	0	1	1	4	1
	Security				
	0	1	1	3	1
	Social Services				
	0	1	0	2	4
	Révision de la Stratégie VBG et de la Stratégie d'Autonomisation économique des femmes en cours				

Government Officials					
Indicator 2.1.7 Number of key government officials with strengthened capacities to develop and deliver programmes that prevent and respond to VAWG, within the last year.	0	0	258	707	340
	Women Government Officials				
	0	0	64	244	120
Il n'avait été prévu de milestone 2022 au démarrage du Programme. Mais, le besoin a été exprimé par les tribunaux lors de la formulation de la phase 2 du programme. C'est ce qui explique le résultat obtenu pour cet indicateur en 2022					

Outcome Indicator	Baseline	Milestone 2022	Results for Reporting Period 2022	Cumulative	Target	Reporting Notes
-------------------	----------	----------------	-----------------------------------	------------	--------	-----------------

Outcome 3 Indicator 3.1 Percentage of people who think it is justifiable for a man to (subject) beat his wife/intimate partner.	59.6	50	0.33	0.33	50	La donnée utilisée ici est l'indicateur suivant : Pourcentage de toutes les femmes de 15-49 ans qui pensent qu'il est justifié que, pour certaines raisons, un mari batte sa femme.
--	------	----	------	------	----	---

Female Genital Mutilation						
Indicator 3.2 a) Percentage of people who think it is justifiable to subject a woman or girl to FGM (in areas where FGM takes place)	2	0	0.01	0.01	0	Cet indicateur n'a pas été collecté. Mais, nous avons utilisé plutôt l'indicateur : % des femmes enquêtées ayant déclaré avoir été excisées
Child Marriage						
b) Percentage of people who think it is justifiable to subject a woman or girl/child marriage.	6	5	0.65	0.65	5	L'indicateur qui a été utilisé ici est le % des filles mariées avant 18 ans. La situation de référence est 76% en 2012 (Enquête Démographie et de santé). En 2021, cet indicateur est à 65%
Indicator 3.3 Existence of with at least 3 evidence-based, transformative/comprehensive prevention strategies/programmes that address the rights of those marginalized and are developed in a participatory manner.	0	1	1	2	1	
Indicator 3.1.1 Existence of a draft new and/or strengthened Comprehensive Sexuality Education in line with international standards	No	Yes	Yes	Yes	Yes	Le programme d'éducation sexuelle complet a été renforcé et intégré dans les curricula de formation des enseignants
In-School Programmes						
Indicator 3.1.2 Number of young women and girls, young men and boys who participate in either/both in- and out-of school programmes that promote gender-equitable norms, attitudes and behaviours and exercise of rights, including reproductive rights, within the last year.	0	50	3,101	27,108	150	Ce sont les actions de sensibilisation réalisées dans les établissements scolaires dans le cadre de la promotion de la gestion de l'hygiène menstruelle et les thématiques sur les VBG en milieu scolaire. Le résultat obtenu pour cet indicateur est aussi dû aux actions de sensibilisation de l'Initiative "Fada des filles" et les causeries organisées dans le milieu scolaire
	In-School Programmes Girls					
	0	10	1,830	11,662	30	
	In-School Programmes Boys					
0	40	1,271	15,446	120		
Out-of-School Programmes						
0	19,100	12,117	75,723	76,416		

Out-of-School Programmes Girls					
	0	19,100	12,000	71,589	76,414
Out-of-School Programmes Boys					
	0	0	117	4,134	2
Indicator 3.1.3 Number of national and/or sub-national programmes developed for inclusion in educational curricula to promote gender-equitable norms, attitudes and behaviours, including targeting young women and girls, young men and boys facing multiple and intersecting forms of discrimination, within the last year.	Yes	Yes	1	2	Yes
Indicator 3.2.1 Number of women, men, girls and boys who regularly attend community programmes to promote gender-equitable norms, attitudes and behaviours, including in relation to women's and girls' sexuality and reproduction, within the last year.	0	5,890	27,142	238,832	30,940
Indicator 3.2.2 Number of people reached by campaigns challenging harmful social norms and gender stereotyping, within the last year.	0	376,166	347,199	1,987,170	1,257,501
Total					
Indicator 3.2.3 Number of men and boys who regularly attend gender transformative programmes addressing violent masculinities and men's violence towards women and girls in community centres, schools and other relevant spaces, within the last year.	0	955	142	11,412	7,210
			Men		
	0	955	120	5,549	3,500

	Boys				
	0	955	22	5,863	3,710
Indicator 3.2.4 Number of communities with advocacy platforms established and/or strengthened to promote gender-equitable norms, attitudes and behaviours, including in relation to women and girls' sexuality and reproduction	0	80	114	1,251	439
Indicator 3.2.6 Number of networks of men and boys developed and/or strengthened to advocate against VAWG and stand for promoting gender equitable values and behaviours during the past year.	1	1	1	8	5
					Il s'agit de 80 nouveaux Comités Villageois de Protection de l'Enfant (CVPE) et 34 nouveaux Clubs Dimitra
					Il s'agit de l'Association des Chefs Traditionnels du Niger (ACTN)

Outcome Indicator	Baseline	Milestone 2022	Results for Reporting Period 2022	Cumulative	Target	Reporting Notes
-------------------	----------	----------------	-----------------------------------	------------	--------	-----------------

Outcome 4

Women	Girls				
Indicator 4.1	0	2,759	3,240	11,103	9,474
Indicator 4.1 Number of women and girls, including those facing intersecting and multiple forms of discrimination, who report experiencing physical or sexual violence and seek help, by sector.	0	1,183	1,165	5,871	4,060

Reported						
<p>Indicator 4.2 a) number of VAWG cases reported to the police; b) number of cases brought to court; and c) number of cases reported to the police that resulted in convictions of perpetrators.</p>	0	675	215	6,817	2,272	
	Brought to Court					
	0	34	59	587	0	
<p>Indicator 4.2 a) number of VAWG cases reported to the police; b) number of cases brought to court; and c) number of cases reported to the police that resulted in convictions of perpetrators.</p>	Convictions					
	0	17	0	1	56	<p>Les dossiers référés à la justice ont fait l'objet d'une décision. Mais, les cliniques juridiques ne sont pas en mesure d'indiquer le nombre de dossier qui ont fait l'objet d'une condamnation. Les points focaux VBG viennent d'être désignés au niveau des tribunaux. Ils sont en train de rassembler les dossiers de VBG qui fait l'objet de condamnation.</p>
<p>Indicator 4.3 A dedicated VAWG management information system (MIS) is in place at national level which can measure number of women/girl victims/survivors of violence that have received quality, essential multi-sectoral services.</p>	No	Yes	Yes	Yes	Yes	<p>Système informatisé de collecte et gestion de données VBG fonctionnel au niveau de la police, la gendarmerie et GBVIMS Contextualisé dans les centres multifonctionnels de prise en charge</p>
Developed						
<p>Indicator 4.1.3 Existence of national guidelines or protocols that have been developed and/or strengthened in line with the guidance and tools for essential services.</p>	No	Yes	Yes	Yes	Yes	
	Strengthened					
	No	Yes	Yes	Yes	Yes	<p>Les procédures Opérationnelles Standards de Maradi et Tahoua développées en 2021 ont été mises à jour</p>
Government Service Providers						
<p>Indicator 4.1.4 Number of government service providers who have increased knowledge and capacities to deliver quality and coordinated essential services to women and girl survivors of violence, within the last year.</p>	0	191	138	1,077	642	
	Women Government Service Providers					
	0	90	29	0	186	

Girls with Knowledge of ES						
<p>Indicator 4.2.1 Number of women and girl survivors of violence that have increased KNOWLEDGE of a) to quality essential services, and b) accompaniment/support initiatives, including longer-term recovery within the last 12 months</p>	0	1,182	2,967	6,831	4,059	<p>Les actions des mécanismes communautaires ont permis d'informer les populations sur l'existence des services de prise en charge dans leurs localités. Les populations ont une meilleure connaissance de ces services.</p>
	Women with Knowledge of ES					
	0	2,760	4,492	12,384	9,476	
	Girls with Knowledge of longer term services					
	0	1,182	2,967	6,831	4,059	
	Women with Knowledge of longer term services					
0	2,760	4,492	12,384	9,476		
Girls with ACCESS to ES						
<p>Indicator 4.2.2 Number of women and girl survivors/victims and their families, including groups facing multiple and intersecting forms or discrimination, that have increased ACCESS to a) to quality essential services and b) accompaniment/support initiatives, including longer-term recovery services, within the last 12 months</p>	0	1,182	2,967	7,096	4,059	<p>Les actions des mécanismes communautaires ont permis d'informer les populations sur l'existence des services de prise en charge dans leurs localités. Les populations ont une meilleure connaissance de ces services.</p>
	Women with ACCESS to ES					
	0	2,760	4,492	12,784	9,476	
	Girls with Access to Recovery Services					
	0	1,182	2,967	7,096	4,059	
	Women with Access to Recovery Services					
0	2,760	4,528	12,820	9,476		
Strategies designed						
<p>Indicator 4.2.3 Existence of strategies for increasing the knowledge and access to services for women and girls, including groups facing multiple and intersecting forms of discrimination.</p>	No	Yes	1	1	Yes	
	Strategies Designed that include LNOB					
	No	Yes	1	1	Yes	

Outcome Indicator	Baseline	Milestone 2022	Results for Reporting Period 2022	Cumulative	Target	Reporting Notes
Outcome 5						
Prevalence						
Indicator 5.1 Existence of globally comparable data on the prevalence (and incidence, where appropriate) of VAWG/HP, collected over time	No	Yes	3,240	Yes	Yes	
	Incidence					
	No	Yes	Yes	Yes	Yes	
IPV						
Indicator 5.2 Existence of publicly available data, reported on a regular basis, on various forms of VAWG/HP (at least on intimate partner violence, non-partner sexual violence, family violence, harmful practices when relevant, and trafficking and femicide) at country level	No	Yes	Yes	Yes	Yes	
	FGM					
	No	Yes	Yes	Yes	Yes	
	Child Marriage					
	No	Yes	Yes	Yes	Yes	
Trafficking						
No	No	No	No	No	No	
National Statistics Officers						
Indicator 5.1.3 Number of National Statistical Officers who have enhanced capacities to produce data on the prevalence of VAWG/HP, and incidence where appropriate, within the last year	0	12	0	0	36	Le Programme n'a pas formé les agents des directions de la statistique. Mais, il a privilégié les membres des OSC et le personnel des services essentiels. C'est ce qui explique que cet indicateur est 0 pour 2022.
	Women National Statistics Officers					
	0	2	0	0	6	

Government Personnel						
<p>Indicator 5.1.4 Number of government personnel from different sectors, including service providers, who have enhanced capacities to collect prevalence and/or incidence data, including qualitative data, on VAWG in line with international and regional standards, within the last year</p>	0	169	431	1,461	338	<p>Cet excellent résultat s'explique par le fait que le personnel de la justice (magistrats, greffiers, les délégués commis d'office) a été formé à la collecte et la gestion des données au niveau des tribunaux et des cliniques juridiques. Aussi, les policiers et les gendarmes qui ont reçu les tablettes ont été formés à leur utilisation et à l'analyse des informations.</p>
	Women Government Personnel				100	
<p>Indicator 5.1.5 Number of women's rights advocates with strengthened capacities to collect prevalence and/or incidence data, and qualitative data, on VAWG</p>	0	3	2	71	20	
Government Personnel						
<p>Indicator 5.2.3 Number of government personnel, including service providers, from different sectors with strengthened capacities on analysis and dissemination of prevalence and/or incidence</p>	0	31	427	679	62	
	Women Government Personnel				24	
<p>Indicator 5.2.4 Number of women's rights advocates with strengthened capacities on analysis and dissemination of prevalence and/or incidence</p>	0	2	2	18	8	<p>Comme prévue, deux membres des OSC ont été formés en analyse des données de routine de VBG</p>

Outcome Indicator	Baseline	Milestone 2022	Results for Reporting Period 2022	Cumulative	Target	Reporting Notes
Outcome 6						
Indicator 6.1 Number of women's rights organisations, autonomous social movements and relevant CSOs, including those representing youth and groups facing multiple and intersecting forms of discrimination/marginalization, increase their coordinated efforts to jointly advocate on ending VAWG	0	15	25	312	30	Sur la base de la cartographie des OSC et des besoins identifiés, il est ressorti que le milestones 2022 planifié était inférieur. Donc, le partenaire de mise en oeuvre a retenu 25 OSC au lieu de 15.
Indicator 6.3 Number of women's rights organisations, autonomous social movements and CSOs, including those representing youth and groups facing multiple and intersecting forms of discrimination/marginalization, report having greater influence and agency to work on ending VAWG	0	25	25	297	100	Les 25 OSC identifiées ont été renforcées et sont très actives dans la lutte contre les violences faites aux femmes et filles dans leurs localités.
Indicator 6.1.2 Number of official dialogues about ending VAWG with relevant government authorities that include the full participation of women's rights groups and relevant CSOs, including representatives of groups facing multiple and intersecting forms of discrimination, within the last year.	0	1	1	56	4	
Indicator 6.1.4 Number of women's rights groups, networks and relevant CSOs with strengthened capacities to network, partner and jointly advocate for progress on ending VAWG at local, national, regional and global levels, within the last year	0	10	28	93	30	Il s'agit des 25 OSC identifiées et de trois autres ONG qui travaillent ensemble dans le domaine des VBG

<p>Indicator 6.3.1 Number of women's rights groups and relevant CSOs representing groups facing multiple and intersecting forms of discrimination/marginalization that have strengthened capacities and support to design, implement, monitor and evaluate their own programmes on ending VAWG, within the last year.</p>	<p>0</p>	<p>10</p>	<p>25</p>	<p>196</p>	<p>30</p>	<p>Contrairement au Milestone 2022, les 25 OSC qui ont été identifiées ont été renforcées pour concevoir et mettre en oeuvre des actions en initiatives en faveur de la lutte contre les VBG</p>
--	----------	-----------	-----------	------------	-----------	--

Annexe B:

Matrice des risques

Country/Region: Niger/Africa Reporting Period: 01 January 2022 - 31 December 2022

Instructions: Kindly refer to the Risk Management Matrix in your approved Spotlight Country/Regional Programme Document to capture how your programme has managed all identified risks during the reporting period in the table below. Should new risks have arisen, please include them clearly in the Risk Management Matrix below, denoting [NEW RISK] and use this matrix moving forward. Please also update the section on “Assumptions” at the bottom of the matrix, as necessary.

Please list the risks identified for the entirety of the programme in column A; however, column F should capture how your programme has worked to mitigate/address the risk during the reporting period (in this case, for 2022).

Responsible Person/Unit:	
Addressing the Risk: <i>(Please include the mitigating and/or adaption measures taken during the reporting period.)</i>	
Risk Monitoring: <i>(How and how often did your programme monitor the risk(s) during the reporting period?)</i>	Source for Monitoring:
	Periodicity:
Risk Assessment: <i>(All text in the Risk Management Report: Arial 10 point, normal)</i>	Impact: <i>(Extreme - 5, Major - 4, Moderate - 3, Minor - 2, Insignificant - 1)</i>
	Likelihood: <i>(Almost Certain - 5, Likely - 4, Possible - 3, Unlikely - 2, Rare - 1)</i>
	Risk: <i>(Please include new risks, if any, denoting these with [New Risk])</i>

Contextual risks							
Crise régionale empêche la mise en œuvre ou entraîne des circonstances atténuantes	3	3	Monthly	UNDSS/OCHA	Sur la base du Plan de contingence inter-agence qui est en lien avec celui du Gouvernement, les agences ont poursuivi la mise en œuvre des activités dans les zones d'intervention du Programme.	Coordonnateur Résident des Nations Unies, Coordonnateur Humanitaire /DO	
Faible intérêt de plusieurs catégories de victimes pour le programme	2	2	Quarterly	NGOs Actors in the field	Le Programme a fortement impliqué les chefs traditionnels, les leaders religieux dans les actions de mobilisation sociale faisant d'eux des partenaires clés au niveau communautaire. Les engagements au côté de la société civile a permis aux communautés d'adhérer aux interventions du programme. Il est nécessaire de renforcer cet engagement.	Les Agences et le Gouvernement (Ministère de la promotion de la Femme et de la protection de l'Enfant)	
Instabilité ou crise politique liée aux élections présidentielles	2	3	Semester	NGOs Actors in the field	Il n'y a pas eu d'élection pendant la période. Toutefois, il faut maintenir le renforcement des mesures de protection des populations en encourageant l'apaisement et encadrant les marches pour éviter les débordements. Il faut renforcer la cohésion sociale et entreprendre des séances de formations sur le civisme, l'élection et la consolidation de la paix à l'attention des jeunes et la diffusion des messages de cohésion sociale et de paix à travers tous les canaux de communication.	ONGs, UNDP, Gouvernement, Fonds de Consolidation de la Paix	
Crise / Catastrophe environnementale dans les sites	2	3	Semester	OCHA	Il n'y a pas eu de crise pendant la période. Cependant il faut maintenir le renforcement des capacités sur la prévention et les systèmes d'alertes précoces.	Agences, ONGs et Gouvernement	
Mouvements sociaux contre le programme	1	2	Quarterly	NGOs Actors in the field	La révision du programme qui tient compte des normes socio-culturelles a fait baisser les tensions et l'implication des chefs religieux et traditionnels a facilité l'acceptabilité du programme. Il faut renforcer l'implication des leaders religieux et chefs traditionnels dans la mise en œuvre des interventions du programme	Agences, ONGs et Ministère de la promotion de la Femme et de la protection de l'Enfant, Association des Chefs Traditionnels du Niger	
Fronde des conservateurs contre le programme	1	2	Quarterly	NGOs Actors in the field	Le plaidoyer auprès des chefs religieux et chefs traditionnels, considérés comme des conservateurs, a occasionné une bonne adhésion aux résultats attendus du programme. Il faut maintenir l'implication et la participation effective des chefs religieux et chefs traditionnels dans les actions du programme	Agences, ONGs et Ministère de la promotion de la Femme et de la protection de l'Enfant, Association des Chefs Traditionnels du Niger	
Sécurité alimentaire qui peut occasionner des déplacements des populations des zones d'intervention avec des augmentations de cas de YBG (mariage d'enfants, déni de ressources)	4	4	Quarterly	UN Agencies, NGOs actors, Gvt	Engager le plaidoyer auprès des acteurs humanitaires (Pavulnéables M, FAO et ONGs) et le Gouvernement pour anticiper le stockage de vivres pour les populations vulnérables (femmes, enfants)	Agences, ONGs Gvt	

Programmatic risks							
Démobilisation des para juristes	1	2	Quaterly	NGOs Actors in the field	L'implication du Ministère de la Justice est effective. Le partenariat établi avec l'Agence Nationale pour l'Assistance Juridique et Judiciaire (ANAJJ) a été renforcé pour la mobilisation de tous les acteurs du secteur judiciaire (barreau des Avocats, Magistrats, Procureurs et Présidents des Tribunaux)	Agences, ONGs et Ministère de la promotion de la Femme et de la protection de l'Enfant	
Retard dans l'achèvement des activités conformément au plan de travail	5	4	Quaterly	NGOs Actors in the field	1- Elaboration de plan d'accélération des activités 2- Négociation d'extension du programme pour 2023 avec no cost extension pour replanifier les activités non achevées en fin 2022.	Agences, tous les Ministères impliqués	
Perception alimentaire du programme par les bénéficiaires	1	2	Quaterly	NGOs Actors in the field	Dans chaque région, le programme a été présenté aux autorités administratives décentralisées et déconcentrées, aux représentants des communautés, aux chefs religieux et traditionnels, aux jeunes, aux femmes, aux Représentants régionaux et départementaux des Ministères impliqués. Ceux-ci diffusent auprès des communautés et des potentiels bénéficiaires le contenu du programme. Il faut que les partenaires locaux continuent d'être des relais.	Agences, tous les Ministères impliqués	
Demobilisation des OCB partenaires	1	2	Quaterly	NGOs Actors in the field	Le Groupe de référence et des OSC sont fortement impliqués dans la mise en œuvre du programme. Il est nécessaire de le maintenir et les accompagner dans leur mission en développant une stratégie de durabilité.	RC, Ministère de la promotion de la Femme et de la protection de l'Enfant	
Incidents de communication sur les intentions du programme	1	2	Quaterly	NGOs Actors in the field	La révision du programme a permis de tenir compte des normes socioculturelles acceptées qui favorisent la communication sur les intentions du programme. Il faut continuer dans ce sens	Agences	
Accidents dans les actes de chirurgie qui discréditent l'action	1	2	Monthly	Health routine data	Le renforcement des capacités sur site et la supervision des acteurs permet d'éviter des gestes contre la déontologie des praticiens en matière de prise en charge des FO et des Prolapsus. Il faut continuer à minimiser les risques	Agence, Ministère de la Santé	
Incidents dans la gestion des ressources confiées aux OCB	3	4	Quaterly	Agences	Les micro évaluations des ONGs partenaires ont été faites. Il faut cependant continuer le renforcement de leurs capacités sur les procédures de gestion et régulariser les spots check (vérifications ponctuelles)	Agences (Opérations et Programmes)	
Institutional risks							
Changement de majorité politique et remise en cause des acquis du programme en matière de plaidoyer	2	2	Quaterly	UNDSS, NGOs	Les influenceurs des décisions politiques que sont les leaders religieux et les chefs traditionnels sont en faveur du programme. Il faut maintenir le plaidoyer avec les leaders religieux et les chefs traditionnels. Il faut poursuivre les actions de plaidoyer du programme auprès des nouveaux parlementaires élus en 2021.	RC, Agences	

Faible transfert des ressources aux communes et aux ONGs	1	1	Quarterly	Agences, Gvt	Les communes n'ont pas été identifiées comme partenaires de mise en œuvre. Cependant leur implication est sollicitée et leurs actions dans les domaines d'intérêts du programme seront comptabilisés.	Agences
Changement de majorité politique dans les communes et remise en cause des acquis du programme	1	1	Quarterly	NGOs Actors in the field	Les influenceurs des décisions politiques que sont les leaders religieux et les chefs traditionnels sont en faveur du programme ainsi que les jeunes et la société civile. Il faut maintenir le plaidoyer auprès des influenceurs	Agences, Ministères
Fiduciary risks						
Chute du cours du dollar	3	3	Quarterly	UNDSS	Cela a été stable durant toute la période	Agence
Dépréciation du FCFA	1	1	Quarterly	UNDSS	Cela a été stable durant toute la période	Gouvernement
Inflation dans le pays	3	3	Quarterly	UNDSS	Renforcer les négociations pour la stabilisation des pays du Sahel avec accent sur les ouvertures des frontières avec le Nigéria, pour la libre circulation des biens et des hommes.	Gouvernement

Assumptions: Mise à disposition des fonds spotlight dans les délais ; synergie entre les agences d'exécution, paix sociale et sécurité dans le pays et dans les sites, absence de catastrophe naturelle ou sécuritaire, présence des médias de masse dans les sites, présence des OCB formelles dans les sites, présence d'une masse critique de consultants et d'experts sur le plan local, disponibilité des profils des avocats du genre dans les communes d'intervention, stabilité ou appréciation du cours du dollar, stabilité du niveau des prix.

Annexe C:

Rapport d'Engagement de la Société Civile

Country/Region: Niger/Africa Reporting Period: Start of the programme - 31 December 2022

CSR Budget (2022): US\$70 000

Region	Spotlight Programme	Outcome	Output	Name of Recipient UN Organization (RUNO) funding the CSO	Name of Civil Society Organization (CSO)	Type of CSO	Modality of Engagement	Total award amount (USD)	Out of the total amount awarded, how much has been disbursed to the CSO by 31 December 2022?	Is the award or part of the award being sub-granted/contracted to other CSOs?
Africa	Niger	3	Output 3.2	UNICEF	ACTN	National	Implementing partner (IP)	US\$330 841	US\$330 841	No
Africa	Niger	3	Output 3.2	UNICEF	CONIPRAT	National	Implementing partner (IP)	US\$372 699	US\$372 699	No
Africa	Niger	3	Output 3.2	UNICEF	FONDATION HIRONDELLE (KALANGOU)	National	Implementing partner (IP)	US\$292 884	US\$292 884	No
Africa	Niger	3	Output 3.2	UNICEF	ANTD	National	Implementing partner (IP)	US\$18 559	US\$18 559	No
Africa	Niger	3	Output 3.2	UNICEF	SEPT	National	Implementing partner (IP)	US\$99 421	US\$99 421	No
Africa	Niger	3	Output 3.2	UNFPA	SOS FEVVF	National	Implementing partner (IP)	US\$134 077	US\$134 077	No
Africa	Niger	3	Output 3.2	UNFPA	APBE	National	Implementing partner (IP)	US\$1 336 273	US\$1 336 273	No
Africa	Niger	3	Output 3.2	UNFPA	ACTN	National	Implementing partner (IP)	US\$339 418	US\$339 418	No
Africa	Niger	3	Output 3.2	UNFPA	OPE	National	Implementing partner (IP)	US\$56 987	US\$56 987	Yes
Africa	Niger	3	Output 3.2	UNFPA	APPADN	National	Implementing partner (IP)	US\$37 948	US\$37 848	Yes
Africa	Niger	3	Output 3.2	UNFPA	AFFRIYAN	National	Implementing partner (IP)	US\$12 649	US\$12 649	Yes

If yes, what percentage of this award is planned for sub-granting or sub-contracting?	What is the estimated planned number of sub-granted or sub-contracted CSOs?	What percentage of the Award is going to core institutional support to CSOs?	Is this CSO woman-led and/or a women's rights organization (WRO)/ feminist CSO?	Is the CSO a new or existing partner?	Vulnerable/ Marginalized Populations Supported by Award											
					Adolescent girls	Elderly women	Indigenous women and girls	LGBTQI persons	Sex workers	Migrant women and girls	Women and girls from ethnic minorities and/or religious minorities	Women and girls living with HIV/AIDS	Women and girls with disabilities	Rural women	Other marginalised groups relevant in national context	
0%	0	0%	No	Existing	X	X	X							X	X	
0%	0	0%	Yes	Existing	X											
0%	0	0%	Yes	Existing											X	
0%	0	0%	Yes	Existing	X											
0%	0	0%	Yes	Existing	X											
0%	0	0%	Yes	Existing	X	X	X				X	X	X	X	X	
0%	0	0%	Yes	Existing						X						
0%	0	0%	Yes	Existing	X	X	X						X	X		
47%	0	0%	Yes	New	X										X	
35%	0	0%	Yes	Existing	X										X	
12%	0	0%	Yes	New	X										X	

Africa	Niger	3	Output 3.2	UN WOMEN	APAC NIGER	National	Implementing partner (IP)	US\$90 836	US\$90 836	No
Africa	Niger	3	Output 3.2	UN WOMEN	AEDL ESPOIR	National	Implementing partner (IP)	US\$60 000	US\$42 143	No
Africa	Niger	4	Output 4.1	UNFPA	APBE	National	Implementing partner (IP)	US\$14 055	US\$14 055	No
Africa	Niger	4	Output 4.2	UNDP	ANDDH	National	Grantee	US\$222 191	US\$222 191	No
Africa	Niger	4	Output 4.2	UNDP	HIMMA	Local and grassroots organizations	Vendor	US\$210 642	US\$210 642	No
Africa	Niger	4	Output 4.2	UNDP	CESAO	Local and grassroots organizations	Implementing partner (IP)	US\$144 028	US\$144 028	No
Africa	Niger	4	Output 4.2	UNDP	ADKOUL	Local and grassroots organizations	Implementing partner (IP)	US\$143 538	US\$143 538	No
Africa	Niger	4	Output 4.2	UNDP	EDDER	Local and grassroots organizations	Implementing partner (IP)	US\$129 320	US\$129 320	No
Africa	Niger	4	Output 4.2	UNDP	ACP	Local and grassroots organizations	Implementing partner (IP)	US\$152 466	US\$152 466	No
Africa	Niger	4	Output 4.2	UNFPA	APBE	National	Implementing partner (IP)	US\$1 444 731	US\$1 444 731	No
Africa	Niger	5	Output 5.1	UNFPA	APBE	National	Implementing partner (IP)	US\$583 602	US\$583 602	No
Africa	Niger	6	Output 6.1	UN WOMEN	SONGES	National	Implementing partner (IP)	US\$183 427	US\$183 427	No
Africa	Niger	6	Output 6.2	UNDP	FNPB	National	Implementing partner (IP)	US\$666 120	US\$666 120	No
Africa	Niger	6	Output 6.2	UNDP	ONG HAYATOUNE AFDALE	National	Implementing partner (IP)	US\$77 666	US\$77 666	No
Africa	Niger	6	Output 6.2	UNDP	SONGES	National	Implementing partner (IP)	US\$135 324	US\$135 324	No
Africa	Niger	1	Output 1.1	UN WOMEN	COLLECTIF DES ONG ET ASSOCIATION	National	Implementing partner (IP)	US\$204 239	US\$204 239	No
Africa	Niger	6	Output 6.2	UN WOMEN	COLLECTIF DES ONG ET ASSOCIATION	National	Implementing partner (IP)	US\$48 493	US\$48 493	No
Africa	Niger	3	Output 3.2	UNFPA	ADKOUL	National	Implementing partner (IP)	US\$100 587	US\$100 587	No
Africa	Niger	3	Output 3.2	UNFPA	PLCE/F	National	Implementing partner (IP)	US\$87 302	US\$87 302	No
Africa	Niger	3	Output 3.2	UNFPA	CADEL	National	Implementing partner (IP)	US\$122 079	US\$122 079	No

Total:**US\$7
852 402****US\$7
475 984**

0%	0	0%	Yes	Existing		X					X			X	X
0%	0	0%	Yes	Existing	X				X	X				X	X
0%	0	0%	Yes	Existing					X						
0%	0	0%	Yes	Existing						X					X
0%	0	0%	Yes	New		X								X	X
0%	0	0%	Yes	Existing		X								X	X
0%	0	0%	Yes	Existing		X								X	X
0%	0	0%	Yes	Existing		X								X	X
0%	0	0%	Yes	Existing		X								X	X
0%	0	0%	Yes	Existing	X	X	X			X	X	X	X	X	
0%	0	0%	Yes	Existing	X	X	X			X	X	X	X	X	
0%	0	0%	Yes	Existing	X	X	X			X		X	X	X	X
0%	0	0%	Yes	Existing								X			
0%	0	0%	Yes	Existing	X	X				X				X	X
0%	0	0%	Yes	Existing	X	X	X			X		X	X	X	X
0%	0	0%	Yes	Existing	X									X	
0%	0	0%	Yes	Existing	X									X	
0%	0	0%	Yes	Existing										X	
0%	0	0%	Yes	Existing										X	
0%	0	0%	Yes	Existing										X	



Annexe D:

Modèle de rapport sur les bonnes pratiques ou les bonnes pratiques

Country/Region: Niger/Africa Reporting Period: Janvier-December 2022

Section A: Innovative, Promising and Good Practices

Guidance and Template on Innovative, Promising and Good Practices

As a **Demonstration Fund**, the Spotlight Initiative aims to demonstrate how a significant, concerted and comprehensive investment in ending violence against women and girls (EVAWG) and gender equality can make a lasting difference in the lives of women and girls and in the achievement of all SDGs. It is thus critical that innovative, promising and good practices, in the field of EVAWG and in the context of implementing a “new way of

working”, have the **potential for adaptability, sustainability, replicability and scale-up**.⁶ This is both within the UN system and with various stakeholders to maximize the transformative potential of the Initiative. It is critical that these practices are documented and shared widely for uptake and continuous improvement to contribute to the evidence base and eliminate violence against women and girls.

This brief guidance and template ensures a common understanding of “Innovative, Promising and/or Good Practices” in the Spotlight Initiative. It provides a set of criteria to determine whether a practice is innovative, promising, or good, as well as a template for documentation. Please see the definitions just below / on the next page for further clarification.⁷

1 Definition of an Innovative Practice

An **innovative practice** is a **new solution** (method/idea/product) with the **transformative ability to accelerate impact**. Innovation can entail improved ways of working with new and diverse partners; can be fuelled by science and technology; or can involve new social and business models, behavioural insights, or path-breaking improvements in delivering essential services and products, among other solutions. It does not have to involve technology; most important is that **innovation is a break from previous practice with the potential to produce significant positive impact**.

2 Definition of a Promising Practice

A **promising practice** has demonstrated a **high degree of success in its single setting**, and the possibility of replication in the same setting is guaranteed. It has generated some quantitative **data** showing positive outcomes over a period of time.

6. Guidelines on good practices, UNHCR. 2019. Accessible here: <https://www.unhcr.org/5d15fb634>

7. Good Practice Template, FAO. 2016. Accessible here: <http://www.fao.org/3/a-as547e.pdf>

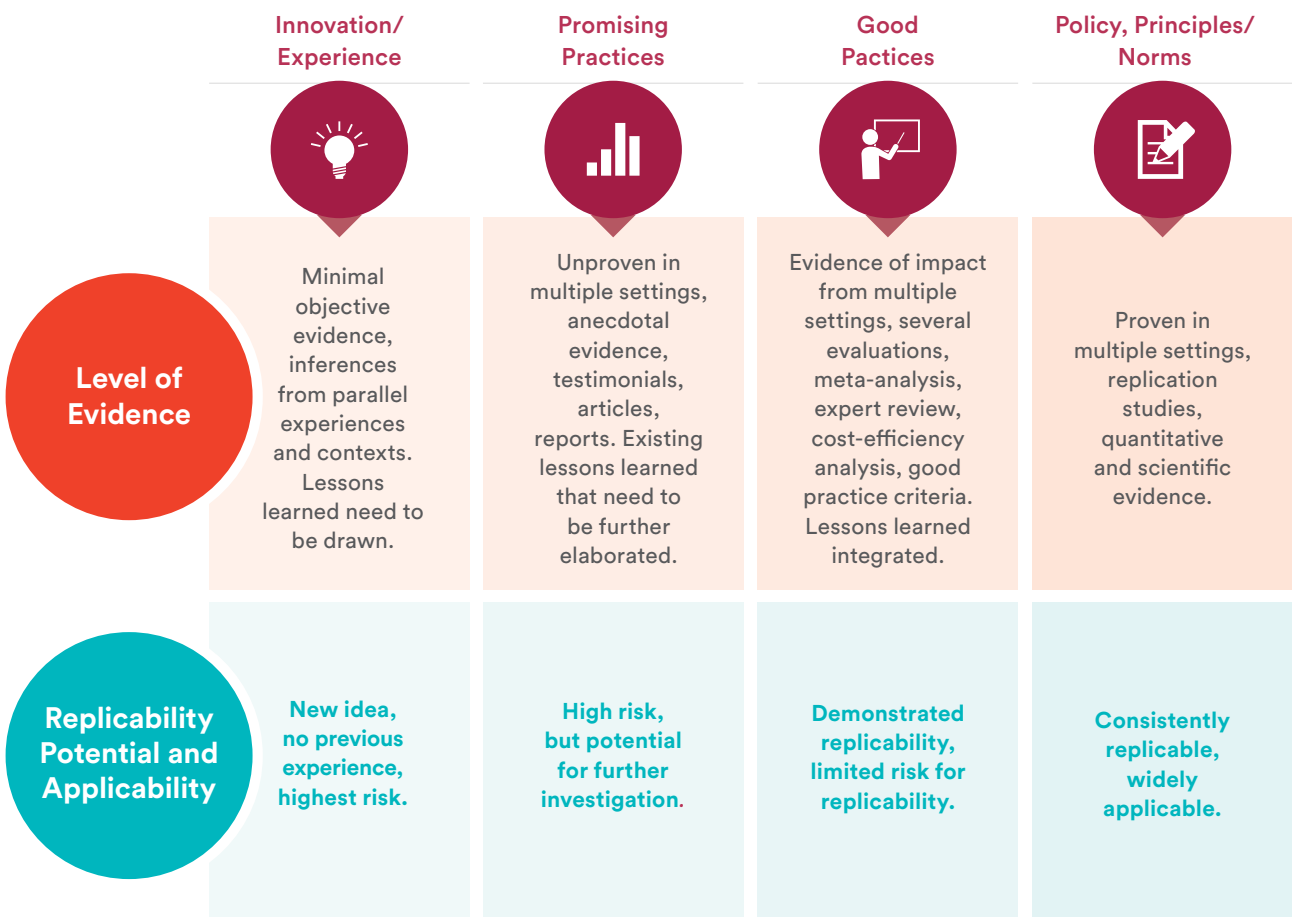
A promising practice has the **potential** to become a good practice, but it doesn't yet have enough research or replication to support wider adoption or upscaling. As such, a promising practice incorporates a process of continuous learning and improvement.

3 Definition of a Good Practice

A **good practice** is not only practice that is good, but one that **has been proven to work well and produce good results** and is therefore recommended as a model. It is a successful experience that has been **tested and validated**, in the broad sense, has **been repeated and deserves to be shared**, so that a greater number of people can adopt it.

Graphique : State of a practice: good practice or promising practice?

The following set of criteria will help you to determine whether a practice is a good practice:



Adapted from Hancock, J. (2003): Scaling-up for increased impact of development practice: Issues and options in support of the implementation of the World Bank's Rural Strategy. Rural Strategy Working Paper, World Bank, Washington D.C.

Title of the Innovative, Promising or Good Practice	Les filles s'approprient les espaces traditionnels d'expression réservés aux garçons et aux hommes (innovative practice)
<p>01</p> <p>Provide a description of the innovative, promising, or good practice:</p> <p><i>What pillars/principles of the Spotlight Initiative does it address?</i></p> <p><i>When did the activity begin?</i></p> <p><i>When will it be completed or is it ongoing?</i></p>	<p>Au Niger, traditionnellement la Fada est un espace communautaire de parole, d'échange et de prise de décision réservé aux hommes et aux garçons qui se réunissent pour décider des actions à mener au sein de leur communauté. La Fada est également un espace de solidarité masculine. Le concept « Fada des Filles » est né de la nécessité par les filles de s'approprier ces espaces de paroles, de solidarité, et de prise de décision au sein des communautés pour contribuer à une transformation sociale favorable à l'égalité de genre. Les filles réunies au sein de la Fada sont issues de milieux professionnels et universitaires divers. La Fada des filles est née à la suite du sommet des filles africaines organisé du 16 au 18 novembre 2022 à Niamey, où ces filles formées sur diverses thématiques animent des causeries-débats sur divers sujets à l'occasion de la célébration des journées commémoratives des droits des femmes et des filles (6 février, 8 mars, 13 mai, 16 juin, 11 octobre...) à l'intention des autres filles, des garçons, mais aussi des autorités administratives qui visitent leurs stands. C'est la première fois qu'un tel mouvement de jeunes filles « intellectuelles » engagées est né et qui est en train de révolutionner la manière de lutter en faveur des droits des filles et des femmes. Lors des animations, les filles de la Fada se distinguent par le port du turban (qui est aussi un accoutrement réservé aux hommes et aux garçons) à la place des voiles.</p>
<p>02</p> <p>Objective of the practice:</p> <p><i>What were the goals of the activity?</i></p>	<p>L'objectif poursuivi est de renforcer le leadership et l'autonomisation des filles elles-mêmes à plaider pour leur cause et s'approprier les espaces d'expressions réservés aux hommes et aux garçons.</p>
<p>03</p> <p>Stakeholders involved:</p> <p><i>Who are the beneficiaries or target group of the practice?</i></p> <p><i>Describe how all relevant stakeholders were engaged.</i></p>	<p>Les groupes cibles pour leur sensibilisation sont divers : les autres filles (scolarisées et non scolarisées), les autorités qui prennent les décisions et les enfants. Par exemple, à l'occasion de la journée tolérance zéro aux mutilations génitales féminines (MGF), les filles ont installé une Fada au sein de l'institut National de la Jeunesse, des Sports et de la Culture (INJSC) où sont formés les cadres de l'administration et animateurs communautaires et animé des causeries-débats avec les filles et les garçons pour leur faire connaître les MGF, leurs conséquences et pourquoi ça doit s'arrêter. Elles ont sensibilisé 1400 jeunes de cet Institut.</p>
<p>04</p> <p><i>What makes this an innovative, promising, or good practice?</i></p> <p><i>Identify distinguishing feature(s) that make this an innovative, promising or a good practice in the efforts to EAWG and/or in the context of the UNDS reform.</i></p>	<p>Cette approche est une innovation parce que c'est la première fois que les filles elles-mêmes ont pris l'initiative d'aller vers les autres pour parler des problèmes que rencontrent les filles et les femmes du Niger et les engager dans la recherche de solution. Les VBG, les pratiques néfastes sont des thèmes que la Fada des filles anime. Elles savent parler le langage de leurs pairs pour faire passer les messages, mais aussi, toucher la sensibilité du public en général sur des thématiques diverses. Leur niveau d'éducation leur permet de participer à la conception et mise en œuvre des politiques publiques relatives à la réalisation des droits des enfants.</p>
<p>05</p> <p><i>What challenges were encountered and how were they overcome?</i></p>	<p>Les défis étaient surtout liés à l'accueil de l'idée d'une fada des filles alors que ce terme est réservé à un espace pour les hommes et les garçons.</p>
<p>06</p> <p>Outputs and Impact:</p> <p><i>What have been the results thus far?</i></p> <p><i>Do they contribute to long-term impact?</i></p>	<p>Au stade actuel, et avec seulement une année d'intervention, on n'a pas de recul pour évaluer l'impact.</p>
<p>07</p> <p>Adaptable (Optional):</p> <p><i>In what ways can this practice be adapted for future use?</i></p>	

<p>08</p> <p>Replicable/Scale-Up (Optional):</p> <p><i>What are the possibilities of extending this practice more widely?</i></p>	<p>Il y a déjà des idées pour mettre en place la Fada des filles, par exemple, dans les universités du pays. Avec un premier pas à l'Université de Zinder où une Fada des filles est en place et anime des causeries-débats sur les VBG et les violences en milieu universitaire qui sont des freins à la poursuite de l'éducation des filles.</p>
<p>09</p> <p>Sustainable:</p> <p><i>What is needed to make the practice sustainable?</i></p>	<p>A ce stade, la Fada des filles est en train de se constituer en tant qu'organisation de la société civile avec le dépôt d'une demande de statut qui est en examen au niveau des autorités compétentes.</p>
<p>10</p> <p>Validated (for a good practice only):</p> <p><i>Has the practice been validated?</i></p> <p><i>Is there confirmation from beneficiaries/users that the practice properly addressed their needs and is there expert validation?</i></p>	
<p>11</p> <p>Additional details and contact information:</p> <p><i>Are there any other details that are important to know about the innovative, promising, or good practice?</i></p> <p><i>Please provide contact details of a focal person for this practice as well as any additional materials including photos/videos.</i></p>	<p>Pour plus d'informations, on peut contacter :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Marie-Pascaline Menono, Assistante Technique Genre au MPF/PE, menono2019@outlook.fr • Zeinabou Boubacar Zakou, Présidente Fada des Filles, fadadesfilles@gmail.com

<p>Title of the Innovative, Promising or Good Practice</p>	<p>Les moto-tricycles pour l'autonomisation des personnes handicapées (pratique prometteuse)</p>
<p>01</p> <p>Provide a description of the innovative, promising, or good practice.</p> <p><i>What pillars/principles of the Spotlight Initiative does it address?</i></p> <p><i>When did the activity begin?</i></p> <p><i>When will it be completed or is it ongoing?</i></p>	<p>Parmi les différentes catégories de personnes handicapées, les enfants atteints d'infirmité motrice cérébrale (IMC) et leurs mères constituent l'une des catégories qui subissent le plus la discrimination fondée sur leur handicap. Ces enfants sont le plus souvent marginalisés dans la société et privés de leurs droits les plus fondamentaux. Le Spotlight est une initiative mondiale pluriannuelle de L'Union européenne (UE) et l'Organisation des Nations Unies (ONU) pour éliminer toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles. Guidée par les Objectifs du Développement Durable, la théorie du changement de l'Initiative Spotlight reflète une approche axée sur les droits humains, un principe transversal d'engagement et de participation de la société civile et un attachement au principe de « ne laisser personne de côté » (Leave no one behind). C'est dans cette optique que l'Initiative des moto-tricycles a été mise en place pour palier à ces insuffisances.</p>
<p>02</p> <p>Objective of the practice:</p> <p><i>What were the goals of the activity?</i></p>	<p>L'objectif est d'une part de renforcer l'autonomisation des personnes handicapées et d'autre part de réduire la vulnérabilité des enfants atteints d'Infirmité Motrice Cérébrale (IMC) et leurs mères</p>
<p>03</p> <p>Stakeholders involved:</p> <p><i>Who are the beneficiaries or target group of the practice?</i></p> <p><i>Describe how all relevant stakeholders were engaged.</i></p>	<p>Les bénéficiaires de ce partenariat sont les personnes handicapées appartenant à la Fédération Nigérienne des Personnes handicapées (FNPH) qui sont victimes de discrimination au sein des communautés. Il s'agit des parents handicapés et leur enfants atteints d'infirmité motrice cérébrale. C'est la Fédération au niveau national qui a impliqué ses démembrements régionaux implantés dans les zones d'intervention du Programme pour conduire cette initiative des moto-tricycles.</p>

<p>04</p> <p><i>What makes this an innovative, promising, or good practice?</i></p> <p><i>Identify distinguishing feature(s) that make this an innovative, promising or a good practice in the efforts to EVAWG and/or in the context of the UNDS reform.</i></p>	<p>C'est une première du genre dans le cadre de la mise en œuvre d'un programme au Niger. Cette initiative est une pratique prometteuse car le fait de tenir compte des personnes marginalisées ou discriminées dans la société donne une grande opportunité à ces personnes de prendre confiance et d'améliorer leur estime de soi. Grâce à cette initiative, les personnes handicapées ont amélioré leurs revenus et leurs conditions de vie en faisant face aux besoins essentiels de leur famille et de leurs enfants IMC pour la prise en charge de leurs frais de rééducation et médicaux. Certaines sont directement impliquées dans la gestion des moto-tricycles à travers la mise en place de comité de gestion et d'autres exercent comme des chauffeurs pour assurer un meilleur entretien de ces engins. Cette initiative a permis de faire sortir de la mendicité car les ressources mobilisées par les moto-tricycles ont permis à leurs femmes de développer des activités génératrices de revenus et ainsi subvenir aux besoins alimentaires des membres de leurs enfants et aux frais scolaires de leurs enfants.</p>
<p>05</p> <p><i>What challenges were encountered and how were they overcome?</i></p>	<p>Le défi majeur était surtout liés à la gestion des ressources et à leur utilisation efficace pour le bien-être des personnes handicapées et surtout l'adhésion des personnes concernées à cette initiative.</p>
<p>06</p> <p>Outputs and Impact:</p> <p><i>What have been the results thus far?</i></p> <p><i>Do they contribute to long-term impact?</i></p>	<p>Les comités de gestion mis en place ont permis de générer plus 15 millions de FCFA grâce à la mise en circulation des 50 moto-tricycles pour le transport. Parmi les conducteurs des moto-tricycles, 23 sont des personnes handicapées. Ces fonds ont assuré la prise en charge de des frais médicaux et de rééducation de 203 enfants IMC.</p>
<p>07</p> <p>Adaptable (Optional):</p> <p><i>In what ways can this practice be adapted for future use?</i></p>	<p>N/A</p>
<p>08</p> <p>Replicable/Scale-Up (Optional):</p> <p><i>What are the possibilities of extending this practice more widely?</i></p>	<p>D'ores et déjà les régions bénéficiaires de cette initiative sont en train de réfléchir pour étendre l'initiative dans les autres communes des régions bénéficiaires.</p>
<p>09</p> <p>Sustainable:</p> <p><i>What is needed to make the practice sustainable?</i></p>	<p>Au vu des résultats encourageant obtenus, il est nécessaire de continuer le renforcement des capacités des comités de gestion mis en place afin de bien gérer les ressources et de diversifier les sources de revenus des personnes handicapées. Il faut aussi continuer à faire un plaidoyer auprès des autorités locales pour prévenir des ressources destinées à l'autonomisation des personnes handicapées.</p>
<p>10</p> <p>Validated (for a good practice only):</p> <p><i>Has the practice been validated?</i></p> <p><i>Is there confirmation from beneficiaries/users that the practice properly addressed their needs and is there expert validation?</i></p>	
<p>11</p> <p>Additional details and contact information:</p> <p><i>Are there any other details that are important to know about the innovative, promising, or good practice?</i></p> <p><i>Please provide contact details of a focal person for this practice as well as any additional materials including photos/videos.</i></p>	<p>Pour plus d'informations, on peut contacter :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mounkaila Dan Firoun, SG de Fédération Nigérienne des Personnes Handicapées (FNPH), mounkailadanfiroun@gmail.com; • Mamane Bounou, Chef d'antenne régionale de Zinder pour la FNPH ; mamanbounou302@gmail.com • Sidi Ali, DEP Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant, sidialimaiga@yahoo.fr

Title of the Innovative, Promising or Good Practice	Renforcement des capacités des acteurs de première ligne de la prise en charge juridique et judiciaire à savoir les Officiers de Police Judiciaire (OPJ) et la gendarmerie (Bonne pratique)
<p>01</p> <p>Provide a description of the innovative, promising, or good practice.</p> <p><i>What pillars/principles of the Spotlight Initiative does it address?</i></p> <p><i>When did the activity begin?</i></p> <p><i>When will it be completed or is it ongoing?</i></p>	<p>Dans le cadre de la mise en œuvre du Pilier 5, le Programme Spotlight a mis en avant la police et la gendarmerie comme la première porte d'entrée des survivantes de VBG pour les dénonciations en vue de poursuite judiciaire. A cet effet, un mémorandum d'attente de partenariat a été signé entre la Police et les Nations Unies d'une part, et d'autre part entre la Gendarmerie et les Nations Unies. Il était question de renforcer les capacités des agents de police et de la gendarmerie sur les typologies des VBG, la collecte des données et l'utilisation de l'outil informatisé. Ainsi, ils ont été formés et équipés en tablettes pour faciliter la collecte et la remontée des données au niveau central. Mais, ce renforcement des capacités doit être suivi de recyclage en raison d'une forte mobilité des agents sur le terrain.</p>
<p>02</p> <p>Objective of the practice:</p> <p><i>What were the goals of the activity?</i></p>	<p>L'objectif poursuivi est de disposer des compétences qualifiées pour la collecte et la gestion des données de routine.</p>
<p>03</p> <p>Stakeholders involved:</p> <p><i>Who are the beneficiaries or target group of the practice?</i></p> <p><i>Describe how all relevant stakeholders were engaged.</i></p>	<p>Ce sont les Officiers de Police Judiciaire, de la Gendarmerie qui travaillent dans les cellules de protection des femmes et des mineurs. Au niveau de la justice, il s'agit des magistrats et des Délégués Commis d'Office pour l'orientation et la prise en charge des survivantes de VBG.</p>
<p>04</p> <p><i>What makes this an innovative, promising, or good practice?</i></p> <p><i>Identify distinguishing feature(s) that make this an innovative, promising or a good practice in the efforts to EAWWG and/or in the context of the UNDS reform.</i></p>	<p>Il s'agit de mesurer l'ampleur des VBG en collectant des données de routine auprès des acteurs de mise en œuvre. Pour ce faire, les acteurs de première ligne de la prise en charge judiciaire et juridique qui sont la police, la gendarmerie et les tribunaux ont besoin de renforcer leurs capacités dans le domaine des VBG et de la collecte et gestion des données. Ainsi, ces derniers ont bénéficié de session de renforcement de capacités sur les VBG, les techniques d'audition, la rédaction des procès-verbaux et la collecte des données de VBG. Aussi des matériels informatiques et des tablettes ont été fournis aux brigades de gendarmerie et aux commissariats pour collecter et gérer les données de VBG. Cette pratique a favorisé la disponibilité de données de routine de qualité sur les différents types de VBG.</p>
<p>05</p> <p><i>What challenges were encountered and how were they overcome?</i></p>	<p>Le défi était d'avoir l'adhésion et l'engagement des responsables du Commandement Supérieur de la gendarmerie et de la Police pour assurer la collecte des données selon les typologies des VBG.</p>
<p>06</p> <p>Outputs and Impact:</p> <p><i>What have been the results thus far?</i></p> <p><i>Do they contribute to long-term impact?</i></p>	<p>Toutes les brigades de gendarmerie et des commissariats de police des zones d'intervention du programme ont été doté en tablettes et matériels informatiques pour la collecte et la gestion des données de VBG. A ce jour, les données sont transmises à temps réel au niveau national. Les sessions de renforcement de capacités ont permis d'améliorer la qualité de l'audition et le contenu des procès-verbaux. En plus, la confiance a été instaurée avec la population qui a facilement recours à la police et la gendarmerie. Un dispositif de points focaux a été mis en place au niveau des Tribunaux d'Instance et de Grande Instance pour faciliter le traitement et la gestion des informations sur les VBG au niveau des tribunaux concernés.</p>
<p>07</p> <p>Adaptable (Optional):</p> <p><i>In what ways can this practice be adapted for future use?</i></p>	

<p>08</p> <p>Replicable/Scale-Up (Optional):</p> <p><i>What are the possibilities of extending this practice more widely?</i></p>	<p>Cette pratique a déjà été répliquée dans le pays. L'ensemble des brigades de gendarmerie et des commissariats du pays possède un système informatisé de collecte et de gestion des données de VBG. Au niveau de la justice, il est possible d'étendre le dispositif des points focaux dans tous les TI et TGI du pays pour assurer une gestion efficace des données relatives aux VBG.</p>
<p>09</p> <p>Sustainable:</p> <p><i>What is needed to make the practice sustainable?</i></p>	<p>Avec l'implication des premiers responsables de la Gendarmerie et de la Police ainsi que de la justice, cette initiative a été intégrée dans les activités de ces structures. Mieux, une réforme est en cours à la gendarmerie pour transformer les cellules en direction centrale. Cela pourra pérenniser les acquis et permettre de bâtir sur l'existant.</p>
<p>10</p> <p>Validated (for a good practice only):</p> <p><i>Has the practice been validated?</i></p> <p><i>Is there confirmation from beneficiaries/users that the practice properly addressed their needs and is there expert validation?</i></p>	
<p>11</p> <p>Additional details and contact information:</p> <p><i>Are there any other details that are important to know about the innovative, promising, or good practice?</i></p> <p><i>Please provide contact details of a focal person for this practice as well as any additional materials including photos/videos.</i></p>	<p>Pour plus d'informations, on peut contacter :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Madame Morou Hadiza, Commandant Chef de la Gendarmerie, Cheffe de la Cellule de Protection des femmes et des mineurs, tél : +227 96 97 32 55

Section B: Knowledge Production (since the beginning of your programme)

A Knowledge Product converts uncaptured knowledge, experience, lessons learned and cutting-edge expertise on a specific topic or derived from implementation into a learner-oriented product.

A learner-oriented product is structured in a practical way that allows the reader to clearly understand and retain the knowledge being provided. Knowledge Products play a key role in advancing the Initiative's [Knowledge Management Strategy](#) to document, analyze and disseminate knowledge, as well as capture lessons learned

and innovative, promising and good practices. As such, a Knowledge Product can be understood as an output and a key asset for the success of Spotlight Initiative.

Types of Knowledge Products include the following:

- Assessments
- Research Papers
- Brochures
- Capacity Development Modules
- Guidance note
- Tools
- Infographics
- Magazines/Newsletters
- Policy Briefs
- Position Papers/Thematic Strategy Briefs
- Briefs/Factsheets

For more information, please refer to the Spotlight Initiative Knowledge Products Guidelines available [here](#).

Please list all Knowledge Products developed by the Spotlight Initiative since the beginning of your programme, and any knowledge products that are in the pipeline.

Title of Knowledge Product	Product type(s)* <i>(Select from the list above. If other, please specify)</i>	Brief Description and Purpose	Date Completed/ Published or Expected to be	Link to Knowledge Product <i>(if available)</i>
Modules sur l'audition et la rédaction des procès-verbaux pour les officiers de polices judiciaires de la police et de la gendarmerie	Modulation de formation	Renforcer les capacités des Officiers de police judiciaires sur l'accueil, l'écoute des survivantes de VBG et la rédaction de procès-verbaux de qualité	2019	
Système d'Information et de Gestion des données VBG au niveau de la Police et de la Gendarmerie à partir de KOBO	Outil	Objectif est de stocker les données de routine sur les VBG collectées par la police et la gendarmerie et d'analyser ces données	2020	
Modules pour le renforcement des compétences des adolescentes déscolarisées et non scolarisées dans les espaces sûrs/Illimin intégrant les VBG	Module de formation	Renforcer les capacités des adolescentes déscolarisées ou jamais scolarisées, mariées ou non mariées âgées de 10 à 19 ans en compétences de vie courante, santé de la reproduction, nutrition, en gestion financière, en genre et droits humains pour un changement positif de comportement et d'adhésion à la lutte contre les VBG et leur autonomisation économique	2020	
Outil d'animation des "Labo GHM" traduit en Zarma et Haoussa : La roue des menstrues	Guide d'orientation	Sensibiliser les communautés sur les GHM et sur la connaissance du cycle menstruel	2020	
Directive pour la Planification et la Budgétisation Sensible au Genre	Guide d'orientation	Son objectif est orienter les acteurs pour intégrer convenablement le genre dans les modalités de planification, de programmation et d'allocation budgétaire	2020	
Stratégie de communication pour le changement de comportement	Outil	<ul style="list-style-type: none"> ● Accroître les connaissances et la sensibilisation ● Améliorer et développer de nouvelles compétences ● Maintenir et augmenter la demande de produits et services ● Améliorer la performance des prestataires de services ● Changer les comportements individuels et les pratiques collectives ● Influencer les attitudes, les normes sociales et les relations de pouvoir ● Augmenter l'estime de soi et promouvoir l'auto-efficacité ● Améliorer les politiques et la législation nationales et locales 	2020	

Plan intégré de suivi et évaluation du Programme	Guide d'orientation	Disposer à terme d'un système adéquat de suivi et évaluation capable de suivre périodiquement l'ampleur des VBG et évaluer les progrès réalisés dans la mise en œuvre du programme	2020	
Cartographie des ONG et Associations intervenant dans le domaine de la lutte contre les VFFF	Outil	Repertorier toutes les ONG et associations oeuvrant dans le domaine des VBG	2019	
Trois Outils de communication: Article "Taximan Ambassadeurs", Jingle campagne 16 Jours d'activisme, vidéo d'engagement des jeunes, photo report	Outil	Sensibiliser les populations sur les VBG et les pratiques néfastes	2020	
Module de formation sur le théâtre interactif	Guide d'orientation	Renforcer les capacités des filles et des garçons scouts en communication et animation de masse	2020	
Rapport de l'étude sur les discriminations croisées	Etude	<ul style="list-style-type: none"> • Identifier et faire ressortir les différentes formes de violences croisées auxquelles font face les femmes et les jeunes filles et garçons, tenant compte de leur âge, lieu de résidence, leur situation matrimoniale, etc. sur la base des types de violences identifiées lors de l'étude sur les déterminants et l'ampleur des VBG au Niger (UNFPA 2015) • Identifier les points d'entrée pour répondre aux besoins spécifiques des groupes faisant face à ces formes de violences croisées dans les activités du Programme Spotlight Niger 	2019	
Rapport national sur l'ampleur et les déterminants des VBG au Niger	Etude	<p>L'objectif de cette étude est de contribuer à l'actualisation et à l'amélioration des connaissances sur l'ampleur et les déterminants des VBG au Niger afin d'adopter des mesures appropriées en matière de lutte contre ce phénomène au Niger. Elle a combiné :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Approche quantitative: un échantillon de 2348 ménages sélectionnés de façon aléatoire dans lesquels 5 958 individus éligibles (10 à 59 ans pour les femmes et de 10 à 69 ans pour les hommes) ont été interrogés. • Approche qualitative: 23 entretiens semi-structurés avec les responsables des services impliqués dans la prise en charge, 64 discussions de groupe avec les hommes, les femmes et les jeunes ainsi que 17 récits de vie avec des survivant-e-s 	Février 2021	

Paquets d'outils pour le renforcement des capacités des acteurs des OSC	Outil	Son objectif est d'informer les défenseurs des droits des femmes et des filles sur les VBG. Cet outil est composé d'un livret d'informations sur les VBG, d'une affiche sur les principes directeurs en matière de VBG et d'une affiche sur les types de violences. Il est utilisé pour améliorer les connaissances et les compétences des défenseurs des droits des femmes et des filles	2021	
Guide pratique de sensibilisation des élèves leaders pour la promotion de la gestion de l'hygiène menstruelle (GHM) en milieu scolaire	Guide d'orientation	<ul style="list-style-type: none"> Favoriser la connaissance des élèves sur la gestion de l'hygiène menstruelle Rompre avec les stéréotypes en matière d'hygiène menstruelle 	2021	
Modules de formation sur la GHM et notions sur la violence	Outil	Sensibiliser les communautés sur les liens entre la GHM et les violences	2021	
Résolution des parlementaires sur la planification et la budgétisation sensible au genre	Document d'engagement	Accroître l'engagement des parlementaires sur la planification et la budgétisation sensible au genre	2021	
Guide méthodologique pour la pratique de la planification et de la budgétisation sensible au genre au Niger	Guide d'orientation	Renforcer les capacités des acteurs sur l'intégration du genre dans le processus de planification et budgétisation	2021	
Livret pédagogique à l'endroit des Défenseurs des Droits Humains	Outil	Mettre à la disposition des défenseurs des droits humains l'ensemble des textes législatifs sur les droits des femmes et des filles	2021	
Film de sensibilisation sur la violence basée sur le genre et le Handicap	Outil	Sensibiliser sur la vulnérabilité face aux violences à laquelle sont sujettes les personnes handicapées, notamment les femmes et les filles	Décembre 2021	
Déclaration nationale sur l'amélioration du cadre légal protégeant les femmes et les filles des violences	Document d'engagement	Engager les parlementaires à réviser les lois discriminatoires	Mai 2022	
Rapport d'étude sur le cadre légal	Etude	<ul style="list-style-type: none"> Faire une analyse comparative et critique du cadre législatif national, y compris les coutumes, en lien avec les questions de violences faites aux femmes et aux filles (VFFF), des violences basées sur le genre (VBG), droits à la santé sexuelle et reproductive (DSSR) Formuler des recommandations pertinentes pour, d'une part, améliorer le dispositif existant (avec des propositions de textes de loi) et, d'autre part, pour renforcer son application en tenant compte du contexte socio culturel du pays. 	Avril 2022	

Annexe E:

Plan de travail annuel

Country/Region: Niger/Africa

Outcome	Output	Activity	Budget Lines	RUNO	PHASE I Budget (based on NSC approval 01/02/2022)			PHASE II										Y3-2021	
					Spotlight EU contribution (USD)	UN Agency contribution (USD)	Total Phase I (USD)	PHASE II Budget										Spotlight EU contribution (USD)	
								Unit quantity (% of time in case of staff)	Unit Cost	Duration	Time unit / Lump sum (Set, Months, Days etc.)	UNDG Budget Category (1-7)	Spotlight EU contribution (USD)	UN Agency contribution (USD)	Total Phase II (USD)	Q3	Q4		

A. PROGRAMME OUTCOME COSTS

OUTCOME 1: Legislative and policy frameworks, based on evidence and in line with international human rights standards, on all forms of violence against women and girls and harmful practices are in place and translated into plans

Output 1.1: National and regional partners have strengthened evidence-based knowledge and capacities to assess gaps and draft new and/or strengthen existing legislations on ending VAWG, including DV/IPV, and/or gender equality and non-discrimination.

Activity 1.1.1: Etude quantitative et qualitative sur l'application du cadre législatif sur les VFF/VBG/PN

1	1.1	1.1.1	Contractual Services	UNWOMEN	56,400	-	56,400	-	-	-	-	4	-	-	-			
1	1.1	1.1.1	General Operating and Other Direct Cost	UNWOMEN	920		920	-	-	-	-	7	-	-	-			
1	1.1	1.1.1	General Operating and Other Direct Cost	UNWOMEN	11,085		11,085	-	-	-	-	7	-	-	-			
Sub-Total Activity 1.1.1:					68,405	-	68,405	-	-	-	-	-	-	-	-			

Activity 1.1.2: Organiser des sessions de sensibilisation des leaders religieux et coutumiers, les parlementaires et les juges (tous les acteurs de la chaîne) sur les dispositions discriminatoires issues de l'étude

1	1.1	1.1.2	Transfers and Grant to Counterparts	UNWOMEN	100,000		100,000	-	-	-	-	6	-	-	-			
Sub-Total Activity 1.1.2 :					100,000	-	100,000	-	-	-	-	-	-	-	-			

Activity 1.1.3: Formation des relais pour la mobilisation sociale et le plaidoyer en lien avec la réforme du cadre législatif et le changement des comportements et moeurs sociaux

1	1.1	1.1.3	Transfers and Grant to Counterparts	UNWOMEN	105,000		105,000	-	-	-	-	6	-	-	-			
Sub-Total Activity 1.1.3:					105,000	-	105,000	-	-	-	-	-	-	-	-			

Activity 1.1.4: Conduite d'une analyse comparative du cadre légal national sur les VSBG/PN/SSR en lien avec les coutumes

1	1.1	1.1.4	Contractual Services	UNICEF	64,200		64,200	-	-	-	-	4	-	-	-			
1	1.1	1.1.4	General Operating and Other Direct Cost	UNICEF	880		880	-	-	-	-	7	-	-	-			
1	1.1	1.1.4	Transfers and Grant to Counterparts	UNICEF	16,875		16,875	-	-	-	-	6	-	-	-			
Sub-Total Activity 1.1.4:					81,955	-	81,955	-	-	-	-	-	-	-	-			

Activity 1.1.5: Atelier de partage et d'information avec les acteurs institutionnels aux niveaux national, régional et local pour renforcer leur capacité à défendre le projet de réforme législative et l'application des lois existantes dans les 08 régions du pays

1	1.1	1.1.5	Contractual Services	UNICEF	-		-	-	-	-	-	4	-	-	-			
1	1.1	1.1.5	General Operating and Other Direct Cost	UNICEF	-		-	-	-	-	-	7	-	-	-			

PHASE II AWP														Grand Total Phase I +II			Narrative Description for Phase II	Additional Information		Narrative Description for Phase II
UN Agency contribution (USD)	Y4- 2022				Spotlight EU contribution (USD)	UN Agency contribution (USD)	Y4- 2023				Spotlight EU contribution (USD)	UN Agency contribution (USD)	Grand Total Phase I+II (USD)	Narrative Description for Phase II	Delivery Modality	SRHR tagging (Africa Only)				
	Q1	Q2	Q3	Q4			Q1	Q2	Q3	Q4										
					-	-						56,400	-		56,400	Completed in Phase I	Payment to consultancy	Yes		
					-	-						920	-	920	Completed in Phase I	Other	No			
					-	-						11,085	-	11,085	Completed in Phase I	Other	No			
					-	-						68,405	-	68,405						
					-	-						100,000	-	100,000	Completed in Phase I	Payment / transfer to CSO	No			
					-	-						100,000	-	100,000						
					-	-						105,000	-	105,000	Completed in Phase I	Payment / transfer to CSO	No			
					-	-						105,000	-	105,000						
					-	-						64,200	-	64,200	Completed in Phase I	Payment to an Individual Consultant	Yes			
					-	-						880	-	880	Completed in Phase I	Other (anything that does not fit in the above)	Yes			
					-	-						16,875	-	16,875	Completed in Phase I	Payment / transfer to CSO	Yes			
					-	-						81,955	-	81,955						
					-	-						-	-	0	Completed in Phase I	Payment to an Individual Consultant	Yes			
					-	-						-	-	0	Completed in Phase I	Other (anything that does not fit in the above)	Yes			

1	1.1	1.1.5	General Operating and Other Direct Cost	UNICEF	-	-	-	-	-	-	7	-	-	-	-	-	-	
1	1.1	1.1.5	Transfers and Grant to Counterparts	UNICEF	-	-	-	-	-	-	6	-	-	-	-	-	-	
Sub-Total Activity 1.1.5:					-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Activity 1.1.6 : Conduite des consultations par les avocats de genre, avec les décideurs, les leaders d'opinion, les chefs traditionnels/religieux, les élu(e)s locaux, les femmes leaders dans toutes les régions du pays,et développement de la trousse des avocats genre																		
1	1.1	1.1.6	Transfers and Grant to Counterparts	UNWOMEN	150,000	-	150,000	-	-	-	6	-	-	-	-	-	-	
Sub-Total Activity 1.1.6 :					150,000	-	150,000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Activity 1.1.7 : Elaboration des avant projets de textes (lois et décrets) pour soutenir le plaidoyer / révision du projet de réforme du Code du Statut des Personnes et Code de l'Enfant y compris les arrêtés sur la scolarisation de la jeune fille.																		
1	1.1	1.1.7	Transfers and Grant to Counterparts	UNWOMEN	70,000	-	70,000	-	-	-	6	-	-	-	-	-	-	
Sub-Total Activity 1.1.7:					70,000	-	70,000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Activity 1.1.8 : Organiser des dialogues de haut niveau sur les résultats de l'étude du cadre légal avec le Conseil Constitutionnel, l'Assemblée Nationale (femmes parlementaires), la Magistrature, le Conseil Economique, Social et Culturel et les OSC																		
1	1.1	1.1.8	General Operating and Other Direct Cost	UNDP	157,436	-	157,436	15	4,000	1	Year	7	15,000	-	15,000	-	-	
Sub-Total Activity 1.1.8:					157,436	-	157,436	-	-	-	-	-	15,000	-	15,000	-	-	
Activity 1.1.9 Diffuser des informations et des connaissances sur les politiques, les stratégies, la législation, les statistiques parmi les acteurs clés, en renforçant leurs capacités en matière de promotion des droits des femmes et de plaidoyer																		
1	1.1	1.1.9	Transfers and Grant to Counterparts	UNWOMEN	-	-	-	1	115,000	1	Lumpsum	6	78,007	25,000	115,000	-	-	
1	1.1	1.1.9	Staff and Personnel	UNWOMEN	-	-	-	1	2,840	18	Months	1	63,120	-	51,127	x	x	17,042
Sub-Total Activity 1.1.9 :					-	-	-	-	-	-	-	-	141,127	25,000	166,127	-	-	17,042
Sub-Total Output 1.1:					732,796	-	732,796	-	-	-	-	-	156,127	25,000	181,127	-	-	-

Output 1.2: les parlementaires, et les institutions de l'état et des Droits de l'Homme ont des capacités renforcées pour défendre et participer à l'élaboration des lois et politiques sur les droits des femmes et des filles, y compris les VSBG/PN en lien avec les SR/SHSR, l'égalité des sexes et la non-discrimination.

Activity 1.2.1: Développement/révision des supports de formation sur les VBG et la légistique																	
1	1.2	1.2.1	Contractual Services	UNFPA	-	12,000	-	1	500	24	days	4	12,000	-	12,000	-	
1	1.2	1.2.1	Supplies, Commodities, Materials	UNFPA	-	3,000	-	1	3,000	1	Lumpsum	2	3,000	-	3,000	-	
Sub-Total Activity 1.2.1:					-	15,000	-						15,000	-	15,000	-	
Activity 1.2.2: Formation des formateurs des modules de 1.2.1																	
1	1.2	1.2.2	Contractual Services	UNWOMEN	13,720		13,720					4	-	-	-	-	
1	1.2	1.2.2	General Operating and Other Direct Cost	UNWOMEN	6,048		6,048					7	-	-	-	-	
Sub-Total Activity 1.2.2:					19,768	-	19,768						-	-	-	-	
Activity 1.2.3: Sessions de formation (parlementaires, magistrats)																	
1	1.2	1.2.3	Transfers and Grant to Counterparts	UNDP	50,000		50,000	5	10,000	1	Year	6	25,000	-	25,000	25,000	
Sub-Total Activity 1.2.3:					50,000	-	50,000						25,000	-	25,000	25,000	
Activity 1.2.4: Appuyer l'application du décret portant sur la protection de la fille en cours de scolarité																	
1	1.2	1.2.4	Supplies, Commodities, Materials	UNICEF	-		-					2	-	-	-	-	
1	1.2	1.2.4	Transfers and Grant to Counterparts	UNICEF	70,000		70,000					6	-	-	-	-	
Sub-Total Activity 1.2.4:					70,000	-	70,000						-	-	-	-	
Sub-Total Output 1.2:					139,768	15,000	154,768						40,000	-	40,000	-	25,000
Sub-Total:					872,564	15,000	887,564						196,127	25,000	221,127	-	25,000
OUTCOME 2: Les systèmes et institutions nationaux et régionaux sont habilités à planifier, financer et mettre en œuvre des programmes multisectoriels de prévention et de lutte contre la violence à l'égard des femmes et des filles, ainsi que des pratiques néfastes, notamment par la mise en œuvre des ODD.																	
Output 2.1: Les Ministères sectoriels (Promotion de la Femme, Population, Santé, Éducation, Plan, Finances, Jeunesse, Culture, Agriculture, Justice, Défense et Sécurité), ainsi que les collectivités territoriales ont les capacités nécessaires pour élaborer et mettre en œuvre des plans et stratégies sectoriels et locaux budgétisés intégrant la lutte contre les VFFF, y compris les VSBG/PN.																	
Activity 2.1.1: Evaluation des besoins des institutions publiques en PBSG et élaboration d'un plan de renforcement des capacités																	
2	2.1	2.1.1	Contractual Services	UNWOMEN	60,000		60,000					4	-	-	-	-	
Sub-Total Activity 2.1.1:					60,000	-	60,000						-	-	-	-	
Activity 2.1.2: Développement/révision des supports de formation sur la PBSG et formation des formateurs																	
2	2.1	2.1.2	Contractual Services	UNWOMEN	44,450		44,450					4	-	-	-	-	

2	2.1	2.1.2	General Operating and Other Direct Cost	UNWOMEN	1,060		1,060					7	-	-	-			
Sub-Total Activity 2.1.2:					45,510	-	45,510						-	-	-			
Activity 2.1.3: Conduite des sessions de formation des formateurs des cadres centraux et déconcentrés des Ministères sectoriels concernés dont l'éducation, la santé																		
2	2.1	2.1.3	Transfers and Grant to Counterparts	UNWOMEN	50,000		50,000					6	-	-	-			
2	2.1	2.1.3	General Operating and Other Direct Cost	UNWOMEN	30,000		30,000					7	-	-	-			
Sub-Total Activity 2.1.3:					80,000	-	80,000						-	-	-			
Activity 2.1.4: Accompagnement technique des ministères sectoriels en vue de la formulation des plans et budgets sectoriels sensibles au genre / aux VBG à travers les Cellules Genre																		
2	2.1	2.1.4	Transfers and Grant to Counterparts	UNDP	200,000		200,000					6	-	-	-			
Sub-Total Activity 2.1.4:					200,000	-	200,000						-	-	-			
Activity 2.1.5: Accompagnement technique des communes des 4 sites d'intervention en vue de l'élaboration des PDC sensible au genre/aux VBG avec une priorisation du WASH/GHM dans le secteur de l'éducation, l'autonomisation économique de la femme rurale, la promotion des emplois jeunes pour filles et garçons descolarisés.																		
2	2.1	2.1.5	Transfers and Grant to Counterparts	UNDP			-					6	-	-	-			
2	2.1	2.1.5	Transfers and Grant to Counterparts	UNFPA			-					6	-	-	-			
Sub-Total Activity 2.1.5:					-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Activity 2.1.6: Appui aux ministères sectoriels clés à travers l'octroi de 30 000 kits de produits d'hygiène et désinfectants et équipements de protection pour assurer la continuité des services déconcentrés des quatre régions cibles																		
2	2.1	2.1.6	Supplies, Commodities, Materials	UNDP	200,000		200,000					2	-	-	-			
Sub-Total Activity 2.1.6:					200,000	-	200,000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Activity 2.1.7: Appui au fonctionnement et équipement du Ministère de promotion de la femme et de la protection de la femme pour la coordination ainsi que les réunions du comités technique et de pilotage (UNDP, ONUFEMMES)																		
2	2.1	2.1.7	Transfers and Grant to Counterparts	UNWOMEN	50,000		50,000					6	-	-	-			
Sub-Total Activity 2.1.7:					50,000	-	50,000						-	-	-	-	-	-
Activity 2.1.8: Sensibilisation et formation des membres de la commission finance de l'assemblée nationale sur la planification et la budgétisation sensible au genre pour l'augmentation des budgets de certains ministères sectoriels comme celui de la santé, de la justice, de la promotion de la femme et de la protection de l'enfant																		
2	2.1	2.1.8	Transfers and Grant to Counterparts	UNWOMEN	40,000		40,000					6	-	-	-			
Sub-Total Activity 2.1.8:					40,000	-	40,000						-	-	-	-	-	-
Activity 2.1.9: Appui aux mécanismes de coordination régionale incluant les groupes marginalisés ou qui subissent les formes de discriminations croisées																		
2	2.1	2.1.9	Contractual Services	UNDP			-	1	12,500	2	Months	4	50,000					50,000

2	2.1	2.1.9	Transfers and Grant to Counterparts	UNDP			-	1	25,000	1	Lumpsum	6	-	25,000	25,000			
Sub-Total Activity 2.1.9							-						50,000	25,000	75,000			-
Activity 2.1.10: Renforcement des capacités de fonctionnement de l'ONPG pour éliminer toutes les formes de violences faites aux femmes et aux filles																		
2	2.1	2.1.10	Transfers and Grant to Counterparts	UNDP			-	1	12,500	4	Months	6	25,000	25,000	50,000			
2	2.1	2.1.10	Equipment, Vehicles, and Furnitures	UNDP			-	1	114,597	1	Lumpsum	3	114,597		114,597	x	x	25,000
Sub-Total Activity 2.1.10							-						139,597	25,000	164,597			25,000
Activity 2.1.11: Appuyer l'évaluation (i) de la Politique Nationale de Genre et de son Plan d'action, (ii) de la Stratégie Nationale de Prévention et de Réponse aux VBG, et de son Plan d'action, (iii) du Plan Stratégique National pour Mettre Fin au Mariage d'Enfants																		
2	2.1	2.1.11	General Operating and Other Direct Cost	UNFPA	-		-	1	40,000	1	Year	7	30,000	10,000	40,000		x	30,000
2	2.1	2.1.11	Contractual Services	UNWOMEN			-	1	40,000	1	Year	4	30,000	10,000	40,000			
2	2.1	2.1.11	Transfers and Grant to Counterparts	UNICEF			-	1	50,000	1	Year	6	30,000	20,000	50,000			
Sub-Total Activity 2.1.11							-						90,000	40,000	130,000	-	-	30,000
Sub-Total Output 2.1:					675,510	-	675,510						279,597	90,000	369,597	-	-	55,000
Sub-Total:					675,510	-	675,510						279,597	90,000	369,597	-	-	55,000

OUTCOME 3: Les normes, les attitudes et les comportements sociaux équitables en matière de genre changent aux niveaux communautaire et individuel pour prévenir les VFFF/VSBG/PN et promouvoir les droits en santé sexuelle et reproductive des femmes et des filles

Output 3.1: Des programmes scolaires visant à promouvoir des normes et des attitudes positives à l'égard des femmes et des filles sont élaborés et mis en œuvre dans les établissements d'enseignement formel et non formel et des programmes, y compris des dialogues communautaires et des campagnes d'information pour promouvoir des normes et des attitudes positives à l'égard des femmes et des filles quant à leurs droits, y compris en SSR

Activity 3.1.1: Appui à la mise en place et fonctionnement des clubs de santé scolaire et infirmeries scolaires																
3	3.1	3.1.1	Transfers and Grant to Counterparts	UNFPA	-	98,107	98,107	10	12,000	1	Year	6	-	120,000	120,000	
3	3.1	3.1.1	Supplies, Commodities, Materials	UNFPA	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	-	
Sub-Total Activity 3.1.1:					-	98,107	98,107						-	120,000	120,000	-
Activity 3.1.2: Formation de base des enseignants en ESRAJ à l'Ecole Normale Supérieure de l'UAMD																
3	3.1	3.1.2	Contractual Services	UNFPA	-	-	-	1	500	37	Days	4	18,500	-	18,500	
3	3.1	3.1.2	Transfers and Grant to Counterparts	UNFPA	16,023	-	16,023	-	-	-	-	6	-	-	-	
Sub-Total Activity 3.1.2:					16,023	-	16,023						18,500	-	18,500	-
Activity 3.1.3: Promotion de la Gestion d'hygiene menstruelle pour les filles scolarisées aux régions (Tillabéri, Tahoua, Maradi, Zinder, Dosso et Niamey)																
3	3.1	3.1.3	Transfers and Grant to Counterparts	UNICEF	150,000	-	150,000	-	-	-	-	6	-	-	-	
3	3.1	3.1.3	Transfers and Grant to Counterparts	UNICEF	60,000	-	60,000	-	-	-	-	6	-	-	-	
3	3.1	3.1.3	Transfers and Grant to Counterparts	UNICEF	100,000	-	100,000	1	300,000	1	Year	6	300,000	-	300,000	-
Sub-Total Activity 3.1.3:					310,000	-	310,000						300,000	-	300,000	-
Activity 3.1.4: Promotion de l'hygiène menstruelle au niveau communautaire																
3	3.1	3.1.4	Transfers and Grant to Counterparts	UNWOMEN	145,000	-	145,000	-	-	-	-	6	-	-	-	
Sub-Total Activity 3.1.4:					145,000	-	145,000						-	-	-	-
Sub-Total Output 3.1:					471,023	98,107	569,130	-	-	-	-	-	318,500	120,000	438,500	-
Output 3.2: Des plateformes communautaires de plaidoyer sont établies / renforcées pour développer des stratégies et des programmes, y compris des dialogues communautaires et des campagnes d'information pour promouvoir la masculinité positive, et l'adoption des normes et des attitudes positives à l'égard des femmes et des filles quant à leurs droits, y compris en SSR																
Activity 3.2.1: Mener une étude pour comprendre l'ampleur et les déterminants de la persistance des VSBG																
3	3.2	3.2.1	Contractual Services	UNFPA	82,000	40,000	122,000	-	-	-	-	4	-	-	-	

3	3.2	3.2.1	Transfers and Grant to Counterparts	UNFPA	51,443		51,443					6	-		-				
Sub-Total Activity 3.2.1:					133,443	40,000	173,443												
Activity 3.2.2 : Utiliser les résultats de 3.1.1 pour développer des stratégies intégrées pour changer les attitudes, les normes et les pratiques discriminatoires																			
3	3.2	3.2.2	Contractual Services	UNFPA	-	30,000	30,000	-	-	-	-	4	-		-				
3	3.2	3.2.2	Transfers and Grant to Counterparts	UNFPA	-		-	-	-	-	-	6	-		-				
Sub-Total Activity 3.2.2:					-	30,000	30,000												
Activity 3.2.3: Mener une étude sur l'impact de la combinaison des initiatives communautaires dans les villages (recherche-action)																			
3	3.2	3.2.3	Contractual Services	UNFPA	-		-	-	-	-	-	4	-		-				
3	3.2	3.2.3	General Operating and Other Direct Cost	UNFPA	15,922		15,922					7							
3	3.2	3.2.3	Travel	UNFPA	3,263		3,263					5							
3	3.2	3.2.3	Supplies, Commodities, Materials	UNFPA	29,777		29,777					2							
3	3.2	3.2.3	Transfers and Grant to Counterparts	UNFPA	-		-					6							
Sub-Total Activity 3.2.3:					48,962	-	48,962												
Activity 3.2.4:Développer des contenus (écrit et vidéo) de communication ciblés sur les VFFF dissimulés par les communications novatrices (Whatsapp, Facebook, etc.)																			
3	3.2	3.2.4	Transfers and Grant to Counterparts	UNFPA	23,326	50,000	73,326	-	-	-	-	6	-		-				
Sub-Total Activity 3.2.4:					23,326	50,000	73,326												
Activity 3.2.5:Elaboration d'une stratégie de communication pour le changement de comportement																			
3	3.2	3.2.5	Contractual Services	UNICEF	60,000		60,000	-	-	-	-	4	-		-				
3	3.2	3.2.5	Transfers and Grant to Counterparts	UNICEF	29,320		29,320	-	-	-	-	6	-		-				
3	3.2	3.2.5	General Operating and Other Direct Cost	UNICEF	1,000		1,000	-	-	-	-	7	-		-				
Sub-Total Activity 3.2.5:					90,320	-	90,320												
Activity 3.2.6: Opérationnalisation de la stratégie de communication pour le changement de comportement des bénéficiaires du programme (production de pagivolve, boîte à image, élaboration des messages audios/écrits et gestuelle																			
3	3.2	3.2.6	Contractual Services	UNICEF	-		-	1	60,000	1	Year	4	60,000		60,000				
Sub-Total Activity 3.2.6:					-	-	-	-	-	-	-		60,000	-	60,000	-	-	-	-
Activity 3.2.7 : Organisation des campagnes de mobilisation sociale sur les VSBG/PN/SR en tant de COVID-19																			
3	3.2	3.2.7	Contractual Services	UNICEF	300,000	-	300,000	-	-	-	-	4	-		-				
3	3.2	3.2.7	Transfers and Grant to Counterparts	UNICEF	51,462	-	51,462	-	-	-	-	6	-		-				
Sub-Total Activity 3.2.7:					351,462	-	351,462												
Activity 3.2.8 : Renforcement du contenu des messages ciblant les VFFF/VBG/PN/SR dans les émissions radio y compris les prêches																			
3	3.2	3.2.8	Transfers and Grant to Counterparts	UNICEF	-		-	-	-	-	-	6	-		-				

3	3.2	3.2.8	Transfers and Grant to Counterparts	UNICEF	-	-	-	-	-	-	6	-	-	-	-	-	-
3	3.2	3.2.8	Transfers and Grant to Counterparts	UNFPA	25,936	22,000	47,936	-	-	-	6	-	-	-	-	-	-
Sub-Total Activity 3.2.8:					25,936	22,000	47,936	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Activity 3.2.9 : Production de theatre interactif sur les VFFF/ PN/ SR avec dialogue intergenerational aux régions (Tillaberi, Tahoua, Maradi, Zinder, Dosso et Niamey)																	
3	3.2	3.2.9	Transfers and Grant to Counterparts	UNICEF	350,616	-	350,616	60	3,917	1	Year	6	185,000	50,000	235,000	x	x
Sub-Total Activity 3.2.9:					350,616	-	350,616	-	-	-	-	185,000	50,000	235,000	-	-	-
Activity 3.2.10 : Renforcement des plateformes multiacteurs et le club des hommes actifs (renforcement de 30 plateformes)																	
3	3.2	3.2.10	Transfers and Grant to Counterparts	UNWOMEN	90,000	-	90,000	-	-	-	-	6	-	-	-	-	-
Sub-Total Activity 3.2.10:					90,000	-	90,000	-	-	-	-	6	-	-	-	-	-
Activity 3.2.11: Appui au renforcement des capacités des adolescentes, adolescents et les communautés à travers l'initiative Adolescentes "Illimin" et ACPE (Approche communautaire pour la protection de l'enfant) pour un changement social																	
3	3.2	3.2.11	Transfers and Grant to Counterparts	UNICEF	995,685	344,715	1,340,400	225	2,133	1	Year	6	280,000	200,000	480,000	-	-
3	3.2	3.2.11	Transfers and Grant to Counterparts	UNICEF	-	-	-	75	2,667	1	Year	6	150,000	50,000	200,000	-	-
3	3.2	3.2.11	Travel	UNICEF	-	-	-	5	4,000	1	Year	5	20,000	-	20,000	-	-
3	3.2	3.2.11	Transfers and Grant to Counterparts	UNFPA	770,199	-	770,199	1	355,000	1	Year	6	355,000	-	355,000	-	-
3	3.2	3.2.11	Travel	UNFPA	13,458	-	13,458	-	-	-	-	5	-	-	-	-	-
3	3.2	3.2.11	Supplies, Commodities, Materials	UNFPA	15,052	-	15,052	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-
3	3.2	3.2.11	Contractual Services	UNFPA	1,706	-	1,706	-	-	-	-	4	-	-	-	-	-
3	3.2	3.2.11	General Operating and Other Direct Cost	UNFPA	11,583	-	11,583	-	-	-	-	7	-	-	-	-	-
Sub-Total Activity 3.2.11:					1,807,683	344,715	2,152,398	-	-	-	-	805,000	250,000	1,055,000	-	-	-
Activity 3.2.12 : Mettre en place un mécanisme communautaire fédérateur des initiatives pour maximiser les impacts (Appuyer les rencontres cantonales et regionales des acteurs pour une meilleure fédération des intervention, et un renforcement de la synergie pour avoir plus d'impact)																	

3	3.2	3.2.12	Transfers and Grant to Counterparts	UNFPA	225,755		225,755	240	1,417	1	Year	6	140,000	200,000	340,000			
Sub-Total Activity 3.2.12:					225,755	-	225,755	-	-	-	-	-	140,000	200,000	340,000	-	-	-
Activity 3.2.13: Utiliser les Ecoles des Maris et les clubs des futurs maris pour transformer les hommes et les garçons en agents de changements de comportements positifs sur les VSBG																		
3	3.2	3.2.13	Transfers and Grant to Counterparts	UNFPA	-		-	-	-	-	-	6	-		-			
Sub-Total Activity 3.2.13:					-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Activity 3.2.14 Mettre en place les clubs Dimitra pour renforcer la protection des femmes et des filles et éviter des comportements nocifs (faire le suivi des club existants et relancer leurs activités)																		
3	3.2	3.2.14	Transfers and Grant to Counterparts	UNWOMEN	97,700		97,700	500	120	1	Year	6	60,000		60,000			-
Sub-Total Activity 3.2.14:					97,700	-	97,700	-	-	-	-	-	60,000	-	60,000	-	-	-
Activity 3.2.15 Formation des parajuristes communautaire pour sensibiliser et servir de modèles aux survivantes des VSBG (Appuyer les activités des parajuristes communautaires dans les 4 regions Spotlight)																		
3	3.2	3.2.15	Transfers and Grant to Counterparts	UNFPA	299,735		299,735	600	46	1	Year	6	27,373		27,373			
Sub-Total Activity 3.2.15:					299,735	-	299,735	-	-	-	-	-	27,373	-	27,373	-	-	-
Activity 3.2.16 Renforcer le partenariat avec les Chefs Traditionnels sur la lutte contre les VSBG aux régions tout en incluant des sessions sur la prévention de l'exploitation et de l'abus sexuel (Tillaberi, Tahoua, Maradi, Zinder)																		
3	3.2	3.2.16	Transfers and Grant to Counterparts	UNICEF	298,273	80,000	378,273	50	2,910	1	Year	6	120,500	25,000	145,500			
3	3.2	3.2.16	Transfers and Grant to Counterparts	UNFPA	174,018	40,000	214,018	60	3,167	1	Year	6	150,000	40,000	190,000			
Sub-Total Activity 3.2.16:					472,291	120,000	592,291				-	-	270,500	65,000	335,500	-	-	-

Activity 3.2.17 : Appuyer le Conseil Islamique National dans la sensibilisation des imams pour des prêches sur les VSBG															
3	3.2	3.2.17	Contractual Services	UNFPA	-	-	-	-	-	-	4	-	-	-	-
Sub-Total Activity 3.2.17:					-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Activity 3.2.18 Organisation de campagne de sensibilisation et de recherche active des cas de fistules Obstétricales dans les grandes localités des régions															
3	3.2	3.2.18	Transfers and Grant to Counterparts	UNFPA	-	60,000	60,000	-	-	-	6	-	-	-	-
Sub-Total Activity 3.2.18:					-	60,000	60,000	-	-	-	-	-	-	-	-
Activity 3.2.19: Renforcer les capacités des maîtres coraniques en droit humain, VBGs, protection de l'enfant, genre, citoyenneté et culture de la paix pour un enseignement coranique sensible aux questions de genre dans 300 makaranta. Mettre en place des cadres d'échanges pour les maître coraniques sur les questions de genre et VBGs															
3	3.2	3.2.19	Transfers and Grant to Counterparts	UNFPA	-	-	38	5,921	1	Year	6	0	225,000	225,000	-
Sub-Total Activity 3.2.19:					-	-	-	-	-	-	-	-	225,000	225,000	-
Activity 3.2.20: Mettre en place des cadres d'échanges pour les maître coraniques sur les questions de genre et VBGs															
3	3.2	3.2.20	Transfers and Grant to Counterparts	UNFPA	-	-	4	6,250	1	Year	6	-	25,000	25,000	-
Sub-Total Activity 3.2.20:					-	-	-	-	-	-	-	-	25,000	25,000	-
Activity 3.2.21: Renforcer les capacités des structures scolaires et universitaires dans huit régions sur les VBG à partir de l'approche participative avec slogan "leaders de demain pour zéro VBG"															
3	3.2	3.2.21	Transfers and Grant to Counterparts	UNFPA	-	-	8	15,000	1	Lumpsum	6	120,000	120,000	120,000	-
Sub-Total Activity 3.2.21:					-	-	-	-	-	-	-	-	120,000	120,000	-

Activity 3.2.22: Appuyer l'intégration des modules sur les questions de VBG/PN dans les programmes des écoles de formation de l'école de Police, de Gendarmerie, des infirmiers et des sages-femmes, tout en renforçant les acquis à l'Ecole Normale Supérieure																		
3	3.2	3.2.22	Transfers and Grant to Counterparts	UNFPA	-	-	-	3	20,000	1	Year	6	60,000	60,000				
Sub-Total Activity 3.2.22:					-	-	-	-	-	-	-	-	60,000	-	60,000	-	-	-
Activity 3.2.23 Appui à la mise en œuvre du plan de communication visibilité																		
3	3.2	3.2.23	Staff and Personnel	UNICEF	-	-	-	1	11,018	18	Months	1	198,320	198,320	x	x	66,107	
3	3.2	3.2.23	Contractual Services	UNICEF	-	-	-	1	135,775	1	Lump sum	4	135,775	135,775	x	x		
Sub-Total Activity 3.2.23:					-	-	-						334,095	-	334,095		66,107	
Sub-Total Output 3.2:					4,017,229	666,715	4,683,944						2,061,968	815,000	2,876,968	-	-	
Sub-Total:					4,488,252	764,822	5,253,074						2,380,468	935,000	3,315,468			

OUTCOME 4: Women and girls who experience violence and harmful practices use available, accessible, acceptable, and quality essential services including for long term recovery from violence

Output 4.1: Les structures étatiques et non étatiques (santé, police, justice, services sociaux et organisations de défense des droits des femmes) ont de meilleures connaissances et des capacités suffisantes pour mettre en place et fournir des services de qualité et coordonnés, y compris des services de DSSR, de manière éthique, aux femmes et aux filles victimes de violence et de pratiques néfastes.

Activity 4.1.1: Mapping des Services Essentiels et évaluation des besoins des groupes de métiers y afférents(Tahoua et Tillabery)																		
4	4.1	4.1.1	Transfers and Grant to Counterparts	UNFPA	-	-	-					6	-	-	-			
4	4.1	4.1.1	Travel	UNFPA	-	-	-	1	26,814	1	Year	5	26,814	26,814				
Sub-Total Activity 4.1.1:					-	-	-						26,814	-	26,814		-	
Activity 4.1.2: Développer des SOP sur la fourniture des Services Essentiels basés sur les standards minimums de prise en charge des VBG																		
4	4.1	4.1.2	Transfers and Grant to Counterparts	UNFPA	5,966	-	5,966	4	5,000	1	Year	6	10,000	10,000	20,000			
Sub-Total Activity 4.1.2:					5,966	-	5,966						10,000	10,000	20,000			-
Activity 4.1.3: Formations continues du personnel des Services Essentiels en matière de DSSR, VSBG, non-jugement et SOP.(80 personnels)																		
4	4.1	4.1.3	Transfers and Grant to Counterparts	UNFPA	592,254	-	592,254	6	10,000	1	Year	6	50,000	10,000	60,000			
4	4.1	4.1.3	Contractual Services	UNFPA	65,720	-	65,720					4	-	-	-			

4	4.1	4.1.3	Supplies, Commodities, Materials	UNFPA	4,820						2							
4	4.1	4.1.3	Travel	UNFPA	79,696						5							
4	4.1	4.1.3	General Operating and Other Direct Cost	UNFPA	74,564						7							
4	4.1	4.1.3	Transfers and Grant to Counterparts	UNFPA			-				6	-	-		-			
Sub-Total Activity 4.1.3:					817,055	-	657,974					50,000	10,000		60,000			-

Activity 4.1.4 : Révision des modules de formation qualifiants des FDS en service pour intégrer les thématiques des VBG

4	4.1	4.1.4	Transfers and Grant to Counterparts	UNICEF	-		-				6	-			-			
4	4.1	4.1.4	Travel	UNFPA	-	50,000	50,000				5	-	-		-			
Sub-Total Activity 4.1.4:					-	50,000	50,000					-	-		-			-
Sub-Total Output 4.1:					823,021	50,000	713,940					86,814	20,000		106,814			-

Output 4.2: Les femmes et les filles survivantes de violence, y compris les femmes exposées à des formes de discrimination croisées, en particulier les femmes et les filles handicapées, migrantes ou en situation de vulnérabilité, ont des connaissances suffisantes et un accès accru à des services essentiels intégrés de qualité pour la prévention, la protection et les soins contre les VSBG et les PN, y compris des services de DSSR

Activity 4.2.1: Mise en place d'un système de prise en charge holistique des survivants basé sur les résultats du mapping

4	4.2	4.2.1	Transfers and Grant to Counterparts	UNFPA	1,192,245	125,000	1,317,245	2	137,783	1	Months	6	275,565		275,565		X	17,778
4	4.2	4.2.1	General Operating and Other Direct Cost	UNWOMEN	303,058		303,058	2	115,000	1	Lumpsim	7	230,000	-	230,000			
Sub-Total Activity 4.2.1:					1,495,303	125,000	1,620,303						505,565	-	505,565			17,778

Activity 4.2.2: Appui au services essentiels juridiques et judiciaires

4	4.2	4.2.2	Transfers and Grant to Counterparts	UNDP	250,000		250,000	25	4,320	1	Year	6	191,000		191,000	x	x	47,000
4	4.2	4.2.2	Equipment, Vehicles, and Furnitures	UNDP	280,000		280,000	1	108,000	1	Year	3	70,000		70,000			
4	4.2	4.2.2	Transfers and Grant to Counterparts	UNDP	50,000		50,000	16	3,125	1	Year	6	50,000		50,000			15,000
Sub-Total Activity 4.2.2:					580,000	-	580,000						311,000	-	311,000			62,000

Activity 4.2.3: Appui à la réinsertion socio-économique des femmes survivantes des VBGs

4	4.2	4.2.3	Transfers and Grant to Counterparts	UNDP	803,885		803,885	4	133,750	1	Year	6	500,000	35,000	535,000	x	x	57,797
---	-----	-------	-------------------------------------	------	---------	--	----------------	---	---------	---	------	---	---------	--------	----------------	---	---	--------

Sub-Total Activity 4.2.3:		803,885	-	803,885							500,000	35,000	535,000			57,797	
Activity 4.2.4: Renforcement des capacités des travailleurs des CEPPP sur la prévention, prise en charge psychosociale, référencement des survivants																	
4	4.2	4.2.4	Transfers and Grant to Counterparts	UNICEF	446,800		446,800				6	-		-			
4	4.2	4.2.4	Travel	UNICEF	22,380		22,380				5	-		-			
4	4.2	4.2.4	Equipment, Vehicles, and Furnitures	UNICEF	108,000		108,000				3	-	-	-			
4	4.2	4.2.4	Supplies, Commodities, Materials	UNICEF	30,000		30,000				2						
4	4.2	4.2.4	Transfers and Grant to Counterparts	UNICEF				4	47,500	1	Year	6	110,000	80,000		190,000	x x 30,000
4	4.2	4.2.4	Travel	UNICEF				5	4,000	1	Year	5	20,000	-		20,000	x x 5,000
Sub-Total Activity 4.2.4:		607,180	-	607,180								130,000	80,000	210,000			35,000
Activity 4.2.5: Appui au services essentiels de Police et de Gendarmerie																	
4	4.2	4.2.5	Transfers and Grant to Counterparts	UNFPA	-		-				6	-		-			
4	4.2	4.2.5	Travel	UNFPA	6,771						5						
4	4.2	4.2.5	General Operating and Other Direct Cost	UNFPA	-			1	110,000	1	Lumpsum	7	110,000			110,000	
Sub-Total Activity 4.2.5:		6,771	-	-								110,000	-	110,000			-
Activity 4.2.6: Renforcer les capacités des acteurs sur la prise en charge cliniques du viol 80 prestataires)																	
4	4.2	4.2.6	Transfers and Grant to Counterparts	UNFPA	-		-	4	15,000	1	Year	6	60,000			60,000	-

35,000					229,524	-				212,679		1,303,885	35,000	1,338,885			
					-	-						446,800	-	446,800	Formation des travailleurs sociaux des centres sociaux(CEPPP) des 24 départements pour les 4 régions (appui en carburant, cartes téléphoniques et suivi des cas réinséré dans la communauté). Activité de sensibilisation sur les VBG/PN/SR et les services de recours	Transfer to Government	No
					-	-						22,380	-	22,380	Suivi des activités lors des visites programmatiques et spots checks des partenaires	Other	No
					-	-						108,000	-	108,000	Motos pour le référencement des cas depuis les CEPPPs	Other	No
					-	-						30,000	-	30,000	Ordinateurs et accessoires		
20,000	x	x	x	x	80,000	60,000						110,000	80,000	190,000	Contribution aménagement des locaux pour salle d'écoute dans les CEPPPs	Transfer to Government	No
-	x				15,000	-						20,000	-	20,000	Suivi des partenaires de mise en œuvre	Other	No
					95,000	60,000						737,180	80,000	817,180			
					-	-						-	-	0	Le renforcement du système de collecte de données de routine sur la base du modèle du GBVIMS en vigueur dans l'humanitaire (Développement d'outils adaptés pour la collecte de données au niveau des structures fournissant des services aux survivant(e)s de violences, Entreprendre un diagnostic de la remontée des données entre les acteurs impliqués dans la prise en charge des victimes de VSBG PN, Développer un mécanisme efficace de remontée de données, assorti d'un dispositif de contrôle de qualité (fiabilité et validité) des données.)	Payment / transfer to CSO	Yes
	x	x			110,000	-						110,000	-	110,000	Former et équiper 120 points focaux police et gendarmes sur l'outil de collecte de données de routine(4 cessions de formatios de 10, 000 USD chacune et 70,000 USD pour l'achat des tablettes et ordinateurs)	Other	Yes
-					110,000	-						110,000	-	110,000			
		x	x		60,000	-						60,000	-	60,000	1.session de formation sur la prise en charge clinique du viol, l'audition des survivantes de VBG 2. Formations de 80 prestataires agents de santé sur la prise en charge clinique du viol en 4 cessions au niveau des 4 regions Spotlight	Payment / transfer to CSO	Yes

Sub-Total Activity 4.2.9:														100,000								160,000	-	160,000			
Activity 4.2.10: Staff PNUD																											
4	4.2	4.2.10	Staff and Personnel	UNDP			-	1	3,109	18	Months	1	55,955		55,955	X	X	10,693									
4	4.2	4.2.10	Staff and Personnel	UNDP				1	2,972	18	Months	1	53,493		53,493	X	X	18,719									
4	4.2	4.2.10	Staff and Personnel	UNDP				1	6,045	18	Months	1	38,084	70,727	108,810	X	X	7,202									
Sub-Total Activity 4.2.10:														150,000							147,531		218,258			36,614	
Sub-Total Output 4.2:					4,442,568	475,000	4,917,568							1,944,096	115,000	2,059,096											
Sub-Total:					5,265,589	525,000	5,790,589							2,030,910	135,000	2,165,910			-								

OUTCOME 5: Des données de qualité, désagrégées et comparables à l'échelle mondiale sur les différentes formes de violence à l'égard des femmes et des filles et les pratiques néfastes sont recueillies, analysées et utilisées conformément aux normes internationales pour éclairer les lois, les politiques et les programmes.

Output 5.1 : Les structures gouvernementales en charge des statistiques ont des capacités et des outils adaptés pour collecter régulièrement des données désagrégées selon l'âge, le lieu, le statut socioéconomique et le handicap, sur la VFFF, y compris les VSBG / PN, conformément aux normes internationales et régionales.

Activity 5.1.1: Le renforcement du système de collecte de données de routine sur la base du modèle du GBVIMS en vigueur dans l'humanitaire (Développement d'outils adaptés pour la collecte de données au niveau des structures fournissant des services aux survivant(e)s de violences, Entreprendre un diagnostic de la remontée des données entre les acteurs impliqués dans la prise en charge des victimes de VSBG PN, Développer un mécanisme efficace de remontée de données,

5	5.1	5.1.1	Transfers and Grant to Counterparts	UNFPA	155,834		155,834					6	-		-			
5	5.1	5.1.1	Contractual Services	UNFPA	-		-					4	-		-			
5	5.1	5.1.1	Travel	UNFPA	-		-					5	-		-			
5	5.1	5.1.1	Transfers and Grant to Counterparts	UNFPA	-		-	4	11,250	1	Year	6	45,000		45,000			
Sub-Total Activity 5.1.1:					155,834	-	155,834						45,000	-	45,000			

Activity 5.1.2: Appuyer les systèmes statistiques des Ministères concernés sectoriels pertinents pour renseigner les indicateurs du programme (ONPG/INS)

5	5.1	5.1.2	Transfers and Grant to Counterparts	UNFPA	84,972		84,972					6	-		-			
5	5.1	5.1.2	Travel	UNFPA	-		-					5	-		-			
5	5.1	5.1.2	Contractual Services	UNFPA	86,562							4						

5	5.1	5.1.2	General Operating and Other Direct Cost	UNFPA	-			1	50,000	1	Year	7	50,000			50,000			
Sub-Total Activity 5.1.2:					171,534	-	84,972						50,000	-		50,000			-
Activity 5.1.3: Renforcer les capacités techniques des structures fournissant des services (gestion des cas, réunions de coordination régionales) aux survivant(e)s de violences (y compris CSO)																			
5	5.1	5.1.3	Transfers and Grant to Counterparts	UNFPA	195,419		195,419	5	5,000	1	Year	6	25,000			25,000			
Sub-Total Activity 5.1.3:					195,419	-	195,419						25,000	-		25,000			-
Sub-Total Output 5.1:					522,787	-	522,787	-	-	-	-	-	120,000	-		120,000	-	-	-
Output 5.2 : Les données de qualité sur la prévalence et / ou l'incidence des violences faites aux femmes et aux filles, y compris les VSBG / PN/ SR, sont analysées, ventilées et publiées pour servir à la prise de décision et au suivi de l'ODD 5																			
Activity 5.2.1: Renforcer la collecte régulière des données par des enquêtes spécifiques portant sur les perceptions des populations cibles (annuellement)																			
5	5.2	5.2.1	Contractual Services	UNFPA	-		-					4	-			-			
5	5.2	5.2.1	Transfers and Grant to Counterparts	UNFPA	-		-					6	-	-		-			
5	5.2	5.2.1	Transfers and Grant to Counterparts	UNICEF	-		-					6	-	-		-			
Sub-Total Activity 5.2.1:					-	-	-						-	-		-	-	-	-
Activity 5.2.2: Plaidoyer en vue de redynamisation de l'observatoire national pour la promotion du genre																			
5	5.2	5.2.2	Supplies, Commodities, Materials	UNDP	20,000		20,000					2	-			-			
5	5.2	5.2.2	Contractual Services	UNDP	73,978		73,978					4	-	-		-			
5	5.2	5.2.2	Transfers and Grant to Counterparts	UNDP	3,000		3,000					6	-	-		-			
5	5.2	5.2.2	Supplies, Commodities, Materials	UNDP	25,000		25,000					2	-	-		-			
Sub-Total Activity 5.2.2:					121,978	-	121,978						-	-		-	-	-	-
Activity 5.2.3: Appuyer le ministère de la promotion de la femme (appui à l'ONGP à travers un consultant) pour la production/diffusion d'un rapport annuel sur les VBG, (publication annuelle statistique)																			
5	5.2	5.2.3	General Operating and Other Direct Cost	UNFPA	-		-	1	25,000	1	Lumpsum	7	25,000			25,000			
Sub-Total Activity 5.2.3:					-	-	-						25,000	-		25,000			-
Activity 5.2.4: Evaluation finale externe du programme en 2022																			
5	5.2	5.2.4	Contractual Services	UNWOMEN				1	68,091	1	Lumpsum	4	68,091			68,091			-

		Sub-Total Activity 5.2.4		-	-	-							68,091	-	68,091			
Activity 5.2.5: Mise en œuvre de la strategie de suivi du programme																		
5	5.2	5.2.5	General Operating and Other Direct Cost	UNDP			-	6	5,000	1	Year	7	30,000		30,000			
		Sub-Total Activity 5.2.5					-						30,000	-	30,000			
Activity 5.2.6: Prise en charge salaire M&E and reporting officer P3 (RCO)																		
5	5.2	5.2.6	Staff and Personnel	UNDP			-	1	11,438	18	Months	1	205,882		205,882	x	x	
		Sub-Total Activity 5.2.6					-						205,882	-	205,882			
Sub-Total Output 5.2:					121,978	-	121,978						328,973	-	328,973			
Sub-Total:					644,765	-	644,765						448,973	-	448,973			

OUTCOME 6: Les organisations de défense des droits des femmes et des filles et de la société civile, y compris celles représentant les jeunes et les groupes confrontés à des formes croisées de discrimination / marginalisation, influencent et font progresser plus efficacement l'égalité genre, l'autonomisation de la femme et de la fille et contribuent à l'élimination de la violence à leur égard.

Output 6.1 : Les organisations de défense des droits des femmes et de la société civile ont des opportunités et des soutiens accrus pour développer des partenariats et le réseautage avec d'autres parties prenantes (gouvernements, secteur privé, médias, etc.) aux niveaux national, régional et local, pour renforcer la prévention et la réponse aux VFFF y compris les VSBG/PN

Activity 6.1.1: Développement Organisationnel (DO) (renforcement des capacités managériales, operationelles, programmatiques, financières...)																		
6	6.1	6.1.1	Transfers and Grant to Counterparts	UNDP	20,370		20,370					6	-	-	-			
		Sub-Total Activity 6.1.1:			20,370	-	20,370						-	-	-			
Activity 6.1.2: Renforcement des Capacités (sécurité des Défenseurs des Droits des Femmes, la protection juridique et judiciaire des Défenseurs des Droits Humains, le management associatif incluant la capacité de planification stratégique, de plaider et de Fundraising, capacité de réseautage)																		
6	6.1	6.1.2	Transfers and Grant to Counterparts	UNDP	28,400		28,400					6	-	-	-			
		Sub-Total Activity 6.1.2:			28,400	-	28,400						-	-	-			
Activity 6.1.3: Création d'une e-plate forme et mise en place de mécanismes nationales de soutien et assistance aux DDF (SOP)																		
6	6.1	6.1.3	Transfers and Grant to Counterparts	UNWOMEN	21,560		21,560					6	-	-	-			
6	6.1	6.1.3	Transfers and Grant to Counterparts	UNWOMEN	4,420		4,420					6	-	-	-			
6	6.1	6.1.3	Transfers and Grant to Counterparts	UNWOMEN	8,520		8,520					6	-	-	-			
		Sub-Total Activity 6.1.3:			34,500	-	34,500						-	-	-			
Activity 6.1.4: Création d'espace au sein du mouvement des femmes en encourageant le dialogue intergénérationnel au sein des OSC sur l'égalité des genres et l'élimination des VFFF y compris l'implication des femmes et des filles dans la prévention et les réponses aux crises (COVID), en vue de la participation et de l'engagement des jeunes et en particulier des jeunes femmes																		
6	6.1	6.1.4	Transfers and Grant to Counterparts	UNWOMEN	84,840		84,840					6	-	-	-			
6	6.1	6.1.4	Transfers and Grant to Counterparts	UNWOMEN	12,840		12,840					6	-	-	-			
6	6.1	6.1.4	Travel	UNWOMEN	35,760		35,760					5	-	-	-			
		Sub-Total Activity 6.1.4:			133,440	-	133,440						-	-	-			
Activity 6.1.5 le Soutien à l'intégration d'organisations représentant les jeunes et d'autres groupes marginalisés confrontés à des formes de discrimination croisées dans des coalitions et des réseaux de groupes de défense des droits des femmes et de la société civile travaillant sur les VFFF																		
6	6.1	6.1.5	Transfers and Grant to Counterparts	UNFPA	84,815		84,815					6	-	-	-			

Sub-Total Activity 6.1.5:				84,815		84,815															
Activity 6.1.6: Appuyer la célébration des journées de promotion des droits des femmes et des filles et de lutte contre les VFFF en incluant des sessions de dialogue inter-générationnelle																					
6	6.1.	6.1.6	Transfers and Grant to Counterparts	UNWOMEN				1	100,000	1	Lumpsim	6	100,000					100,000	X	40,000	
6	6.1.	6.1.6	Travel	UNWOMEN				1	50,000	1	Lumpsim	5	50,000					50,000	X	20,000	
Sub-Total Activity 6.1.5:								1	150,000				150,000					150,000		60,000	
Activity 6.1.7: Duplication et vulgarisation du livret auprès des bénéficiaires(DDF) et les acteurs (FDS,Juge, CNDH, service technique nationales et déconcentrés...)																					
6	6.1.	6.1.7	Transfers and Grant to Counterparts	UNWOMEN				1	20,000	1		6	20,000					20,000		-	
6	6.1.	6.1.7	Contractual Services	UNWOMEN				1	4,551	18	Months	4	81,926					81,926	X	X	27,309
Sub-Total Activity 6.1.7:									24,551				101,926					101,926		27,309	
Sub-Total Output 6.1:				301,525		301,525							251,926					251,926			
Output 6.2 : Les organisations de défense des droits des femmes et les OSC représentant des groupes confrontés à des formes croisées de discrimination / marginalisation ont renforcé leurs capacités pour concevoir, mettre en œuvre et suivre les programmes VSBG/PN et assurer leur auto-protection																					
Activity 6.2.1: Evaluation des besoins en renforcement des capacités des DDF élargie aux organisations syndicales des femmes du secteur de l'éducation Y compris en dialogue politique et élaboration d'un plan de renforcement des capacités																					
6	6.2.	6.2.1	Transfers and Grant to Counterparts	UNWOMEN	73,120							6	-								
6	6.2.	6.2.1	Transfers and Grant to Counterparts	UNWOMEN	21,400							6	-	-							
6	6.2.	6.2.1	Supplies, Commodities, Materials	UNWOMEN	6,060							2	-	-							
Sub-Total Activity 6.2.1:				100,580		100,580															
Activity 6.2.2: Mise en œuvre du plan de renforcement des capacités (Mapping des OSC des nouvelles régions d'intervention et mise en œuvre du plan de renforcement des capacités avec appui aux actions prioritaires des femmes et filles leaders, du groupe de référence de la société civile, l'initiative des taximans ambassadeurs et le soutien aux organisations de base situées en dehors de Niamey et des capitales régionales (renforcement des capacités de ces OSC par des OSC plus expérimentées afin d'assurer la participation des groupes locaux de femmes et des défenseurs des droits des femmes)																					
6	6.2.	6.2.2	Transfers and Grant to Counterparts	UNWOMEN	94,644							6	110,563								
								1	110,563	1	Lumpsum	6	110,563							X	48,000

6	6.2	6.2.2	General Operating and Other Direct Cost	UNWOMEN	-	-	1	5,000	2	Months	7	10,000		10,000					
6	6.2	6.2.2	Transfers and Grant to Counterparts	UNWOMEN	30,253			30,253			6	-		-					
Sub-Total Activity 6.2.2:					124,897	-		124,897				120,563	-	120,563				48,000	
Activity 6.2.3: Appuyer la mise en place et la tenue d'un répertoire informatisé de suivi des défenseurs des droits des femmes formées (ONG, OCB, etc)																			
6	6.2	6.2.3	Transfers and Grant to Counterparts	UNFPA	-	9,900		9,900			6	-		-					
Sub-Total Activity 6.2.3:					-	9,900		9,900				-	-	-				-	
Activity 6.2.4 Appuyer les organisations des groupes confrontés à des formes croisées de discrimination dans toutes les régions (Tillabéri, Dosso, Maradi, Tahoua, Zinder, Agadez, Niamey, Diffa)																			
6	6.2	6.2.4	Transfers and Grant to Counterparts	UNDP	535,000			535,000	1	180,000	1	lump sum	6	180,000		180,000	x	50,000	
Sub-Total Activity 6.2.4:					535,000	-		535,000				180,000	-	180,000				50,000	
Activity 6.2.5: Prise en charge du salaire de Finance associée																			
6	6.2	6.2.5	Staff and Personnel	UNWOMEN					1	2,840	18	Months	1	25,564	25,563	51,127	X	X	8,520
Sub-Total Activity 6.2.5:					-	-		-				25,564	25,563	51,127				8,520	
Activity 6.2.6: Appuyer par des small grant 15 projets innovants portés par des jeunes- y compris ceux confrontés à des formes multiples et croisées de discrimination/ marginalisation pour promouvoir la Génération égalité et soutenir les victimes de VBG(15 projets)																			
6	6.2	6.2.6	General Operating and Other Direct Cost	UNWOMEN					15	8,000	1	Year	7	120,000		120,000		-	
Sub-Total Activity 6.2.6:					-	-		-				120,000	-	120,000				-	
Sub-Total Output 6.2:					760,477	9,900		770,377	-	-	-	-	446,127	25,563	471,690	-	-		
Sub-Total:					1,062,002	9,900		1,071,902				698,053	25,563	723,616				-	

Total PROGRAMME OUTCOME COSTS: 13,008,682 1,314,722 14,323,404 6,034,128 1,210,563 7,244,691

B. PROGRAMME MANAGEMENT COSTS (Coordination and administrative functions, and related office cost)
Should not exceed 18% of total Programme Direct Costs

UNDP																		
N/A	N/A	N/A	Staff and Personnel	UNDP	416,044			416,044			1	-		-				
N/A	N/A	N/A	General Operating and Other Direct Cost	UNDP	157,757			157,757	1	115,000	1	Lumpsum	7	115,000		115,000	X	X
N/A	N/A	N/A	Staff and Personnel	UNDP	-	17,000		17,000			1	-		-				
N/A	N/A	N/A	Staff and Personnel	UNDP	-	121,288		121,288			1	-		-				

N/A	N/A	N/A	Staff and Personnel	UNDP	-	37,480	37,480					1	-		-				
N/A	N/A	N/A	General Operating and Other Direct Cost	UNDP	2,000		2,000					7	-		-				
N/A	N/A	N/A	Supplies, Commodities, Materials	UNDP	73,000		73,000					2	-		-				
N/A	N/A	N/A	Supplies, Commodities, Materials	UNDP	29,820		29,820					2	-		-				
N/A	N/A	N/A	Contractual Services	UNDP	34,610		34,610					4	-		-				
N/A	N/A	N/A	Travel	UNDP	53,280		53,280					5	-		-				
N/A	N/A	N/A	General Operating and Other Direct Cost	UNDP	44,960		44,960					7	-		-				
N/A	N/A	N/A	Staff and Personnel	UNDP	74,960		74,960					1	-		-				
Sub-Total:					886,431	175,768	1,062,199						115,000	0	115,000	-	-	-	

UNWOMEN

N/A	N/A	N/A	Contractual Services	UNWOMEN	158,879		158,879					4	-		-				
N/A	N/A	N/A	Contractual Services	UNWOMEN	158,879		158,879					4	-		-				
N/A	N/A	N/A	Staff and Personnel	UNWOMEN	121,286		121,286	1	5,195	18	Months	1	93,506	-	93,506	X	X	31,169	
N/A	N/A	N/A	Staff and Personnel	UNWOMEN	36,528		36,528	1	1,564	18	Months	1	28,152	-	28,152	X	X	9,384	
N/A	N/A	N/A	Equipment, Vehicles, and Furnitures	UNWOMEN	70,000		70,000	1	10,000	1	Lumpsim	3	10,000		10,000			5,000	
N/A	N/A	N/A	Staff and Personnel	UNWOMEN	-	122,642	122,642					1	-		-				
N/A	N/A	N/A	Contractual Services	UNWOMEN	-	138,000	138,000					4	-		-				
N/A	N/A	N/A	Contractual Services	UNWOMEN	69,000	69,000	138,000					4	-		-				
N/A	N/A	N/A	General Operating and Other Direct Cost	UNWOMEN	11,000		11,000	1	15,000	1	Lumpsim	7	15,000		15,000	X	X	5,000	
N/A	N/A	N/A	Contractual Services	UNWOMEN	23,000		23,000					4	-		-				
N/A	N/A	N/A	Staff and Personnel	UNWOMEN	34,080	23,000	57,080					1	-		-				
N/A	N/A	N/A	Contractual Services	UNWOMEN	-	56,173	56,173	1	3,120	18	Months	4	-	56,160	56,160	X	X		
N/A	N/A	N/A	Contractual Services	UNWOMEN	-	43,042	43,042	1	2,391	18	Months	4	0	43,042	43,042	X	X		
Sub-Total:					682,652	451,857	1,134,509						146,658	99,202	245,861	-	-	50,553	

UNFPA

N/A	N/A	N/A	Staff and Personnel	UNFPA	471,439	-	471,439	1	17,836	18	Months	1	321,048		321,048	X	X	107,016	
-----	-----	-----	---------------------	-------	---------	---	---------	---	--------	----	--------	---	---------	--	---------	---	---	---------	--

N/A	N/A	N/A	Staff and Personnel	UNFPA	-	14,000	14,000	1	16,875	1	Lumpsum	1	-	16,875	16,875			
N/A	N/A	N/A	Staff and Personnel	UNFPA	72,188	51,042	123,230	1	3,347	18	Months	1	60,246		60,246	X	X	20,082
N/A	N/A	N/A	Staff and Personnel	UNFPA	-	17,040	17,040	1	82,376	1	Lump sum	1	-	82,376	82,376			
Sub-Total:					543,627	104,582	648,209						381,294	99,251	480,545			127,098

UNICEF

N/A	N/A	N/A	Staff and Personnel	UNICEF	416,044		416,044					1	-		-			
N/A	N/A	N/A	Contractual Services	UNICEF	217,983		217,983					4	-		-			
N/A	N/A	N/A	Staff and Personnel	UNICEF	-	60,000	60,000					1	-		-			
N/A	N/A	N/A	Staff and Personnel	UNICEF	-	45,000	45,000					1	-		-			
N/A	N/A	N/A	Staff and Personnel	UNICEF		49,000	49,000					1	-		-			
N/A	N/A	N/A	Staff and Personnel	UNICEF		98,000	98,000					1	-		-			
N/A	N/A	N/A	Equipment, Vehicles, and Furnitures	UNICEF	-	-	-	1	15,000	1	Year	3	15,000		15,000			15,000
N/A	N/A	N/A	Staff and Personnel	UNICEF	128,212		128,212	1	6,500	18	Months	1	117,000		117,000			117,000
N/A	N/A	N/A	Staff and Personnel	UNICEF	4,219	47,066	51,285					1	-		-			-
Sub-Total:					766,458	299,066	1,065,524						132,000	-	132,000	-	-	-

TOTAL PROGRAMME MANAGEMENT COSTS:					2,879,168	1,031,273	3,910,441						774,952	198,453	973,406			
TOTAL DIRECT PROGRAMME COSTS					15,887,850	2,345,995	18,233,845						6,809,080	1,409,016	8,218,096			
Indirect Programme Support Costs (7%)					1,112,150		1,112,150						476,636		476,636			

TOTAL COSTS					17,000,000	2,345,995	19,345,995						7,285,716	1,409,016	8,694,732			
--------------------	--	--	--	--	-------------------	------------------	-------------------	--	--	--	--	--	------------------	------------------	------------------	--	--	--

	x	x	x	x	-	16,875						-	30,875	30,875	STAFF CORE Contribution for finance Assistant GS6	Other	NO	
	x	x	x	x	40,164	-	x	x	x	37,224		132,434	51,042	183,476	STAFF [SPOTLIGHT TEAM] Assistant programme/FTA 100% Spotlight Salaire	Other	NO	
	x	x	x	x	-	82,376						-	99,416	99,416	Completed in Phase I	Other	NO	
					254,196	99,251						924,921	203,833	1,128,754				

					-	-						416,044	-	416,044	Completed, Communications Officer P3 (RCO)	Other	NO	
					-	-						217,983	-	217,983	Completed Plan de visibilite : voir détail des Coût dans le plan de communicaion joint dans le narratif	Other	NO	
					-	-						-	60,000	60,000	Specialiste protection de l'enfant NOC 40%	Other	NO	
												-	45,000	45,000	Specialiste C4D NOC 30%	Other	NO	
												-	49,000	49,000	Chef protection de l'enfant P4 10%	Other	NO	
					-	-						-	98,000	98,000	Completed Chef communication P4 20%	Other	NO	
	x	x			15,000	-						15,000	-	15,000	Equipement informatiques et espace de travail	Other	NO	Completed
	x	x	x	x	117,000	-	x	x	x	50,000		245,212	-	245,212	STAFF [SPOTLIGHT TEAM] PO bureau de Zone de Maradi/Zinder NOC/FTA 100% Spotlight	Other	NO	Salaire 100% NOB Maradi- Zinder
					-	-						4,219	47,066	51,285	Programme officer NOB Bureau Tahoua-Agadez 40%	Other	NO	
	-	-	-	-	132,000	-						898,458	299,066	1,197,524				

												3,654,120	1,229,726	4,883,847				
												22,095,885	3,565,838	25,461,723				
												1,546,712		1,546,712				

												23,642,597	3,565,838	27,008,435				
--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------	-----------	------------	--	--	--	--



NIGER/AFRIQUE

RAPPORT NARRATIF DE PROGRES ANNUEL

01 Janvier – 31 Décembre 2022